

der Staat die Parteien zahlt, die privaten Spenden offengelegt werden müssen, macht Sinn. Man könnte von mir aus auch so weit gehen, dass die Parteien gar keine Spenden mehr generieren und sich und ihr gesamtes Personal sozusagen vom Staat anstellen lassen. Wenn wir in unserem sehr günstigen System die privaten Spenden vollständig offenlegen, dann läuft es darauf hinaus, dass wir halt auch eher auf staatliche Unterstützung angewiesen sind, und zwar nicht in dem einfach überblickbaren Mass, in dem die Fraktionen unterstützt werden. Das ist unser grosses Bedenken.

Die Mehrheit der Kommission ist der klaren Meinung, dass diese weitreichenden Transparenzregeln unserem politischen System widersprechen: dem Milizsystem, dem Konkordanzsystem und auch dem Föderalismus. Wir glauben, dass die gegenseitige Kontrolle im Konkordanzsystem funktioniert.

Wir bitten Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Wir sind der Meinung, dass der Gegenvorschlag, der jetzt auf gutem Wege ist, zu unterstützen ist.

Buffat Michaël (V, VD), pour la commission: Au terme de quelques heures de débat, les arguments exposés correspondent en grande partie à ceux qui ont été présentés en commission. En définitive, nous avons trois groupes de députés: ceux qui soutiennent l'initiative, mais qui pourraient se satisfaire du contre-projet; ceux qui soutiennent le contre-projet et qui rejettent l'initiative; ceux qui s'opposent tant à l'initiative qu'au contre-projet. Comme je l'ai dit dans mon exposé du débat d'entrée en matière, ces deux dernières catégories forment chacune la moitié de la majorité de la commission. Une grande partie des orateurs qui se sont exprimés ont affirmé leur soutien au contre-projet.

Il est vrai que, quitte à légitérer sur ce sujet – ce qu'une partie de la majorité, je le répète, ne souhaite pas –, autant le faire en étant pragmatique et au travers du contre-projet, qui offre plus de souplesse. En effet, celui-ci n'inscrit pas de disposition dans la Constitution et apporte une solution directe et équilibrée. Toutefois, et je reprends l'argumentation du reste de la majorité de la commission – celle qui s'oppose tant à l'initiative qu'au contre-projet –, une réglementation dans ce domaine serait incompatible avec notre système politique. D'ailleurs, les sommes investies dans une campagne n'ont pas une influence aussi décisive que certains le laissent entendre. Preuve en est les affirmations ce matin d'une élue socialiste qui a déclaré que son parti avait investi deux fois moins que le PLR dans la campagne électorale. Pourtant, on constate que son parti a obtenu plus de sièges que le PLR. Donc on peut facilement en tirer la conclusion que ce n'est pas forcément l'argent qui garantit le succès.

Cette initiative ne tient pas non plus compte des situations différentes dans les cantons. Une campagne électorale n'a pas le même coût dans le canton d'Uri et dans le canton de Zurich. Il est peut-être plus judicieux de laisser alors aux cantons le choix de légitérer en fonction de leur situation particulière.

Finalement, je le rappelle, la commission vous invite, par 14 voix contre 9, à recommander le rejet de l'initiative.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.070/22985)

Für den Antrag der Mehrheit ... 110 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Fristverlängerung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Prorogation du délai

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt. Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.

18.043

Strafrahmenharmonisierung und Anpassung des Nebenstrafrechts an das neue Sanktionenrecht

Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 09.06.20 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 02.06.21 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 02.06.21 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, einen Entwurf vorzulegen, mit dem alle Strafen – im Strafgesetzbuch, im SVG oder in den verschiedenen verwaltungsstrafrechtlichen Bestimmungen – harmonisiert werden. Ziel dieser Reform ist es, die verloren gegangene Kohärenz beim Strafmaß für Verstöße gegen jedwedes Bundesrecht wiederherzustellen, entsprechend der Hierarchie der Rechtsgüter, die der Staat schützen möchte, und der Schwere der Verletzung dieser Rechtsgüter.

Proposition de la minorité

(Nidegger, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, Vogt)

Renvoyer le projet au Conseil fédéral avec mandat de présenter un projet d'harmonisation des peines complet, mettant en perspective l'ensemble des sanctions, que celles-ci relèvent du code pénal, de la LCR ou des domaines variés du droit pénal administratif. Le but de la réforme est de restaurer la cohérence perdue entre les degrés de sévérité des sanctions établies, d'où qu'elles viennent, conformément à la hiérarchie des biens juridiques que l'Etat entend protéger et de la gravité de l'atteinte qui leur est portée.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Minderheit Nidegger beantragt, beide Entwürfe an den Bundesrat zurückzuweisen.

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: "Nulla poena sine lege": pas de peine sans loi. Voilà l'adage juridique de base quand on parle de droit pénal. Cela signifie que personne ne peut être condamné s'il n'existe pas une loi qui prévoit la condamnation du comportement adopté. Ce principe est cardinal dans un Etat de droit: il évite l'arbitraire du juge ou du procureur et permet la prévisibilité de la justice. On sait à quelle sauce on va être mangé – si vous me passez l'expression – quand on adopte un comportement.

Or, la loi cardinale quand on parle des peines, c'est précisément le code pénal. Il ne s'agit pas d'un ouvrage poussiéreux que ne connaîtraient que les juges, procureurs et avocats. Non, le code pénal devrait être le miroir des valeurs d'une société. Plus une valeur est importante, plus le comportement qui met en danger ce bien juridique devrait être durement réprimé. C'est la raison pour laquelle un homicide est plus lourdement condamné qu'un vol: la vie a plus d'importance dans notre société que la propriété.

Miroir de la société, un tel code ne peut être que vivant, sous peine de ne plus refléter fidèlement les valeurs. Et un miroir qui ne reflète plus, c'est un miroir inutile. Certaines valeurs évoluent, certains biens juridiques nous paraissent plus fondamentaux aujourd'hui que dans le passé, certaines peines trop ou pas assez élevées. Par ailleurs, au gré d'une réforme ou d'une autre, les différentes peines prévues peuvent ne plus sembler équilibrées entre elles, car le code pénal n'est pas seul: il est épaulé par de nombreuses lois spéciales, par son frère presque jumeau, le code pénal militaire, et par le droit pénal administratif. Tous ces textes doivent être en équilibre et refléter la valeur des biens juridiques. Or, il faut bien admettre que tel n'est plus totalement le cas aujourd'hui. C'est le constat fait par le Conseil fédéral dans son message, mais aussi par notre hémicycle, par le truchement de très nombreuses interventions parlementaires à ce sujet, ainsi que par la motion 17.3265 de notre Commission des affaires juridiques demandant une harmonisation des peines. Le projet qui nous est soumis doit contribuer à corriger cela et ainsi refléter à nouveau de la meilleure manière possible les valeurs de la Suisse du XXIe siècle dans le code pénal et l'ensemble des lois pénales.

Le projet qui nous est proposé se subdivise initialement en deux projets. D'une part, une révision des quotités de peines du code pénal, du code pénal militaire et de quelques autres lois intégrant des dispositions pénales. C'est là que notre conseil peut et doit exprimer un avis politique. Le deuxième projet, lui, est strictement technique et ne fait qu'adapter le droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions de la partie générale du code pénal. Il s'agit donc strictement et exclusivement d'adapter du droit pénal accessoire au texte de base, ce qui ne revêt aucun enjeu politique.

A cette subdivision, le Conseil des Etats a décidé de rajouter un troisième projet en sortant du projet 1 toutes les modifications liées au droit pénal réprimant les infractions sexuelles. Cette proposition adoptée à l'unanimité par le Conseil des Etats et soutenue par le Conseil fédéral a du sens. C'est sans doute en lien avec ces infractions pénales-là que les moeurs et les valeurs ont le plus changé, si bien que la proposition initiale méritait davantage de réflexion. Ce projet 3 arrivera sur nos tables ultérieurement, quand le Conseil des Etats l'aura validé.

Sur le fond, il faut bien en convenir, ce projet d'harmonisation des peines n'a rien de révolutionnaire et n'entend pas réformer en profondeur le code pénal. Il s'agit essentiellement d'ajustements dans des domaines très précis, telles les infractions sexuelles – on l'a déjà dit, mais on en traitera ultérieurement –, les infractions contre le patrimoine commises par métier, les lésions corporelles graves, les violences et les menaces contre les autorités et les fonctionnaires.

Que cela soit aussi dit une fois pour toutes: le projet n'entend pas alourdir les peines comme d'aucuns le voudraient. Il ne vise pas non plus à les alléger, mais à les adapter là où les conceptions de la société et l'expérience ont démontré qu'il fallait agir. On rappellera que tous les pénalistes ou presque s'accordent à dire que l'effet préventif des peines ne se trouve pas tellement dans la lourdeur de la sanction, mais bien plutôt dans la capacité d'un Etat à réellement réprimer les comportements fautifs, et cela rapidement. Dit autrement, mieux vaut une justice qui condamne rapidement et précisément qu'une justice qui condamne lourdement mais lentement.

Le débat d'entrée en matière dans la commission a permis d'établir plusieurs constats. En premier lieu, personne ne considère que la réforme est inutile ou que le code pénal et les lois accessoires n'ont pas besoin d'une cure d'harmonisation. En revanche, plusieurs propositions de renvoi, dont l'une fait l'objet de la proposition de la minorité Nidegger, ont reflété la relative déception d'une partie de la commission par rapport au projet. Cette déception s'illustre par le manque d'ambition de la réforme, qui corrige chirurgicalement quelques dispositions qui ont semblé particulièrement peu équilibrées. Mais le travail, certes titanique, d'identifier pour toutes les infractions le bien juridique protégé et la valeur qu'on entend donner à ce bien n'a pas été fait.

La majorité a néanmoins décidé d'entrer en matière sur le projet, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, pour

une question temporelle. Cela fait des années que notre Parlement demande une telle harmonisation, et si celle dont nous parlons aujourd'hui, certes un peu minimaliste, venait à être renvoyée pour déboucher sur un projet plus ambitieux, ce sont de nombreuses années qui seraient perdues. L'ancien président de la Commission des affaires juridiques, M. Schwaab, avait même qualifié ce projet d'harmonisation des peines d'Arlésienne de notre Parlement. On croit souvent en Suisse à la politique des petits pas, et sans doute avec raison. Il vaut mieux corriger les problématiques les plus criantes immédiatement, quitte à remettre l'ouvrage sur le métier ultérieurement.

Le projet 3 cristallise beaucoup d'attentes – c'est la deuxième raison pour laquelle la commission est entrée en matière –, car c'est le seul projet de cette révision visant l'harmonisation des peines qui correspond à un véritable débat de société. On ne voudrait pas que ce projet soit ralenti.

Enfin, le travail de refonte totale du droit pénal se heurte à des difficultés matérielles importantes: de nombreuses dispositions pénales sont contenues dans des lois que le Département fédéral de justice et police ne pilote pas, sans compter la vision même d'une refonte du droit pénal qui ne fait pas l'objet d'un consensus large. Comme le débat que nous allons mener le démontrera, il y a beaucoup de conceptions différentes du droit pénal dans cette salle.

Ainsi, en définitive, les deux propositions de renvoi défendues par les minorités Nidegger – l'une portant sur le projet 1 et l'autre portant sur le projet 2 – ont été rejetées par 16 voix contre 6 et 3 abstentions. Nous vous encourageons à en faire de même et à entrer en matière sur ce projet.

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Wir stehen heute unter Beobachtung. Wir behandeln nicht irgendein trockenes juristisches Thema, sondern eine Materie, welche die Menschen bewegt und welche sehr emotional ist. Wir sprechen über die Strafjustiz in einer Medienlandschaft. Die Behauptung, die Medien hätten die Justiz als dritte staatliche Gewalt abgelöst, ist nicht völlig falsch. Dank der Vielzahl der Medien, ihrer unterschiedlichen Art und ihrer Schnelligkeit gibt es kaum einen Tag, an welchem nicht irgendein Strafurteil kommentiert und oft auch kritisiert wird. Diese Kritiken basieren auf einer Unzufriedenheit mit den Gerichten und waren klar ein wichtiger Auslöser der vorliegenden Revision.

Wie oft wurde in der Vergangenheit bemängelt, insbesondere bei Gewalt- und Sexualstrafaten, der Strafrahmen sei durch das zuständige Gericht nicht ausgeschöpft worden? Ich will kein Fazit vorwegnehmen, kann mir aber sehr gut vorstellen, dass die vorliegende Reform die Kritiken in Zukunft eindämmen wird. Natürlich müssen wir die Anliegen des Souveräns angemessen berücksichtigen, aber unsere Aufgabe ist es ja nicht, Urteile zu sprechen, sondern die Grundlagen dafür zu beschliessen, konkret den Strafrahmen.

Um was geht es, in groben Zügen, bei dieser Reform? Ziel des Bundesrates ist es, eine angemessene Sanktionierung von Straftaten zu ermöglichen; er passt deshalb im Strafgesetzbuch den Strafrahmen für verschiedene Delikte an. Im Vordergrund stehen dabei Gewalt- und Sexualdelikte, die oftmals an Frauen und Kindern begangen werden. Solche Delikte müssen künftig härter bestraft werden. Gleichzeitig stimmt der Bundesrat auch das Verhältnis der Strafrahmen besser aufeinander ab.

Der Besondere Teil des Strafgesetzbuches ist in den letzten vierzig Jahren infolge der gewandelten Wert- und Moralvorstellungen, der technischen Entwicklungen und der internationalen Vereinbarungen über siebzig Mal revidiert worden. Bisher ist noch nie in einem Quervergleich geprüft worden, ob die Strafrahmen der Schweren der Straftaten entsprechen und in einem angemessenen Verhältnis zueinander stehen. Das hat der Bundesrat nun gemacht.

Ihre Kommission ist am 15. Januar 2021 einstimmig auf die Vorlage eingetreten. Die Kommission hat es mit 16 zu 6 Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt, die Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen. Eine Minderheit Nidegger ist der Ansicht, dass die Vorlage im Rahmen einer Gesamtschau auch die Strafrahmen des Nebenstrafrechts, wie z. B. im Strassenverkehrsgesetz oder im Betäubungsmittelgesetz, berücksich-

tigen müsste, zumal diese Strafandrohungen im Alltag eine sehr bedeutende Rolle spielten.

Die Kommission hat überdies im Grundsatz der vom Ständerat vorgenommenen Auslagerung des Sexualstrafrechts in einen separaten Entwurf zugestimmt. In der Gesamtabstimmung vom 30. April 2021 hat die Kommission die Vorlage mit 16 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen.

Die Kommission beantragt Ihnen nun, in einigen Punkten von den Beschlüssen des Ständerates abzuweichen. Ebenfalls beantragt sie Ihnen, die Artikel zum Sexualstrafrecht aus der bundesrätlichen Vorlage zu streichen, damit sie in einem separaten Entwurf beraten werden können.

Nach dieser summarischen Übersicht werden wir in der Detailberatung die Anträge behandeln, die in der Kommission besonders intensiv und teilweise auch kontrovers diskutiert wurden. Ihre Kommission hat sich an vier Sitzungen mit der Vorlage befasst. Sie hat sämtliche Anträge verworfen, die zusätzlich zu den Änderungen im Besonderen Teil auch Anpassungen des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches vornehmen wollten.

Namens der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag der Minderheit Nidegger abzulehnen.

Nidegger Yves (V, GE): Si vous êtes en transit, coincés pendant une heure entre deux trains – on n'ose plus dire aujourd'hui deux avions – et que vous avez une heure à passer, dans l'idée d'étudier ce qu'est le pays dans lequel vous avez atterri, allez acheter un code pénal à la prochaine librairie du coin et lisez le catalogue des peines. Vous y apprendrez plus en un bref moment qu'en lisant un guide de voyage complet. Si vous constatez que les peines les plus sévères sont réservées aux crimes de lèse-majesté, aux désobéissances envers l'Etat ou au refus d'adopter une vision officielle de l'histoire, vous saurez que vous êtes dans un pays autoritaire, éventuellement totalitaire. Si vous trouvez que les peines les plus dissuasives protègent les biens des citoyens, leur vie, leur intégrité physique, leur intégrité sexuelle, vous saurez que vous êtes dans un Etat qui s'intéresse au bien de ses citoyens.

L'état du droit des sanctions dans la Suisse d'aujourd'hui est une cacophonie complète. C'est une sorte de rhapsodie qui vous fait passer du droit d'un Etat totalitaire au droit d'un Etat démocratique, en vous faisant prendre une espèce de train fantôme pour juristes qui laisse absolument tout le monde pantois. Cela tient notamment au fait que, depuis les quinze ans que je suis dans ce Parlement, je vois passer des quantités de nouvelles lois de droit administratif. On dit que sans sanction une loi reste lettre morte. Par conséquent, il faut des sanctions de droit administratif pénales. Cela s'est énormément développé, et parfois avec une sévérité tout à fait surprenante et totalement discrépante en fonction du bien juridique protégé, qui souvent n'est rien d'autre que l'autorité de l'Etat, qui a dit une chose et qui tient à être obéi.

L'archétype de ces absurdités – ainsi que celle du Parlement qui réagit en fonction des faits divers – est probablement le fait que, dans la loi sur la circulation routière, il existe un article 90 qui érige le dépassement de vitesse important en crime – un crime! quatre ans de prison, c'est un crime –, avec une peine plancher d'un an au minimum, c'est-à-dire la peine pour un viol, alors que le seul dépassement de vitesse n'a ni produit d'accident ni mis la vie de personne en danger de manière objective. Ajoutons encore que, dans tous les cas où quelqu'un aura dépassé la vitesse prescrite, on ne s'intéressera pas, contrairement à ce qu'on fera pour le violeur, à ce qui s'est passé dans sa tête au moment de l'acte. Au moment où peine sera prononcée, on ne s'intéressera pas – comme on le fait pour un violeur – à l'enfance malheureuse du prévenu. La culpabilité et la peine seront décrétées par un radar, et le juge ne sera rien d'autre que la bouche d'un instrument de mesure.

La disharmonie dans notre système des peines est un problème important. Mais soit on le résout, soit on ne le résout pas. L'idée de la majorité de la commission consiste à dire qu'il faut harmoniser déjà les sanctions du code pénal et celles de la loi sur circulation routière et réaliser tout le reste

du travail une autre fois. C'est évidemment absurde. S'il y a dix éléments à harmoniser et que l'on n'en retient que trois ou quatre, c'est comme pour le calcul de la valeur médiane: la médiane de trois ou quatre valeurs n'est pas la même que celle de dix. Par conséquent, ce que l'on vous propose de faire aujourd'hui, c'est une harmonisation alibi, parce qu'il y a une demande populaire pour que l'on harmonise et parce que le Parlement a poussé le gouvernement depuis des années – je l'ai vu moi-même – jusqu'à ce qu'il présente le projet qui nous est soumis en nous disant que certes ce projet n'est pas complet, que certes il n'harmonisera pas l'ensemble des sanctions prononcées dans le pays, mais que nous devrions néanmoins entrer en matière sur le projet et l'examiner.

Le groupe UDC ne refusera pas d'entrer en matière puisque besoin d'harmonisation il y a. En revanche, il exige de vous un vrai travail, un travail sérieux et non une harmonisation alibi. Nous vous demandons de renvoyer le projet au Conseil fédéral, afin que nous puissions avoir en retour un projet portant sur l'ensemble des sanctions qui sont prononcées dans le pays, et que l'on harmonise véritablement en fonction de la valeur des biens juridiques que l'on veut protéger par des peines menaces plus ou moins effrayantes et des peines prononcées plus ou moins sévères, en fonction de la valeur que cette société donne véritablement aux biens juridiques en question. La seule obéissance à une injonction de l'Etat, fût-elle erronée, parce que cela arrive, fût-elle arbitraire, parce que cela arrive aussi, ne devrait pas figurer si haut dans le catalogue des peines lorsque des infractions avec de vraies victimes et des coûts sociaux monstrueux ne vous donnent que des jours-amende, la première fois avec sursis.

Je vous prie en conséquence, après être entré en matière, de bien vouloir voter mes minorités pour renvoyer tout le projet au Conseil fédéral, qui peut mieux faire.

Steinemann Barbara (V, ZH): Diese Vorlage wurde vor über zehn Jahren aufgegleist, also kurz nach dem Inkrafttreten der ganz grossen StGB-Revision. Das Motiv der Rechtsänderung findet man fast nicht mehr, auch die Botschaft spart den Ursprung, den Anstoss zur Revision aus. Er sollte an dieser Stelle allerdings erwähnt werden: Die Richter schöpfen in der Regel den Rechtsrahmen nicht aus. Sie verbleiben im unteren Drittel des Strafrahmens. Daniel Jositsch hat 2009 ein Postulat eingereicht, das fast einstimmig angenommen worden ist. Herr Jositsch stellte schon damals fest: "Wiederholt wird in der Öffentlichkeit der Vorwurf laut, dass Gerichte insbesondere bei Gewalt- und Sexualstraftaten zu tiefe Strafen ausfällen würden." Der Bundesrat antwortete in seiner Stellungnahme: "Die verfügbaren Statistiken zeigen, dass sich die Gerichte generell eher im unteren Teil des angedrohten Strafrahmens bewegen." Der Bericht des Bundesrates in Erfüllung dieses Postulats ist in die Botschaft zu dieser Vorlage eingeflossen.

Das Schweizer Recht ist unglaublich nachsichtig mit Straftätern, und Richter und Staatsanwälte mildern es noch weiter ab. Für die SVP ist klar: Ins Strafrecht muss wieder Vernunft einkehren. Wer sein Geschäftsauto mit zu viel Gewicht belädt, kriegt eine Busse von 4500 Franken – unbedingt, sofort zahlbar, inklusive Probezeit und Eintrag im Strafregister. Wer schwor delinquiert, wer Kinder sexuell belästigt, Polizisten verletzt, Raubüberfälle begeht, kommt mit einer bedingten Strafe davon!

Das ist die Folge unserer Klassifizierung der Straftaten in drei Schweregrad-Kategorien, nämlich in Übertretungen als leichte Delikte, Vergehen als mittelschwere Tatbestände und Verbrechen als schwere Straftaten. Die 2007 in Kraft getretene StGB-Revision hat es mit sich gebracht, dass die Strafe bei den leichten Delikten immer sogenannt unbedingt vollzogen wird. Bei den mittelschweren und schweren Tatbeständen wird die Geld- oder die Freiheitsstrafe mit einer kurzen Probezeit aufgeschoben.

Ein logisches Sanktionsystem spricht aber die Strafe aus, die dem Schweregrad des Delikts entspricht. Diesbezüglich ist unser Strafsystem irrational. Mit Inkrafttreten der grossen StGB-Revision 2007 haben sich die unbedingten Freiheitsstrafen praktisch halbiert, obwohl die Straftaten in der Schweiz bekanntlich nicht weniger brutal und auch nicht we-

niger zahlreich geworden sind. 1984 bekamen 32,5 Prozent der Gewaltstraftäter eine unbedingte Freiheitsstrafe. 2007, mit der Einführung des neuen StGB, wanderten nur noch 12,6 Prozent aller Gewaltstraftäter ins Gefängnis.

Hier wäre ein Vergleich mit dem Ausland von Interesse, doch der fehlt in der Botschaft gänzlich. Ein Vergleich würde zutage fördern, wie milde die Schweiz mit ihren Straftätern umgeht. Eine Busse ist immer spürbar, eine bedingte Strafe hingegen nicht, der Täter muss keine Einschränkung der Freiheit über sich ergehen lassen. Bei Ersttätern bleibt es in der Regel bei einer Mahnung des Richters; sie haben etwas Scheitereien mit den Behörden, mehr nicht. Aber Ärger mit den Behörden haben Sie natürlich unter Umständen auch, wenn Sie eine Baubewilligung eingeben oder im Steueramt auf einen pedantischen Steuervogt treffen.

Es bleibt bei einer reinen Administrativstrafe. So hat auch schon der eine oder andere Verbrecher seine bedingte Strafe als verkappten Freispruch aufgefasst, insbesondere dann, wenn er wirtschaftlich, beruflich und sozial wenig zu verlieren hatte. Man kann ja schon fast zynisch fragen, ob Polizei und Justiz so viel Aufwand treiben und Ressourcen einsetzen sollen, wenn man sich die geringen Sanktionen und die geringen Folgen vor Augen führt. Hier ist aber immer Unrecht geschehen, oftmals einhergehend mit einem schweren Eingriff in die Persönlichkeit und Selbstbestimmung der Opfer und der Geschädigten. Und die Perspektive der Opfer und der Geschädigten ist uns von der SVP wichtiger als die Interessen der Täter.

Man kann sich nur annähernd vorstellen, was in einem Opfer vorgeht, wenn Vergewaltiger, Schläger, Betrüger und Peiniger mit einem erleichterten Lächeln den Gerichtssaal verlassen. Hinter solchen geringen Sanktionen steckt der sozial-romantische Gedanke, Ersttäter würden Reue und Einsicht zeigen, den Schuss vor den Bug, der vom Richter oder vom Staatsanwalt kommt, schon verstehen und der kriminellen Energie in Zukunft abschwören. "Einmal ist keinmal – aber tu es nie wieder!" ist das Motto. Leider greift diese romantische Vorstellung auch bei Vergewaltigern, Kinderschändern, Gewalttätern und Grossbetrügern. Daran ändert diese Vorlage leider nichts.

Für uns von der SVP ist das Fazit: Wir bedauern, dass diese Revision nicht dazu genutzt wurde, das Strafsystem richtig zu harmonisieren und zu verschärfen. Die einzige richtige Verschärfung ist jene für schwere Körperverletzung. Hier wird der untere Strafrahmen korrekterweise angehoben.

Der Strafrahmen für Gewalt an Behörden und Beamten wird angehoben – aber ob jemand als Prügler oder wegen Drohungen gegen Polizisten und Behördenmitglieder nun als Mindeststrafe eine bedingte Geldstrafe von 30 oder eine von 120 Tagessätzen kassiert, ist egal und bloss ein Unterschied kosmetischer Natur. Man wandert keinen einzigen Tag ins Gefängnis, und man hat keine Geldstrafe zu bezahlen, wenn man die kurze Probezeit übersteht.

Auch die restlichen Basteleien am Strafrahmen sind ohne konkrete Auswirkungen auf die Strafrechtspraxis. Die Richter haben noch mehr Ermessensspielraum. Sie können nun statt, wie von Daniel Jositsch schon vor elf Jahren moniert, im unteren Drittel im unteren Viertel des Strafrahmens verbleiben.

So, wie diese Vorlage daherkommt, gibt es für die SVP-Fraktion keinen Grund, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Funiciello Tamara (S, BE): Mit dieser Vorlage zur Strafrahmenharmonisierung will der Bundesrat eine umfassende Anpassung der verschiedenen Strafrahmen vornehmen, um einerseits zwischen den Strafrahmen für verschiedene Delikte eine gewisse Kohärenz zu erreichen und andererseits die Strafrahmen bei einzelnen Delikten, gestützt auf parlamentarische Vorstöße, spezifisch anzupassen. Zudem sollen die Sanktionen im Nebenstrafrecht an das neue Sanktionensystem des Allgemeinen Teils des StGB angepasst werden.

Diese Ziele hat die Vorlage des Bundesrates nur sehr bedingt erreicht. Der Bundesrat hat es verpasst, eine umfassende Revision des StGB und, damit einhergehend, eine echte Harmonisierung der Strafrahmen vorzulegen und darin zu regeln, welche Rechtsgüter am wichtigsten und welche Delik-

te am gravierendsten sind. Deshalb fehlt es der Vorlage des Bundesrates an systematischer Kohärenz. Sie beschränkt sich weitgehend auf juristische Kosmetik ohne wesentliche inhaltliche Änderungen. Dennoch ist es mit dieser Vorlage gelungen, einige grobe Inkohärenzen zu beseitigen, welche für das Vertrauen der Bevölkerung in eine sinnvolle Gewichtung der Schwere gewisser Straftaten nicht gerade förderlich waren.

Überhaupt nicht förderlich findet die SP-Fraktion die Verschärfungen, die sich wie ein roter Faden durch die Revision ziehen. Die Wissenschaft hat zur Genüge gezeigt, dass harte Strafen nicht zu weniger Delikten führen. Denn in dieser Logik würde es ja reichen, für alle Delikte und für alle gesetzlichen Übertretungen die Todesstrafe einzuführen, und wir hätten alle Probleme gelöst. Es liegt auf der Hand, dass das nicht der Fall wäre.

Man kann nun schon, wie das allen voran die SVP-Fraktion macht, diese Debatte dafür missbrauchen, um sich als grossen Richter zu inszenieren, um zu versuchen, für jedes Vergehen drakonische Strafen zu verankern, und um alle, die sich dagegen wehren, dass Menschenrechte, Rechtsstaat und Verhältnismässigkeit untergraben werden, als Täterschützerinnen und Täterschützer zu beschimpfen. Die Welt ist aber leider nicht so einfach. Menschen funktionieren nicht so. Und nein, es geht nicht um falsche Toleranz, es geht nicht um Gutmenschen. Es geht um Logik, es geht um Pragmatik, und es geht darum, taugliche Mittel zu finden, um in dieser Gesellschaft ein sinnvolles Gleichgewicht zwischen Prävention und Strafe zu schaffen. Es geht darum, eine lösungsorientierte Strafrechtspraxis unter Wahrung rechtsstaatlicher Grundsätze zu betreiben und sich nicht von Einzelfällen zu einer Symbolpolitik verleiten zu lassen, die am Ende des Tages kontraproduktiv ist.

Weiter sind wir, bei aller berechtigten Kritik, die man an unserer Judikative üben kann, davon überzeugt, dass wir den Richterinnen und Richtern den nötigen Ermessensspielraum lassen müssen, damit sie auf jeden einzelnen Fall angemessen eingehen können.

Aus diesen Gründen ist für die SP-Fraktion klar: Sollte der Minderheitsantrag zu Artikel 10 Absatz 3, welcher die Abschaffung der Geldstrafe fordert, oder schliesslich einer der Minderheitsanträge zu Artikel 42, die eine Abkehr vom bewährten System der Geldstrafe und der bedingten Strafe bedeuten, durchkommen, werden wir diese Vorlage ablehnen.

Dandres Christian (S, GE): Cela a été dit, les socialistes ne sont pas satisfaits de cette réforme. Le Conseil fédéral a en effet ouvert un gros chantier, sans toutefois s'en donner les moyens et en pensant qu'il peut assurer une cohérence de manière globale avec pour seule mesure le durcissement des peines. Un projet plus sérieux aurait commandé de partir des biens juridiques protégés par la loi pénale, et ensuite de hiérarchiser ces biens et les peines pour qu'elles soient adaptées à l'objectif poursuivi.

La Commission des affaires juridiques de notre conseil a tenté de travailler sur ce modèle, mais sans y parvenir réellement, car elle n'a pas les mêmes moyens que l'administration fédérale, à moins de mener un débat durant une législature entière. C'est donc en quelque sorte un petit projet mal ficelé qui nous est soumis aujourd'hui, avec toutefois un bémol, à savoir le grand débat de société qui sera ouvert autour des infractions sexuelles, que nous ne traiterons pas lors de cette session.

Dans le cadre de ce débat d'entrée en matière, une approche réflexive s'impose sur ce que nous proposer le Conseil fédéral et la majorité de la commission. D'emblée, ce qui marque dans le projet, c'est la volonté d'augmenter un certain nombre de peines, notamment celles pour les violences contre les fonctionnaires dans certaines circonstances. De même, le Conseil des Etats a marqué un peu plus encore le trait en acceptant de supprimer le principe du sursis obligatoire. Sans même donner plus de crédit que nécessaire aux propositions outrancières du groupe UDC, que nous prenons pour ce qu'elles sont, à savoir une opération de communication, on constate néanmoins que la droite marque le pas vers une approche assez répressive et assez ciblée.

L'approche du Conseil fédéral et de la majorité de la commission montre que pour la droite, de manière générale, la hiérarchisation des biens juridiques n'est pas toujours le reflet de la nuisance sociale réelle des infractions. Vous me permettrez peut-être un exemple: 60 pour cent des Suisses et des Suisse sont locataires et sont donc exposés à un risque de pression ou de contraintes de la part de leur bailleur pour les empêcher de faire valoir leurs droits. C'est un comportement qui est pénalement répréhensible selon l'article 325bis du code pénal et qui est punissable d'une amende. C'est peu de chose comparé à l'importance que revêt le fait d'avoir et de conserver un logement. Le Conseil fédéral se contente de cette situation, tandis que dans le cadre de ce projet, il va augmenter les peines-menaces pour d'autres infractions contre le patrimoine.

Toujours dans la même veine, le Conseil fédéral propose de revoir, cette fois-ci à la baisse, la peine de l'infraction d'usure, qui par définition lèse une personne sans ou avec peu de ressources financières.

Le projet du Conseil fédéral doit aussi être apprécié dans un contexte d'ensemble. Il intervient précisément au moment du débat sur la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme et sur la révision du code de procédure pénale suisse (CPP). Ce contexte montre que le Conseil fédéral a décidé d'emboîter le pas à des politiques menées ailleurs en Europe et dont les lois d'exception en France sont l'un des pires exemples.

Le groupe socialiste se battra pour que les droits humains et démocratiques ne soient pas péjorés, surtout pas en cette période de crise sociale et politique où l'on a besoin de traiter ces problèmes sociaux par une approche politique et non par une approche répressive. C'est pour cela que nous avons posé comme ligne rouge le refus de l'acceptation des peines planchers en rappelant que la séparation des pouvoirs est un des éléments fondamentaux pour garantir la règle "habeas corpus" et d'autres principes fondamentaux d'une peine fondée sur la culpabilité du prévenu et non sur la volonté de faire des exemples de nature politique.

Il est d'autant plus important de rappeler le rôle du juge qui depuis l'entrée en vigueur du CPP a été réduit, dans beaucoup de cantons, tandis que le rôle du procureur a été considérablement renforcé. Il faut donc un contrepoids. Ce contrepoids est celui du juge pénal, qui doit examiner le dossier en fonction de la culpabilité de la personne et pas en fonction de l'objectivité de l'acte. C'est fondamental.

Le groupe socialiste entrera donc en matière sur ce projet, afin de défendre ses propositions de minorité qui vont toutes dans le sens de la cohérence et de l'indépendance des juges et de peines qui soient adaptées à l'importance accordée au bien juridique protégé.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Das Bundesgesetz über die Harmonisierung der Strafrahmen will Korrekturen bei den Strafrahmen vornehmen oder, in der Formulierung des Ständerates, "Strafen für gewisse Delikte verschärfen, um veränderten gesellschaftlichen Wertungen Rechnung zu tragen". So sollen zum Beispiel das Randalieren sowie Angriffe auf Polizei, Sanität und Feuerwehr härter bestraft werden.

Die Mitte-Fraktion begrüßt diese Änderungen. Schon lange sind der Mitte-Fraktion die latenten Angriffe auf Sicherheitsleute ein Dorn im Auge. Ich erinnere an die parlamentarischen Initiativen Guhl 16.496 und Romano 16.501. Es ist die Pflicht von uns in diesem Saal, diejenigen Leute zu schützen, die uns schützen, oder anders formuliert: Wir haben Polizisten, Feuerwehr und Sanität so zu schützen, dass wir ihnen den Rücken freihalten, wenn sie attackiert werden.

Die Mitte-Fraktion tritt auf diese Gesetzesvorlage ein. Der Nichteintretens- und Rückweisungsantrag der SVP-Fraktion ist für die Mitte-Fraktion unverständlich. Auch wir sind der Auffassung, dass es Änderungen bei Via sicura braucht. Auch wir haben Leute, wie Fabio Regazzi, die schon längst in diese Richtung interveniert haben. Aber es hätte die gesamte Vorlage zum Scheitern gebracht, wenn man dies zu integrieren versucht hätte. Diese Änderungen sind notwendig, und sie sind zeitnah vorzunehmen. Dies aber in dieser Vorlage tun zu wollen, scheint uns nicht geeignet zu sein, im Gegenteil:

Damit würden die Verschärfungen, auch wenn sie vielleicht nicht ausreichend ausgefallen sind, auf die lange Bank geschoben. Opfer, beispielsweise Polizistinnen und Polizisten, würden länger auf Gerechtigkeit warten. Ja, schlussendlich würde die Gerechtigkeit gesamthaft leiden. Wollen Sie das wirklich? Ich glaube nicht.

Klar ist aber auch: Der vorliegende Entwurf ist noch nicht perfekt. Ich gebe Ihnen gerne zwei Beispiele. Aus unserer Sicht braucht es zwingend die Verbindung von bedingten Strafen mit einer Busse. Es kann nicht sein, dass ein bedingt Bestrafter besser fährt als einer, der nur eine Busse erhalten hat. Das ist eine Ungerechtigkeit. Die mildere Tat wird härter bestraft, das geht nicht. Gleichzeitig müssen wir zudem über die Unverjährbarkeit schwerer Straftaten sprechen. Eigentlich müssten wir es nicht mehr, nachdem dieser Rat gestern mit 101 Stimmen der Unverjährbarkeit schwerer Straftaten zugestimmt hat. Ich hoffe, dass Sie Gleiche auch bei diesem Gesetz tun.

Es gibt aber auch positive Aspekte: In diesem Gesetz wurde beispielsweise der Diebstahl durch den Explosionstatbestand ergänzt. So kann die Sprengung von Bancomaten zukünftig härter bestraft werden.

Die Mitte-Fraktion ist für Eintreten. Es wird erstens das Ermessens der Richter beibehalten bzw. gezielt erweitert. Zweitens werden Randalierer und ähnliche Typen schärfer bestraft. Und zu guter Letzt wird auch der Schutz für Polizistinnen und Polizisten, Feuerwehrleute und Angehörige der Sanität erhöht. All dies ist im Sinne der Sicherheit. Und was im Sinne der Sicherheit ist, ist auch im Sinne der Mitte-Fraktion.

Maitre Vincent (M-E, GE): On s'est bien rendu compte, ne serait-ce que grâce aux premières interventions auxquelles l'on vient d'assister, qu'il y a probablement autant de visions de ce que devrait être une politique pénale qu'il y a de sièges dans cet hémicycle. Entre la vision ultra-sécuritaire à la sauce Nidegger, pour qui le droit pénal est toujours trop clément lorsqu'il s'agit d'étrangers et beaucoup trop dur lorsqu'il s'agit de bons citoyens qui n'auraient commis que l'infraction de rouler à 200 kilomètres-heure dans un village, et d'autres présentées précédemment, l'on se rend bien compte que la vérité se trouve probablement quelque part au milieu.

Résultat des courses, le groupe du centre estime que, globalement, ce projet d'harmonisation, s'il n'est pas parfait, a au moins le mérite de remédier concrètement à ce qui posait problème dans la pratique et dans l'application du droit pénal, sans pour autant chambouler de fond en comble la politique pénale en vigueur dans ce pays. Ainsi, on verra que ce projet d'harmonisation concrétise la volonté, nécessaire, d'assouplir un petit peu le cadre donné au juge en lui redonnant une plus grande latitude de jugement et un meilleur pouvoir d'appréciation, afin de pouvoir mieux faire correspondre la réalité d'une situation au catalogue des sanctions encourues.

Pour cette raison, le groupe du centre vous invite à entrer en matière, et, moyennant quelques adaptations – notamment un renforcement de certaines sanctions –, il adoptera ce projet d'harmonisation.

Quand j'évoque des adaptations ou le renforcement de certaines sanctions pénales, cela correspond tout simplement à une évolution de la société et des moeurs. Le durcissement des peines liées par exemple à des infractions contre les autorités ou à celles commises par une foule ameutée vise à prendre en considération des situations qui n'existaient peut-être pas il y a trente, quarante ou cinquante ans, comme le phénomène du hooliganisme ou les manifestations violentes, qui, probablement, sont plus fréquentes ces derniers temps que par le passé.

On voit globalement que c'est un projet relativement équilibré – je l'ai dit –, que le droit de fond, les principes et les mécanismes fondamentaux de notre code pénal et de notre politique pénale fonctionnent, et même plutôt bien, et que la pratique seulement implique certaines adaptations et certains ajustements pour rendre au juge les compétences qui fondent son métier, pour éviter, comme le disait à juste titre cette fois-ci M. Nidegger, une justice froide et aveugle uniquement fondée sur une application littérale des textes.

Pour cette raison, nous vous remercions d'entrer en matière sur le projet. Nous vous présenterons nos propositions de minorité dans la discussion par article.

Walder Nicolas (G, GE): Depuis le début du traitement en commission, le groupe des Verts a toujours soutenu la volonté du Conseil fédéral de rendre plus cohérentes les sanctions prévues dans le code pénal et les autres textes de loi, en mettant l'accent sur les infractions violentes et à caractère sexuel. Le groupe des Verts a également soutenu la proposition du Conseil des Etats de scinder le projet d'harmonisation des peines en trois sous-projets distincts, dont les deux premiers nous sont soumis aujourd'hui.

Il est vrai que vouloir harmoniser les peines est un vaste projet, qui nécessiterait pour être complet d'évaluer et de comparer l'ensemble des textes de loi, afin en définitive d'attribuer une peine appropriée et cohérente à chaque infraction. C'est un travail de titan qui malheureusement ne pourra jamais être réalisé à la satisfaction générale, car la gravité d'un délit ou d'un crime contient une large part de subjectivité, chacune et chacun percevant les actes commis selon son vécu ou celui de ses proches, selon ses émotions ou selon ses sensibilités politiques.

Cette subjectivité est d'ailleurs très bien illustrée par les nombreuses propositions de minorité que nous traiterons aujourd'hui. Nous verrons par exemple que les collègues du groupe UDC, qui appellent à durcir les peines encourues pour séjour illégal, demandent en même temps de les réduire dans le cadre d'un port d'armes illégal. Ce qui, nous devons en convenir, n'est ni juste ni très cohérent.

Cela illustre aussi toute la difficulté du travail que nous avons eu à faire en commission, qui a consisté à mettre de côté nos émotions, tout en tenant compte des sensibilités d'une société qui évolue. Et le code pénal, comme tous les autres textes de loi, se doit de refléter cette évolution. C'est pourquoi pour le groupe des Verts, la partie la plus importante de cette révision se trouve dans le bloc 3, qui traite des infractions sexuelles, droit pénal sexuel qu'il s'agit urgentement de moderniser au-delà de la stricte question des peines.

Les dispositions actuelles posent en effet de nombreux problèmes, non seulement dans la reconnaissance de la qualité de victime de personnes qui ont subi des violences sexuelles, mais aussi dans la manière de mener des procédures. La notion de consentement, ou plutôt d'absence de consentement, devra être au cœur de cette réforme, car la victime se trouve encore trop souvent dans la situation où son comportement se voit jugé. Lorsque nous aborderons dans les prochains mois les infractions à caractère sexuel, nous devrons aussi veiller à ce que l'ensemble des formes de harcèlement soient prises en compte.

En ce qui concerne les projets 1 et 2 que nous traitons aujourd'hui, le groupe des Verts est globalement satisfait des propositions du Conseil fédéral. Nous sommes satisfaits également que la majorité de la commission ait corrigé plusieurs dérives voulues par le Conseil des Etats, par exemple, l'idée saugrenue de limiter l'octroi du sursis, alors même qu'il participe à limiter les récidives, favorise le maintien du lien social des auteurs de délit de peu de gravité et contribue à ne pas surcharger les prisons. Ainsi, la proposition qui vous est faite aujourd'hui par la majorité de notre commission est globalement acceptable pour nous.

Nous ne suivrons d'ailleurs que trois minorités sur l'ensemble des trois blocs, et, parmi elles, la minorité proposant de revenir à la situation actuelle en ce qui concerne les peines planchers prévues en cas de violence et menace contre des fonctionnaires lorsque le délit est commis par une foule ameutée. Les Verts considèrent la proposition faite dans le projet du Conseil fédéral disproportionnée. Comme la plupart des juristes, nous considérons que l'effet dissuasif d'une peine réside plus dans la capacité de notre pays à réprimer les actes délictueux que dans la lourdeur des sanctions.

Je relèverai encore que, lors des travaux de commission, les représentants du groupe des Verts ont voulu introduire plus de souplesse dans l'application des peines. La proposition visait à permettre au juge de mieux tenir compte de l'intérêt des enfants mineurs lorsqu'un parent est condamné à plus

de douze mois de prison. C'est que l'application des peines implique trop souvent des séparations qui conduisent les enfants dans des familles d'accueil, y compris pour des auteurs de délits sans risque particulier de récidive. Aujourd'hui, plus de 9000 enfants ont un parent en prison. Le traumatisme de la séparation, les éventuelles séquelles pour les enfants et les coûts pour la société devraient nous inciter à un peu plus de pragmatisme en permettant une application plus souple des peines privatives de liberté. Toutefois, dans le souci de ne pas alourdir le traitement du projet d'harmonisation des peines, nous avons retiré cette proposition qui sera soumise ultérieurement à notre conseil.

Ainsi, hormis les trois minorités Funiciello, Hurni et Walder, le groupe des Verts rejette toutes les minorités qui ne visent pour la plupart qu'à alourdir inutilement et très subjectivement les peines prévues pour certaines infractions. Les accepter desservirait jusqu'à l'objectif initial de ce projet qui est d'harmoniser les peines. Nous reviendrons bien sûr plus en détail sur ces minorités lors de la discussion par article et le traitement des différents blocs.

En attendant, nous vous invitons à suivre la proposition de la majorité de la Commission des affaires juridiques et à refuser les deux minorités Nidegger qui proposent le renvoi au Conseil fédéral des projets 1 et 2. Nous comprenons la frustration de M. Nidegger face à la non-exhaustivité de l'exercice d'harmonisation proposé, mais renvoyer le tout au Conseil fédéral n'apporterait rien de plus. Il n'y a en effet aucune raison de procéder à un tel renvoi, alors que notre commission s'est penchée sur ces projets à quatre reprises pour arriver devant vous avec une proposition très majoritairement soutenue, après avoir reçu des réponses du département à toutes ses interrogations. Le mieux, défendu par notre collègue Nidegger, serait dans ce cas l'ennemi du bien.

Brenzikofner Florence (G, BL): Unzählige Male wurde das Strafrecht in den letzten Jahren revidiert. Bisher ist noch nie in einem Quervergleich geprüft worden, ob die Strafrahmen der Schwere der Straftaten entsprechen und ob sie in einem angemessenen Verhältnis zueinander stehen. Mit dieser Vorlage sollen im Rahmen einer Gesamtbetrachtung die notwendigen Korrekturen vorgenommen werden, die in zahlreichen parlamentarischen Vorstössen gefordert wurden.

Die Grünen unterstützen die austarierten Anpassungen. Es werden nicht völlig neue Strafrahmen geschaffen, sondern sinnvolle punktuelle Änderungen gemacht. Auch die Aufteilung in drei Gesetzentwürfe wird von der grünen Fraktion unterstützt.

Heute entscheiden wir über zwei dieser Gesetzentwürfe: Entwurf 1 sieht die Harmonisierung der Strafrahmen vor, Entwurf 2 eine Anpassung des Nebenstrafrechts an das neue Sanktionsrecht. Für uns Grüne befindet sich der wichtigste Teil der Überarbeitung in Entwurf 3, dem Sexualstrafrecht. Dieser veraltete Gesetzestext muss, über die Frage des Strafmaßes hinaus, modernisiert werden.

Jetzt aber zu den Entwürfen 1 und 2, mit denen wir uns heute beschäftigen: Die Grünen sind im Grossen und Ganzen zufrieden mit der Vorlage, wie sie aus der Kommission kommt und eine Verschärfung gezielt begrenzt, wie ein Vorredner bereits gesagt hat. Wir unterstützen die Entwürfe 1 und 2, wie sie von einer Mehrheit der Kommission getragen werden. Bei drei Minderheiten in den Blöcken 1, 2 und 3 sehen wir Handlungsbedarf und werden in den jeweiligen Blöcken entsprechend darauf eingehen.

So unterstützen wir beispielsweise die Minderheit Funiciello, die eine Forderung aufgreift, wie sie unsere Ständeratskollegin Maya Graf im angenommenen Postulat 19.3618 stellte. Sie forderte damals einen Bericht zur Ursachenforschung und einen Massnahmenkatalog gegen Femizide in der Schweiz.

Im Grundsatz lehnen wir weitere Verschärfungen ab und sprechen uns für eine Harmonisierung aus, welche den Gerichten den nötigen Spielraum lässt. Den Minderheitsantrag Nidegger lehnen wir ab. Es gibt aus unserer Sicht keinen Grund, die Entwürfe zurückzuweisen. Der Ständerat hat sich eingehend mit der Vorlage befasst, ebenso unsere Kommission für Rechtsfragen. Es wurde auch dem Wunsch Rechnung

getragen, mit den beiden Entwürfen ein differenziertes Instrumentarium zur Sanktionierung von Straftaten zur Verfügung zu stellen.

Markwalder Christa (RL, BE): Als wir im Mai 2017 hier im Rat die Motion unserer Kommission berieten, die dem Bundesrat den Auftrag geben wollte, dem Parlament eine Vorlage zur Harmonisierung der Strafrahmen vorzulegen, sagte der damalige Kommissionspräsident, Jean Christophe Schwaab, hier im Plenum:

"Euripide écrivait dans 'Les Atrides' que l'attente d'un bien est déjà un plaisir. Le message que votre Commission des affaires juridiques, à l'unanimité, demande au Conseil fédéral de produire, c'est un peu 'L'Arlésienne', c'est un peu Godot: cela fait longtemps qu'on l'attend et, à force de l'attendre, l'attente finit par ne plus être un plaisir." (BO 2017 N 852)

Doch erst einmal im Parlament angekommen, hat uns diese Vorlage mehr beschäftigt und beansprucht als ursprünglich erwartet – so sehr, dass aufgrund der Beratungen der ständerätslichen Subkommission das Sexualstrafrecht in eine eigene Vorlage abgetrennt wurde und noch einmal in eine Vernehmlassung ging, die erst kürzlich beendet wurde. Diese Vorlage wird später im Parlament separat beraten.

Die Wert- und Moralvorstellungen unserer Gesellschaft haben sich seit dem Inkrafttreten des StGB am 1. Januar 1942 in einigen Bereichen stark verändert. In einigen Bereichen ist das gesellschaftliche Bedürfnis zur Sanktionierung strafbarer Handlungen gesunken, in anderen stark gestiegen, insbesondere im Bereich von Delikten gegen Leib und Leben. Mitgemeint sind hier auch Artikel 285 zu strafbaren Handlungen gegen Polizei und Blaulichtorganisationen oder die Bereiche Sexualdelikte und Kinderpornografie. Letztere wurden, wie erwähnt, in eine separate Vorlage ausgelagert. Die Strafrahmen im Besonderen Teil des StGB sollen nun erstmals seit dessen Inkrafttreten einer Überprüfung des Rechtsgüterschutzes unterzogen werden. Insbesondere nach der Revision des Sanktionenrechts im Allgemeinen Teil des StGB ist dies nötig und sinnvoll; es wurde eigentlich schon damals in Aussicht gestellt.

In den letzten Jahren wurden wir mit vielen parlamentarischen Vorstößen aufgrund konkreter Ereignisse, konkreter Verbrechen konfrontiert, die diese umfassende Überprüfung mit auslösten. Seitens der FDP-Liberalen Fraktion folgten wir in den Beratungen stets unseren liberalen Grundwerten mit Fokus auf die verfassungsmässigen Rechte, das Verhältnismässigkeitsprinzip, die EMRK-Garantien sowie das richterliche Ermessen.

Wir lehnen deshalb alle überschiessenden Forderungen nach Strafverschärfungen ab, wollen auch keine erneute Revision des Allgemeinen Teils des StGB, wie sie in verschiedenen Anträgen in Block 1 gefordert wird, und stellen uns in einer Minderheit gegen die Abschaffung der Strafbarkeit der Beleidigung ausländischer Staaten. Das Strafrecht ist aus unserer Sicht immer die Ultima Ratio. Es kann und soll nie dazu dienen, all unsere gesellschaftlichen Probleme zu lösen. Die initiierten Präventionsprojekte zur Verhinderung von Straftaten haben wir stets unterstützt.

Ebenso unterstützen wir nun diese vorliegende Revision und bitten Sie, darauf einzutreten und die beiden Minderheitsanträge Nidegger auf Rückweisung abzulehnen.

Flach Beat (GL, AG): Mit diesen 237 Seiten, die Sie vor sich liegen haben, soll eine Strafrahmenharmonisierung und eine Anpassung des Nebenstrafrechts an das neue Sanktionenrecht vorgenommen werden. Ziel dieser Revision war es, insbesondere den Rechtsgüterschutz in seiner gesamten Breite – überall, wo wir eigentlich Rechtsgüterschutz durch Strafrechtsmaßnahmen betreiben – auf dieselbe Ebene zu führen. Es ging darum herauszufinden, welche Verletzung von Rechtsgütern auf welche Art und Weise bestraft werden soll und welche Veränderungen es vielleicht gesellschaftlich, aber auch wissenschaftlich gegeben hat, die dazu führen könnten, dass man den Strafrahmen anpassen müsste – verschärfen, erleichtern, vielleicht ganz streichen.

Die Grünliberalen sind der Meinung, dass man die Schweiz, dass man die Welt alleine mit dem Strafrecht nicht sicherer

machen kann. Das Strafrecht ist immer die Ultima Ratio, um ein Verhalten von Menschen zu sanktionieren, das nicht der Norm entspricht, entsprechend von der Gesellschaft verpönt ist und unter Strafe gestellt wird.

Wir haben am Strafrecht in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten häufig und stark herumgeschaubt. Ich erinnere daran, dass wir erst gerade 2018 die kurzen Gefängnisstrafen wiedereingeführt haben. Die Revisionen im Strafrechtsbereich in den einzelnen Sektoren sind unzählig. Daneben haben wir im Nebenstrafrecht eine riesige Anzahl an Nebenstrafen geregelt – an den verschiedensten Orten, in Gesetzen und Verordnungen –, deren Höhe gegenüber Strafen für andere strafbare Handlungen teilweise unklar ist. Das Ganze ist auch relativ kompliziert. Mein Strafrechtsprofessor, Franz Riklin, hat in einer Vorlesung einmal gesagt, das Strafrecht, wie wir es kennen, sei eigentlich wie eine Menüliste im Restaurant: Sie bestellen etwas, und dann kriegen Sie am Schluss den Preis dafür präsentiert. Das fängt an mit einer Busse, mit einer Geldstrafe, das kann Haft sein, es können aber auch andere Massnahmen sein; am Schluss haben Sie noch Gerichtskosten zu bezahlen, und Sie haben, wenn Sie etwas Strafbares anstellen, allenfalls weitere Folgen zu gewärtigen.

Dieses ganze System ist so kompliziert, dass es teilweise schwierig ist, nachzuvollziehen, wie Strafen eigentlich zusammengesetzt werden. Dazu kommt, dass der allergrösste Teil unseres Strafrechts in einem System funktioniert, das quasi einem Massengeschäft gleichkommt. Über 90 Prozent aller Strafen werden durch Strafbefehlsverfahren ausgesprochen. Da gibt es einfach einen Strafbefehl des Staatsanwalts, der dem Delinquenten dann einen entsprechenden Strafvorschlag macht. Immer wieder kommt es vor, dass jemand einen Strafbefehl erhält – so gerade letzte Woche ein Handwerker in meiner Praxis – und nicht versteht, dass er sofort reagieren, gegen den Strafbefehl vorgehen und nicht akzeptieren muss, was ihm da präsentiert wird. Der Handwerker hat es verpasst, er ist jetzt verurteilt wegen etwas, was in meiner Sicht der Dinge nicht ihm angelastet werden kann. Solche Dinge kommen immer wieder vor.

Wir können nicht die absolute Gerechtigkeit schaffen, auch nicht mit Strafen und vor allen Dingen nicht mit schärferen Strafen. Es gibt die Idee, man müsse die Gesellschaft dadurch verbessern und könnte die Sicherheit, die der Staat gewährleisten soll, dadurch erreichen, dass man einfach immer drakonischere Strafen fordert. Wenn in "20 Minuten" wieder etwas gestanden ist, dann kommt bestimmt irgendjemand auf die Idee, das müsse doch viel schärfster bestraft werden, als es jetzt der Fall sei. Emotional getrieben, folgen wir dann womöglich grosso modo noch dieser Idee und haben dann wieder irgendetwas Schräges im StGB, das eben nicht dem entspricht, was eigentlich sinnvoll ist.

Strafen sollen selbstverständlich wirksam sein. Sie stellen aber keine Generalprävention dar, die dann einfach dafür sorgt, dass nichts mehr passiert. Wären wir alle Engel, bräuchte es kein Strafrecht, weil wir alle brav wären. Wären wir alle Teufel, bräuchte es auch kein Strafrecht, denn es würde uns nicht interessieren, was dort drinstehrt. So sind diese generalpräventiven Ideen und diese Verschärfungen halt eben nicht wirklich dazu geeignet, das Land, die Schweiz, die Menschen sicherer zu machen oder die Rechtsgüter besser zu schützen, sondern es braucht einen Mix aus verschiedenen Massnahmen. Zunächst einmal muss derjenige, der delinquiert, erwischt werden. Dann muss es ein faires, ein verständliches und ein richtiges Verfahren geben, das auch innerhalb eines vernünftigen Zeitablaufs zu einem Urteil führt, welches verständlich ist.

Unsere Statistiken zeigen, dass unser Strafrecht grosso modo sehr gut funktioniert. In einzelnen Punkten, z. B. bei den schweren Körperverletzungen – wir haben das schon gehört –, ist es wahrscheinlich tatsächlich so, dass wir aus wissenschaftlichen und vor allen Dingen aus medizinischen Gründen nachjustieren müssen. In anderen Bereichen müssen wir das nicht tun; dort sollten wir Einzelfallgerechtigkeit ermöglichen und den Richterinnen und Richtern den Ermessensspielraum geben, den sie brauchen, um das zu errei-

chen, was wir wollen, nämlich Gerechtigkeit und eine auch dem Straftäter angemessene Strafe.

Einfach abstrakt höhere Mindeststrafen zu fordern, funktioniert nicht. Wir haben das beim Strassenverkehrsgesetz gesehen. Den Raserartikel streichen wir hier jetzt wieder heraus, weil wir festgestellt haben, dass diese absoluten Mindeststrafen zu ungerechten Resultaten führen. Das heisst nicht, dass ein Raser nicht bestraft werden soll. Autorennen und Töffrennen im öffentlichen Raum sind selbstverständlich zu verbieten und auch zu ahnden. Auch alles andere, was zu Verletzungen unserer wirklich geschätzten Rechtsgüter führt, ist zu ahnden. Aber das soll mit angemessenen Massnahmen geschehen, mit Massnahmen, die wirksam sind, die dann, wissenschaftlich belegt, auch dazu führen, dass ein Delinquent nicht mehr delinquiert, dass es sicherer wird und dass wir Personen, die wir für eine grosse Gefahr halten – nicht weil sie daran denken, irgendetwas zu tun, sondern weil sie konkret etwas getan haben –, entsprechend auch ins Recht fassen können.

Die grünliberale Fraktion bittet Sie, einzutreten und den Rückweisungsantrag, der einfach nichts bringt, abzulehnen. Wir freuen uns vor allen Dingen darüber, dass wir die Majestätsbeleidigung, diesen alten Zopf, hier endlich herausgestrichen haben. Ich bitte Sie, da der Mehrheit zu folgen.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Berichterstatter verzichten auf ein Votum.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Im Rahmen der Strafrechtsgezung muss man sich die Frage stellen, welche Strafe für welche Tat angemessen ist. Die Antwort auf diese Frage gibt das StGB, das die Strafrahmen für die einzelnen Delikte festlegt. In den Anhörungen in der vorberatenden Kommission für Rechtsfragen des Ständerates wurde ausgeführt, dass die Gerichte die Strafrahmen in der Praxis nicht ausschöpfen würden. Das ist ein etwas zeitloser Vorwurf, eine Art Dauerbrenner; es ist ein Vorwurf, der oft auch gestützt auf Einzelfälle erhoben wird. Es ist halt einfach so, dass die Gerichte einen gewissen Ermessensspialraum haben und diesen auch ausschöpfen.

Die Strafrahmen bringen zum Ausdruck, für wie schwer die Gesellschaft eine gewisse Straftat hält. Für die Bevölkerung ist es wichtig, sich mit einem Urteil identifizieren zu können. Nur unter dieser Voraussetzung kann der Rechtsstaat seine Glaubwürdigkeit und seine Akzeptanz behalten. Die Wertungen, welche Strafe für welches Delikt angemessen erscheint, können sich im Laufe der Zeit aber verändern. Strafrahmen sind daher nicht in Stein gemeisselt. Insofern ist es sinnvoll, dass der Gesetzgeber von Zeit zu Zeit überprüft, ob die Strafrahmen nach wie vor in einem vernünftigen Verhältnis zueinander stehen.

Die aktuelle Vorlage bildet quasi den zweiten Schritt bei einer grossen Revision des StGB. In einem ersten Schritt hat das Parlament im Jahr 2015 das Sanktionenrecht revidiert. Darauf basierend, passt der Bundesrat mit der Harmonisierung der Strafrahmen nun den Besonderen Teil des StGB und Bestimmungen des Nebenstrafrechts an.

Die Botschaft stützt sich zum einen auf das Ergebnis der Vernehmlassung, zum andern auf verschiedene Vorstösse aus dem Parlament. Diese Vorstösse zeigen, wie sich die Vorstellung von gerechten Strafen in den letzten Jahren verändert hat. Das Parlament ist auch ein Spiegel der Bevölkerung. Wenn für Sexualdelikte, für Körperverletzung und für Drohung gegen Behörden und Beamte härtere Strafen verlangt werden, dann sind diese Anliegen ernst zu nehmen.

Insgesamt hat der Bundesrat im Rahmen einer Gesamtbeletrachtung moderate Anpassungen vorgeschlagen. Politisch im Vordergrund stehen dabei sicher die Delikte gegen Leib und Leben, die Sexualdelikte und der Tatbestand der Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte.

Bei der Diskussion über die Strafrahmen müssen wir aber einige Leitlinien im Auge behalten. Gerade auch mit Blick auf die vielen Anträge, die eingereicht wurden, erinnere ich zunächst daran, dass die erwähnte Revision des Sanktionenrechts vom 1. Januar 2018 in Kraft getreten ist. Zwei Änderungen scheinen mir dabei im Hinblick auf die Diskussion,

die wir führen werden, sehr wichtig: Einerseits wurden die kurzen Freiheitsstrafen wiedereingeführt, andererseits wurde die Geldstrafe von 360 auf maximal 180 Tagessätze reduziert. Dies bedeutet, dass das Gericht im Bereich von drei Tagen bis zu sechs Monaten im Einzelfall eine Freiheitsstrafe statt einer Geldstrafe verhängen kann. Im Bereich von sechs bis zwölf Monaten können nur noch Freiheitsstrafen verhängt werden. Dadurch werden nun wieder mehr Freiheitsstrafen, auch unbedingte, ausgesprochen. Die Auswirkungen sind derzeit noch unklar.

Bei der Diskussion über Strafrahmen müssen wir beachten, dass diese oft vom Eindruck einzelner Vorkommnisse geprägt sind, die die Forderung von bestimmten Kreisen nach verschärften Mindeststrafen befeuern. Auf diesem Weg soll der Spielraum der Gerichte eingeschränkt werden. Dabei sollten wir aber nicht nur vom schwerstmöglichen Fall ausgehen, sondern immer auch vom leichtestmöglichen. Der Strafrahmen muss eben beiden Enden des Spektrums gerecht werden.

In der Kriminologie hat sich zudem schon lange die Erkenntnis durchgesetzt, Herr Hurni hat auch darauf hingewiesen, dass nicht in erster Linie die Härte gesetzlicher Strafandrohung potenzielle Täter abschreckt. Viel wichtiger für die Abschreckung ist die Aufdeckungswahrscheinlichkeit, also die Wahrscheinlichkeit, dass man ertappt, durch die Polizei festgehalten und der Justiz zugeführt wird. Schliesslich gibt es auch politische Komponenten: Strafen sollen natürlich auch von der Bevölkerung als angemessen betrachtet werden.

Wir haben zwei Vorlagen, die wir beraten: erstens die Teilrevision des Besonderen Teils des Strafgesetzbuches, des Militärstrafrechts sowie Änderungen des Nebenstrafrechts, zweitens die Anpassung des Nebenstrafrechts an das geänderte Sanktionenrecht.

Zu den wichtigsten Neuerungen der Vorlage 1 gehören folgende: Bei der schweren Körperverletzung wird im Entwurf des Bundesrates die heute bestehende Mindeststrafe von sechs Monaten auf ein Jahr Freiheitsstrafe erhöht. Dieser Antrag ist insbesondere auch mit Blick auf Gewalt gegen Behörden und Beamte von erheblicher Bedeutung. Beim Tatbestand der Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte soll die bereits existierende Mindeststrafe für Fälle einer schweren Begehung erhöht werden. Sie wird für Gruppen von Chaoten und Randalierern, die Gewalt an Personen und Sachen verüben, von 30 auf 120 Tagessätze Geldstrafe erhöht.

Der Bundesrat hat aufgrund des weiten Spektrums von Täterprofilen und der eben auch sehr leichten Tathandlungen hingegen darauf verzichtet, im Grundtatbestand eine Mindeststrafe einzuführen. Bei der gewerbsmässigen Begehung von Vermögensdelikten wird die Mindeststrafe einheitlich auf sechs Monate Freiheitsstrafe festgelegt. Das führt teils zu einer Erhöhung, teils zu einer Senkung der Mindeststrafe. Nebst diesen Neuerungen enthält die Harmonisierungsvorlage lediglich formelle Änderungsvorschläge.

Ich sage noch etwas zum Sexualstrafrecht: Die Revision des Sexualstrafrechts soll einen eigenen Weg gehen. Der Ständerat hat zur Kenntnis genommen, dass die in der Botschaft vorgeschlagene Neuformulierung der Tatbestände der Vergewaltigung und der sexuellen Nötigung diverse weitere Fragen im Bereich des Sexualstrafrechts aufwerfen. Man darf hier wohl sagen, dass der Entwurf wahrscheinlich unbefriedigend war.

In der Zwischenzeit hat sich auch die gesellschaftliche und politische Diskussion über Sexualdelikte intensiviert. Sie kennen die Stichworte: Nur Ja heisst Ja, oder Nein ist Nein. Auch die Frage der sexuellen Belästigung mit Mitteln der elektronischen Kommunikation wird immer intensiver diskutiert. Gefordert werden auch neue Straftatbestände, etwa für Cybergrooming.

Diese Entwicklungen und die Tatsache, dass die vom Bundesrat vorgeschlagenen materiellen Änderungen des Sexualstrafrechts nie in der Vernehmlassung waren, haben mich dazu veranlasst, der Kommission für Rechtsfragen des Ständerates eine Abspaltung dieses Teils zu beantragen. Die Kommission für Rechtsfragen des Ständerates

und anschliessend auch der Ständerat sind diesem Antrag einstimmig gefolgt. Die Kommission für Rechtsfragen des Ständerates hat die Verwaltung dann beauftragt, ihr eine überarbeitete Vorlage zum Sexualstrafrecht zu unterbreiten. Diese war jetzt in der Vernehmlassung.

Bei der Vorlage 2 geht es um die Anpassung des Nebenstrafrechts an das geänderte Sanktionenrecht. Insbesondere geht es um formelle Änderungen, wie ich das bereits erläutert habe.

Noch ein paar Worte zum Rückweisungsantrag der Minderheit Nidegger: Ich bitte Sie, diesen nicht zu unterstützen. Eine schlichte Rückweisung an den Bundesrat wäre nicht zielführend, weil wir uns ohne klaren Auftrag quasi im Kreis bewegen würden und in zwei, drei Jahren etwa gleich weit wie heute wären. Das Anliegen des Antrages, dass die Vorlage sich auf die Frage des Rechtsgüterschutzes konzentrieren sollte, wird aus Sicht des Bundesrates mit der Abspaltung des Sexualstrafrechts unterstützt. Diese Abspaltung würde aber von einer Rückweisung miterfasst.

Ich möchte Sie zusammenfassend bitten, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag abzulehnen. Mit der Vorlage 1 möchte der Bundesrat dort Korrekturen vornehmen, wo heute nicht angemessene Strafrahmen bestehen. Mit der Vorlage 2 werden formelle Änderungen vorgenommen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Minderheit Nidegger beantragt, die Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen. Wir stimmen separat über die beiden Anträge zu den Entwürfen 1 und 2 ab.

1. Bundesgesetz über die Harmonisierung der Strafrahmen

1. Loi fédérale sur l'harmonisation des peines

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22986)

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen
Dagegen ... 139 Stimmen
(0 Enthaltungen)

2. Bundesgesetz über die Anpassung des Nebenstrafrechts an das geänderte Sanktionenrecht

2. Loi fédérale sur l'adaptation du droit pénal accessoire au droit des sanctions modifiée

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22987)

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen
Dagegen ... 139 Stimmen
(0 Enthaltungen)

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.45 Uhr
La séance est levée à 12 h 45*

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 2. Juni 2021
Mercredi, 2 juin 2021

15.00 h

18.043

Strafrahmenharmonisierung und Anpassung des Nebenstrafrechts an das neue Sanktionenrecht

Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions

Fortsetzung – Suite

Ständerat/Conseil des Etats 09.06.20 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 02.06.21 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 02.06.21 (Fortsetzung – Suite)

1. Bundesgesetz über die Harmonisierung der Strafrahmen

1. Loi fédérale sur l'harmonisation des peines

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Ersatz eines Ausdrucks

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction, remplacement d'une expression

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Sofern nichts anderes vermerkt ist:

- beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates;**
- stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.**

Sauf indication contraire:

- la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats;**
- le conseil adhère aux propositions de la commission.**

Block 1 – Bloc 1

Allgemeiner Teil des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes
Dispositions générales du code pénal et code pénal militaire

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Detailberatung ist in drei Blöcke aufgeteilt. Eine entsprechende Übersicht wurde Ihnen ausgeteilt.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Herr Nidegger hat mich jetzt gerade ins Sprinten gebracht, und das ist bei meinem Gewicht nicht ganz leicht zu vollziehen.

Ich habe in diesem Block drei Minderheitsanträge, zwei zu den bedingten Strafen, einen zur Unverjährbarkeit. Das Ziel meiner Minderheitsanträge ist klar: erstens mehr Gerechtigkeit für die Opfer und zweitens keine Privilegierung von Tätern. Ich erlaube mir, zuerst die beiden Minderheitsanträge zu den bedingten Strafen auszuführen und anschliessend denjenigen zur Unverjährbarkeit.

In Artikel 42 Absatz 1 verlange ich nichts anderes, als dass wir der Formulierung des Ständerates folgen. Der Ständerat hat nämlich festgelegt, dass der Richter ein Ermessen erhält, wenn es darum geht, ob er eine Strafe bedingt ausspricht oder nicht; das ist eine sogenannte Kann-Formulierung. Im heutigen Gesetz ist es nämlich anders formuliert. Dort heisst es, dass der Vollzug z. B. einer Geldstrafe zwingend aufzuschieben sei, falls er zur Verhinderung weiterer Straftaten nicht notwendig ist. Dabei kann es auch in einem solchen Fall der Strafprävention wegen durchaus Gründe geben, dass man den Vollzug eben nicht aufschiebt, das heisst nicht bedingt vollzieht. Der Minderheitsantrag folgt demzufolge der Meinung des Ständerates und ist gegen eine Privilegierung.

In Absatz 4 verlangen wir zudem, dass eine bedingte Strafe immer mit einer Busse zu verbinden ist. Warum machen wir das? Ganz einfach: Heute kann es sein, dass jemand für eine schwerere Straftat zu einer bedingten Geld- oder Freiheitsstrafe verurteilt wird, ohne dass gleichzeitig eine Busse ausgesprochen wird. Ein anderer Täter mit einer wesentlich weniger schwerwiegenden Straftat wird zu einer Busse verurteilt. Die Busse kann aber nicht bedingt ausgesprochen werden. Das heisst, der Täter, der eine weniger schwerwiegende Straftat begangen hat, muss seine Busse bezahlen; derjenige mit der schwereren Straftat muss seine Geldstrafe nicht bezahlen. Das ist eine Ungerechtigkeit. Hier schränken wir das Ermessen der Richter in einem zwar kleinen, aber durchaus wesentlichen Bereich ein. Denn niemand versteht, warum die eine Person die Busse bezahlen muss und die andere Person mit der bedingten Geldstrafe gar nichts bezahlen muss. Diese Privilegierung der Täter gilt es einzuschränken. Zu guter Letzt kommen wir bei Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe dbis zur Frage, die gestern Kollege Egger in diesem Rat bereits vorzüglich erläutert hat. Es geht um die Frage: Sollen mit lebenslänglich bedrohte Straftaten verjährnen? Dieser Rat hat gestern klar gesagt: Das soll nicht der Fall sein. Schwerste Straftaten, jene mit lebenslänglicher Bestrafung, zum Beispiel Mord, sollen nicht verjähren. Ich bin Strafverteidiger. Wenn Sie schon einmal einem Menschen in die Augen gesehen haben, der einen Menschen durch einen Mord verloren hat, dann wissen Sie, dass eine solche Straftat einfach nicht verjähren darf.

Heute beispielsweise kann ein Straftäter, der Kinder sexuell missbraucht hat, auch nach der Verjährung belangt werden. Das ist richtig, das wollte das Volk so. Wenn er aber ein Kind umgebracht hat, ist dies nicht der Fall. Da müssen wir jetzt korrigierend eingreifen. Ich bitte Sie um nichts weniger, als dass Sie am gestern gefällten Entscheid festhalten und diesen Punkt hier ins Gesetz aufnehmen. Niemand in der Bevölkerung würde verstehen, wenn es anders wäre. Das Anliegen des Kantons St. Gallen ist berechtigt. Es gibt Leute wie Regierungsrätin Natalie Rickli oder Ständerat Caroni, aber auch – das sage ich zuhanden der Linken – Professoren wie Ständerat Daniel Jositsch, die diese Meinung vertreten.

Ich danke Ihnen, wenn Sie in diesem Block unseren Minderheiten zustimmen.

Nidegger Yves (V, GE): Deux propositions de minorité me concernent dans ce bloc. La première est à l'article 10, qui décrit ce qui est un crime et ce qui est un délit. Ma minorité propose que l'on revienne sur les jours-amende en tant qu'équivalents de jours de prison. En 2007, cette bizarrie est entrée dans le code pénal, elle a été critiquée durant les travaux parlementaires – par une minorité seulement – et n'a cessé d'être critiquée par la suite. S'il y a une raison majeure permettant d'expliquer que notre droit pénal, ou plutôt le droit des sanctions d'aujourd'hui, est disharmonieux, c'est bien l'intrusion de cette "chose" que sont les jours-amende, c'est-à-dire une peine pécuniaire, à côté de l'amende qui peut



maintenant s'associer à la peine pécuniaire et qui était la conséquence d'une contravention, alors que pour le délit, on avait droit à des peines d'emprisonnement.

En introduisant l'idée de jours-amende, on a rompu avec la tradition libérale qui voulait que la liberté est le bien suprême – on a hérité cela du XVIII siècle –, et que par conséquent si on médisait de sa liberté, la sanction devait être une privation plus ou moins longue de cette même liberté afin que la personne qui est privée de sa liberté en réalise la valeur et, corollaire à cela, réalise la responsabilité qu'elle a de l'utiliser correctement.

Ces jours-amende ont été critiqués de toutes parts, notamment parce que, lorsque quelqu'un est condamné pour la première fois, il a droit en règle très générale au sursis et parce que des jours-amende avec sursis équivalent à une absence de peine. Lorsqu'on va à la prison de Champ-Dollon et qu'on a affaire à des prévenus de toutes sortes de provenances exotiques, ils disent toujours la même chose: "C'est cool en Suisse parce que la première fois, c'est gratuit." Ils font référence au fait que l'on peut se faire prendre et condamner, mais qu'il n'y a aucune peine, que la première fois c'est gratuit. Pourquoi? Premièrement, parce qu'il ne s'agit que d'argent. Deuxièmement, parce qu'en plus cette peine pécuniaire sera assortie du sursis et qu'elle ne sera donc pas assortie de l'obligation de payer.

L'autre bizarrie, c'est qu'un jour en taule, que l'on soit riche ou pauvre, cela fait mal un peu de la même façon, alors que le jour-amende est calculé sur la base du revenu. Par conséquent, si l'on gagne peu d'argent voire pas du tout, la peine fait doucement rigoler, ce qui est le cas pour les délinquants ou même les criminels transfrontaliers qui viennent exercer leurs "talents" en Suisse parce que le résultat y est meilleur sur le plan de la caisse, et que les sanctions y sont dérisoires. D'un autre côté on a mis des amendes et encore des amendes, parfois très élevées, si vous pensez à la loi Covid-19, qui vous punit de 10 000 francs d'amende pour n'avoir pas ouvert votre restaurant de façon correcte, sans avoir par hypothèse respecté le plan sanitaire – mais sans avoir pour autant tué personne –, ou pour avoir ouvert votre restaurant un jour avant que le Conseil fédéral ait dit qu'à partir de maintenant, le virus était devenu inoffensif et qu'on pouvait ouvrir. Vous pouvez ainsi vous ramasser des amendes de plusieurs dizaines de milliers de francs et en face de cela si vous commettez un délit qui fait une vraie victime ou que vous appauvrissez ou blessez physiquement quelqu'un, vous recevrez des jours-amende qui, calculés selon votre revenu, seront souvent une peine dérisoire. Si l'on veut harmoniser sincèrement et sérieusement notre système de peines, il nous faut – je sais qu'il est peu conventionnel de l'affirmer et de le réaffirmer, mais c'est ma conviction et celle du groupe UDC –, revenir sur ces jours-amende, qui sont une hérésie et qui sont à l'origine du fait que notre système de peines n'est plus crédible, qu'il ne fait plus peur à personne ou en tout cas pas aux bonnes personnes. Il n'est pas respecté, parce qu'il n'est pas respectable.

Ma deuxième proposition de minorité a trait aux révocations de faillites. Il y a là une proposition du Conseil fédéral d'abroger l'article 171, qui permettait de ne pas poursuivre quelqu'un qui avait été mis en faillite, mais qui avait contribué à ce qu'un concordat judiciaire puisse être posé et à ce que les créanciers ne soient pas trop lésés.

Je ne vois pas pourquoi le Conseil fédéral a décidé d'abroger cette disposition au nom d'une harmonisation. Je ne vois pas ce que cela harmonise. Le Conseil des Etats est exactement de cette opinion. Il vous propose d'en rester au droit en vigueur. La majorité de votre commission a malheureusement pensé que l'idée du Conseil fédéral était excellente et qu'il fallait abroger cette disposition.

Ma proposition de minorité vous demande, à l'article 171, de suivre l'avis du Conseil des Etats.

Steinemann Barbara (V, ZH): Mein erster Minderheitsantrag, der Minderheitsantrag II, betrifft Artikel 42 StGB. An diesem hat ja der Ständerat bereits herumgeschraubt. Absatz 1 regelt die Voraussetzungen für die bedingte Strafe. Hier wird in der ständeräätlichen Fassung festgelegt, dass ein Täter, der

sich erstmals strafbar macht, in der Regel mit einer bedingten Strafe rechnen kann. Eine solche Kann-Formulierung bedeutet faktisch eigentlich, dass er immer damit rechnen kann, ausser es handle sich um einen speziellen Fall. Für Opfer und Geschädigte spielt es aber keine Rolle, ob ihr Peiniger ein Ersttäter ist oder nicht. Mit einer bedingten Strafe wird meines Erachtens das erlittene Unrecht und Leid des Geschädigten nicht richtig anerkannt.

Mit meinem Minderheitsantrag schlage ich daher eine Limite auch für bedingte Geldstrafen vor. Damit wird eine Unterscheidung wie bei den Freiheitsstrafen gemacht. Mit dieser neuen Limite wird es nicht mehr möglich sein, einfach jeden Ersttäter mit einer bedingten Geldstrafe zu verurteilen.

Zu meinem Minderheitsantrag zu Artikel 44 StGB, der Verlängerung der Probezeit: Die bedingte Strafe ist ja immer mit einer kurzen Probezeit verbunden, die heute zwischen zwei und fünf Jahren beträgt. Neu soll den Verurteilten eine Probezeit von vier bis acht Jahren auferlegt werden können. Die Verjährungsfristen – dies zum Vergleich – sind wesentlich länger als die Probezeiten zu den bedingten Strafen. Ich bin der Meinung, dass einem Ersttäter innerhalb der folgenden vier bis acht Jahren durchaus ein korrektes Verhalten zugemutet werden kann. Eine längere Probezeit betrifft ja in erster Linie Wiederholungstäter, die nun wirklich nicht geschont werden sollen.

Zu meinem Minderheitsantrag zu Artikel 46, der Nichtbewährung: Erfahrungsgemäss bringen bedingte Strafen beim Verurteilten nicht immer den gewünschten Erfolg. Deshalb bestimmt diese Norm, wie vorzugehen ist, wenn ein verurteilter Straftäter während der Probezeit erneut straffällig wird. Ist zu erwarten, dass er weitere Straftaten verüben wird, müsste das Gericht die bedingte Strafe widerrufen, heisst es da. Dies bedeutet, dass der Verurteilte die Strafe nunmehr zu verbüßen hat. Hinzu kommt die Strafe für das neue Delikt. Beide Sanktionen sind an sich unabhängig. Das Gericht muss jedoch eine Gesamtstrafe bilden, wenn die widerrufene und die neue Strafe gleicher Art sind.

Die Auswirkungen dieser gesetzlichen Regelung lassen sich anhand eines einfachen Beispiels aufzeigen: Ein Beschuldigter wird wegen einer versuchten Vergewaltigung zu einer bedingten Freiheitsstrafe von zwei Jahren verurteilt. Während der Probezeit begeht er eine vollendete Vergewaltigung, wofür das Gericht eine Freiheitsstrafe von vier Jahren als angemessen erachtet. Seit dem 1. Januar 2018 wird er nun aber wesentlich bessergestellt. Die aus den beiden Strafen zu bildende Gesamtstrafe muss von Gesetzes wegen zwingend tiefer sein als die Summe der beiden Einzelstrafen. Praxisgemäß läge die Gesamtstrafe im erwähnten Beispiel wohl bei fünf Jahren. Somit käme der Wiederholungstäter aufgrund des Umstandes, während der laufenden Probezeit rückfällig geworden zu sein, gegenüber heute zu einem erheblichen Strafrabatt von einem Jahr. Das ist sachlich nicht gerechtfertigt und untergräbt den Sinn und Zweck der Probezeit und der bedingten Strafe.

Zur bedingten Entlassung bzw. zu Artikel 86 Absatz 5 StGB: Eine lebenslange Strafe zu kassieren, ist eine aussergewöhnliche Strafe. Das Parlament hat die Postulate Rickli Natalie 18.3531 und Caroni 18.3530 angenommen, die beide eine Reform im Sinne einer Verschärfung bei lebenslangen Freiheitsstrafen forderten.

Die so bezeichnete Sanktion ist in gewissem Sinne ein falscher Begriff: Wer zwei Drittel seiner Haftstrafe oder bei lebenslänglicher Freiheitsstrafe mindestens 15 Jahre abgesessen hat, wird Artikel 86 StGB zufolge bedingt entlassen, sofern er im Vollzug Wohlverhalten gezeigt hat und nicht rückfallgefährdet ist. Die Statistik zeigt, dass die sogenannte lebenslange Freiheitsstrafe im Durchschnitt nach 18 Jahren aufhört. Das widerspricht der gängigen Vorstellung einer harten Strafe für besonders skrupellose Taten. Das Ausland kennt bei lebenslangen Freiheitsstrafen wesentlich längere Mindesthaftdauern. Auch in dieser Hinsicht wäre ein Vergleich mit dem Ausland interessant gewesen. Aber wie schon in der Eintretensdebatte moniert, fehlt der sonst übliche Vergleich mit dem Ausland. In Deutschland beispielsweise wird nach einem Mord mit einer besonders schweren Schuld des

Täters eine bedingte Entlassung erstmals nach 20 oder 30 Jahren geprüft.

Mit diesem Antrag soll keineswegs die Möglichkeit einer bedingten Entlassung ausgeschlossen werden. Für die wenigen Urteile mit lebenslangen Freiheitsstrafen – es sind rund zwei pro Jahr – sollen jedoch höhere Strafen als die effektiv zu verbüßenden 15 Jahre und die im statistischen Durchschnitt ausgewiesenen 18 Jahre resultieren.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Mit meinem Minderheitsantrag möchte ich die bedingten Geldstrafen in Artikel 42 Absatz 1 abschaffen. Wer eine Straftat begeht, ist dafür auch zu bestrafen. Bei Ersttätern gibt es meist bedingte Strafen. Was wir hier aber wissen müssen, ist, dass diese Täter oft schon jahrelang delinquiert, also bereits mehrere Straftaten verübt haben. Sie wurden bis anhin einfach noch nicht gefasst. Es sind also eigentlich alles andere als Ersttäter. Das Gleiche gilt auch für die Probezeit. Der Täter darf sich während der Probezeit einfach nicht erwischen lassen, dann kommt er für seine vergangene Straftat straffrei davon.

Bedingte Geldstrafen bedeuten also Freispruch auf Zeit und haben nichts mehr mit Strafen zu tun. Selbst für die Verurteilten ist kaum nachzuvollziehen, dass sie zwar eine Tat begangen haben, dafür aber nicht bestraft werden. Weshalb gibt es z. B. die bedingte Geldstrafe bei unbedeutenden Verkehrsdelikten nicht? Da wird mit zweierlei Ellen gemessen. Das ist nicht nachvollziehbar für die betroffenen Opfer und widerspricht dem normalen Rechtsempfinden der Bevölkerung.

Dass bedingte Geldstrafen ein präventives Mittel seien, darf bezweifelt werden. Mit der teilbedingten Geldstrafe steht eine Strafnorm zur Verfügung, welche den präventiven Aspekt aufnimmt, einen Täter nicht straffrei lässt und sowohl von den Opfern wie auch von der Bevölkerung eher akzeptiert werden kann. Mit der Aufhebung von bedingten Geldstrafen stärken wir auch das Vertrauen in die Justiz – ein Vertrauen, das mehr und mehr verloren gegangen ist, weil immer mehr Urteile von der Bevölkerung nicht einmal ansatzweise nachvollzogen werden können.

Bei meinem zweiten Minderheitsantrag geht es um Artikel 97 Absätze 1 und 5. In Absatz 1 möchte ich eine Erhöhung der Verjährungsfristen um fünf Jahre für Taten, für die die angedrohte Höchststrafe eine Freiheitsstrafe von drei oder mehr Jahren beträgt. Bei anderen Taten soll es eine Erhöhung um drei Jahre sein. Was noch sinnvoller wäre, wäre eine Ergänzung von Artikel 97 durch einen neuen Absatz 5, die lautet: "Die Verjährungsfrist ruht, sobald die Staatsanwaltschaft gegen eine bestimmte Person wegen eines genau umschriebenen Sachverhalts beim zuständigen Gericht Anklage erhoben hat."

Mit dem neuen Verjährungsrecht wurde ein eigentlicher Systemwechsel vollzogen; insbesondere wurde Artikel 72 StGB aufgehoben. Ein Unterbrechen beziehungsweise Ruhen der Verjährung ist mithin nach neuem Recht grundsätzlich ausgeschlossen. Die Unterscheidung zwischen absoluter und relativer Frist ist dahingefallen. Es ist aber notabene immer noch nachweislich der Wille des Gesetzgebers, dass mit den neuen Verjährungsbestimmungen verhindert werden soll, dass sich der Täter durch geschicktes Verschleppen des Verfahrens in die Verjährung retten kann. Diese Regelung galt früher schon einmal. Leider verjährten aber noch heute regelmäßig Verfahren, weil innerhalb der gesetzlichen Frist kein erstinstanzliches Urteil gefällt wird. Für die Opfer, aber auch für den Gerechtigkeitssinn der Bevölkerung ist es nicht einsichtig, warum die Verjährungsfristen relativ kurz sind. Schaffen wir im Bereich der Verjährung endlich ein Strafgesetz, das für Opfer und Bevölkerung nachvollziehbar ist.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung meiner Minderheitsanträge.

Reimann Lukas (V, SG): Ich möchte Ihnen die Anträge der SVP-Fraktion präsentieren und insbesondere zu jenen Minderheitsanträgen noch eine kurze Begründung liefern, die von den Minderheitssprecherinnen und -sprechern noch nicht vorgestellt worden sind oder von Herrn Tuena noch vor gestellt werden.

Bei Artikel 10 Absatz 3 StGB und Artikel 12 Absatz 3 MStG, "Verbrechen und Vergehen. Begriff", unterstützen wir selbstverständlich die Minderheit Nidegger.

Bei Artikel 42 Absatz 1 StGB und Artikel 36 Absatz 1 MStG, "Bedingte Strafen", unterstützen wir die Minderheit II (Steinemann) in erster Priorität, die Minderheit III (Geissbühler) in zweiter Priorität und die Minderheit I (Bregy) in dritter Priorität.

Bei Artikel 42 Absatz 4 StGB und Artikel 36 Absatz 4 MStG zur Verbindung einer bedingten Strafe mit einer Busse unterstützen wir die Minderheit Bregy. Es ist tatsächlich unfair und sehr stossend, wenn jemand mit einer bedingten Strafe besser fährt als jemand, der gebüsst wird. Das widerspricht dem Gerechtigkeitsempfinden – nicht nur unserem, sondern das ist breit abgestützt.

Dann zu Artikel 44 Absatz 1 StGB und Artikel 38 Absatz 1 MStG, "Probezeit": Dort unterstützen wir die Minderheit Steinemann und möchten, dass diese Probezeit eben verlängert wird. Dort geht es letztlich um Wiederholungstäter, und diese sollen auch besonders unter Beobachtung stehen.

Bei Artikel 46 Absatz 1 StGB und Artikel 40 Absatz 1 MStG, "Nichtbewährung", bitten wir Sie ebenfalls, die Minderheit Steinemann zu unterstützen.

Bei Artikel 66a StGB zum dauerhaften Landesverweis bitten wir Sie, den Einzelantrag Glarner zu unterstützen, der jetzt noch nicht erwähnt worden ist. Er möchte, dass bei besonders schweren Straftaten wie vorsätzlicher Tötung, Mord, Totschlag, schwerer Körperverletzung, Verstümmelung weiblicher Genitalien, Zwangsheirat, erzwungener Partnerschaft, Menschenhandel, Freiheitsberaubung, Entführung, qualifizierter Freiheitsberaubung und Geiselnahme sowie bei sexuellen Handlungen mit Kindern, Nötigung, Vergewaltigung und Schändung die Landesverweisung eben nicht nur für eine kurze Dauer ist, sondern dass diese Landesverweisung dauerhaft stattfinden soll. Ein solch dauerhafter Landesverweis für solche Delikte erhöht die Sicherheit der Schweiz. Es ist nicht zu begründen, warum Täterinnen und Täter mit solch schweren Straftaten nach einer gewissen Zeit wieder in die Schweiz zurückkehren können. Menschen, die hier solche Straftaten begehen, sind bei uns nie mehr willkommen und haben ihr Gastrecht verwirkt. Bei den aufgeführten Delikten besteht für die Schweizer Bevölkerung denn auch ein grosses Interesse, dass die Täterinnen und Täter nicht mehr in die Schweiz zurückkehren dürfen und der Landesverweis eben definitiv gilt. Deshalb bitten wir Sie hier, den Einzelantrag Glarner zu unterstützen.

Bei Artikel 66a Absatz 1 Buchstabe kbis StGB bitten wir Sie, die Minderheit Reimann Lukas zu unterstützen. Da geht es darum, dass Personen, die Hassverbrechen begehen, also Leute, die sich zum Beispiel antisemitisch äussern, gegen Juden oder gegen LGBT-Personen hetzen, auch ausgeschafft werden. Ich glaube, solche Taten sind der beste Beweis, dass die Integration bei diesen Personen nicht gelungen ist.

Weiter sind wir bei der bedingten Entlassung der Meinung, dass man der Minderheit Tuena folgen sollte. Herr Tuena wird das dann gleich begründen.

Bei Artikel 97 Absätze 1 und 5 StGB sowie Artikel 55 Absätze 1 und 5 MStG, also bei der Verfolgungsverjährung, unterstützen wir jeweils die Minderheiten Geissbühler. Zusätzlich unterstützen wir noch den Einzelantrag Addor, der die Unverjährbarkeit auf Delikte gegen Personen unter 16 Jahren ausdehnen möchte, was ein logischer Schritt wäre.

Dann kommen wir zu Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe dbis StGB und Artikel 59 Absatz 1 MStG. Da geht es um diese Unverjährbarkeit, die bereits angetönt wurde. Wenn Sie hier zustimmen – was nur folgerichtig wäre, weil Sie ja gestern demselben Anliegen auch zugestimmt haben –, dann könnte es zur schnellsten Umsetzung einer Standesinitiative kommen, die es jemals gegeben hat. Dieses Anliegen würde hier gleich so umgesetzt. Ich wüsste nicht, wo man es sonst umsetzen sollte. Wir bitten Sie hier also, die Minderheit Bregy zu unterstützen.

Ich möchte hier noch anmerken, dass diese Unverjährbarkeit ein eigentlicher Schweizer Exportschlager ist. Gerade vor zehn Tagen hat Spanien das Schweizer Gesetz mit der Unverjährbarkeit für kinderpornografische Straftaten übernom-

men. Schon vorher haben sechzehn andere Staaten nach der Volksabstimmung in der Schweiz ihre Gesetze an jene der Schweiz angepasst. Ich glaube, es kommt selten vor, dass ein Schweizer Gesetz so oft kopiert wird, weil man es eben gut findet.

In diesem Sinne wären wir auch schon mit allen Minderheitsanträgen durch. Wir möchten ein Strafrecht, das sicher harmonisch ist, aber auch ein Strafrecht, das letztendlich eine Wirkung gegenüber Tätern zeigt. Unterstützen Sie in diesem Sinne bitte alle erwähnten Minderheitsanträge.

Tuena Mauro (V, ZH): Herr Präsident, Frau Bundesrätin, geschätzte Damen und Herren, Kolleginnen und Kollegen, vor allem auch geschätzte Damen und Herren auf der Tribüne – das freut mich ausserordentlich, das habe ich schon lange nicht mehr gesehen. Es ist etwa eineinhalb Jahre her. Ich stelle fest, Sie wollen sehen, wie hier die Politik lebt. Das ist gut.

Wir befinden uns bei Artikel 86 des Strafgesetzbuches und dem Titel "Bedingte Entlassungen": Im Volksmund wird das oft und aus meiner Sicht völlig zu Recht "Kuscheljustiz" genannt. Ich möchte Sie hier bitten, einen neuen Absatz 6 mit folgendem Inhalt einzufügen: "Stellt das Gericht eine besondere Schwere des Verschuldens fest, so bestimmt es bei einer lebenslangen Freiheitsstrafe den frühestmöglichen Zeitpunkt für die bedingte Entlassung nach Absatz 1 nach Verbüßung von mindestens 30 Jahren. Absatz 4 ist nicht anwendbar."

In Rapperswil beging Thomas N. eines der grauenvollsten Verbrechen in der Schweizer Kriminalgeschichte. Das Bezirksgericht Lenzburg verurteilte ihn erstinstanzlich zu einer lebenslangen Freiheitsstrafe und einer lediglich ordentlichen Verwahrung. Dies bedeutet, dass Thomas N. im ungünstigsten Fall bereits nach 15 Jahren bedingt entlassen und somit wieder auf die Gesellschaft losgelassen werden könnte – ein Unding!

Bei besonders schweren Verbrechen wie dem Mordfall von Rapperswil, bei dem vier Personen auf bestialische Weise umgebracht wurden, reicht das heutige Strafmaß klar nicht aus. Die Gesellschaft hat einen Anspruch darauf, zumindest in Zukunft vor solchen brutalen, perversen und manipulativen Tätern für immer geschützt zu werden. Zu bedenken ist, dass die Opfer, aber auch die Hinterbliebenen dieser unfassbaren Tat ebenfalls "lebenslänglich" haben. Für die Bevölkerung ist es schlicht nicht nachvollziehbar, dass nicht einmal in solch schlimmen Fällen eine wirklich lebenslange Strafe verfügt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, diesen neuen Absatz 6 zu unterstützen.

Marti Min Li (S, ZH): Ich möchte zuerst ein paar allgemeine Ausführungen machen und danach die Haltung der SP-Fraktion zu den Minderheitsanträgen bekannt geben.

Wir beschäftigen uns in diesem Block mit einer Frage, mit der sich die Politik seit der Revision des Sanktionenrechts und der Einführung der Geldstrafe immer wieder auseinandersetzt. Es ist eine sehr grundsätzliche und auch eine sehr komplexe Debatte, denn es geht darum, welche Strafe gerecht und welche Strafe angemessen ist. Es geht aber auch darum, welche Strafen wirksam sind und welche Strafen die Bevölkerung real schützen können.

Seit ihrer Einführung und der ersten Diskussion gab es immer wieder Anläufe, so auch heute, die Geldstrafen wieder abzuschaffen oder einzuschränken. Die Begründung ist meistens die gleiche: Die Strafe sei zu milde, das werde in der Bevölkerung nicht verstanden. Tatsächlich gibt es immer wieder Fälle – sie wurden heute schon ein paarmal aufgeführt –, in denen die Geldstrafe schwer nachvollziehbar ist oder in denen eine Strafe von der Bevölkerung als zu gering empfunden wird und auch für Empörung sorgt. Das ist durchaus nachvollziehbar. Man muss aber einen gewissen Vorbehalt anbringen. Die veröffentlichte Meinung ist nicht immer gleich wie die tatsächliche öffentliche Meinung. Es gibt auch Studien, in denen nachgewiesen wird, dass normale Bürgerinnen und Bürger, juristische Laien, in einem realen Gerichtsfall in

Kenntnis aller Tatsachen und nach Anhörung aller Seiten gar nicht anders urteilen würden als die Richter.

Man kann durchaus argumentieren, dass Recht auch allgemein verstanden und Rechtsprechung als gerecht empfunden werden muss, wenn sie glaubwürdig sein will. Das Problem ist aber, dass wir eine Systematik und eine Gesetzgebung nicht mit Einzelfällen beurteilen können. Es gab in den vergangenen Jahren immer wieder Vorstöße für einzelne Verschärfungen, die isoliert betrachtet vielleicht nachvollziehbar sind. Sie haben aber das Gesamtgefüge durcheinandergebracht, sodass die ganze Systematik nicht mehr stimmt. In diesem Spannungsfeld befinden wir uns jetzt im ersten Block, aber auch in der ganzen Diskussion.

Ich möchte an dieser Stelle eine Lanze für die Geldstrafe brechen, auch für das richterliche Ermessen und unser Gesetzesystem, das vielleicht im internationalen Vergleich eher milde straft. Denn unter dem Strich ist unser System relativ erfolgreich. Das Ziel muss nicht sein, dass wir möglichst viele Leute möglichst lange einsperren. Zudem ist es ja durchaus fraglich, ob das Gefängnis die Leute im Schnitt besser macht und ob es damit die Gesellschaft sicherer macht. Das Ziel ist, dass Straftäterinnen und Straftäter nach minderen Delikten nach Möglichkeit nicht rückfällig werden, dass sie also den Justizvollzug nicht belasten und dass sie für die Gesellschaft keine Gefahr mehr darstellen.

In Ländern wie den USA, in denen sehr hohe und drakonische Strafen ausgesprochen werden, wie sie die SVP vielleicht gerne hätte, ist die Rückfallquote sehr viel höher als bei uns. Auswertungen haben dagegen gezeigt, dass die Änderung des Sanktionenrechts einen klar positiven Effekt auf eben diese Rückfallquote hatte. Es wäre also nicht zielführend, dieses System im Grundsatz infrage zu stellen.

Die SP-Fraktion lehnt darum alle Minderheitsanträge in diesem Block ab.

Bei Artikel 10 StGB und Artikel 12 des Militärstrafgesetzes will die Minderheit Nidegger die Geldstrafe grundsätzlich abschaffen. Dies lehnen wir aus den oben ausgeführten Gründen ab.

Bei Artikel 42 StGB und Artikel 36 des Militärstrafgesetzes wollen die Minderheit I (Bregy) wie der Ständerat den bedingten Strafvollzug bei Freiheitsstrafen von bis zu zwei Jahren bei günstiger Prognose nicht mehr als Regelfall, sondern nur noch als Möglichkeit festschreiben. Man kann hier schon argumentieren, dass durch diesen Antrag das richterliche Ermessen nicht eingeschränkt und sich vermutlich die Praxis gar nicht so fest ändern würde. Aber es ist auch ein bisschen Symbolpolitik, um einer vermeintlichen öffentlichen Meinung entgegenzukommen, obwohl man nicht genau weiß, wie diese eigentlich ist.

Beim gleichen Artikel gibt es noch die Minderheit II (Steinemann) und die Minderheit III (Geissbühler). Die Minderheit III will die bedingte Geldstrafe grundsätzlich infrage stellen, die Minderheit II will diese einschränken. Diese Debatte haben wir 2018 schon einmal geführt. Es ist nicht zielführend, dies schon wieder zu ändern, bevor man überhaupt beurteilen kann, wie es sich bewährt hat.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Frau Min Li Marti, Ihre fünf Minuten sind um, aber es gibt sogar eine Frage für Sie, dann können Sie sich vielleicht dazu noch ein wenig entfalten. (*Teilweise Heiterkeit*)

Tuena Mauro (V, ZH): Ja, liebe Frau Kollegin Marti, ich möchte Sie dann aber bitten, meine Frage zu beantworten und nicht Ihr Zeug fertig zu lesen. (*Teilweise Heiterkeit*)

Ich möchte zu bedenken geben, dass es bei solchen Straftaten immer Opfer gibt. Von Ihnen möchte ich wissen, was Sie den Hinterbliebenen solcher Opfer sagen, wenn Leute, zum Beispiel in dem von mir geschilderten Fall von Rapperswil, nach kurzer Zeit bereits wieder auf freiem Fuss sind und auf die Bevölkerung losgelassen werden.

Marti Min Li (S, ZH): Ich wollte eigentlich noch die Haltung meiner Fraktion zu Ihrem Minderheitsantrag bekannt geben, aber das interessiert Sie offenbar nicht. Aber ich kann Ihnen das gerne ausführen: Es ist eine schwierige Frage, wel-

che Strafe gerecht und angemessen ist. Wie viel Strafe ist für den Verlust eines Menschenlebens angemessen? Das ist fast nicht in Jahren oder in Strafformen aufwiegbare. Hier geht es darum, dass wir ein System haben müssen, das unter dem Strich gerecht ist, das funktioniert und das die Gesellschaft schützt. Wir müssen nicht mit Einzelfällen politisieren, denn wir können das Leid, das geschieht, nie wirklich aufwiegen. Wir können nur versuchen, die Opfer zu unterstützen und ein faires Verfahren zu garantieren.

Maitre Vincent (M-E, GE): En ce qui concerne le groupe du centre, je prendrai la parole sur les minorités du bloc 1, puis M. Bregy présentera les minorités du bloc 2, et enfin M. Kamerzin traitera celles du bloc 3.

A l'article 10 alinéa 3, la proposition de la minorité Nidegger à propos de la définition du crime et des délits vise à supprimer la notion de peine pécuniaire. Le groupe du centre vous encourage à la rejeter. Le système actuel a fait ses preuves en ce qui concerne les peines pécuniaires qui sont applicables dans les cas de délits. La notion d'amende est, elle, d'ordre contraventionnel et, pour les crimes les plus graves, c'est la plupart du temps la peine privative de liberté qui s'applique. Aujourd'hui, ce n'est pas l'institution de la peine pécuniaire qui est problématique, mais bien son application – on le voit notamment dans les cas de sursis ou de sursis partiel devant être appliquée par le juge.

Ceci m'amène à l'article 42 alinéa 2 à propos du sursis. Nous vous encourageons à soutenir la minorité I (Bregy), qui donne une plus grande latitude de jugement, un plus grand pouvoir de disposition au juge pour savoir quand et dans quels cas exactement le sursis doit ou ne doit pas être octroyé. Nous vous invitons à refuser la proposition de la minorité II (Steinemann), qui maintient l'aspect le plus problématique de cette institution, qui est l'application du sursis automatique ou quasi automatique. La minorité y ajoute simplement que ce sursis doit s'appliquer pour les peines de 90 jours-amende au plus ou pour les peines privatives de liberté de deux ans au plus. Cette minorité vise donc à fixer un plafond au-dessus duquel le sursis n'est plus possible, un plafond qui n'existe pas dans le droit en vigueur, en ce qui concerne les peines pécuniaires.

La minorité III (Geissbühler) doit aussi être rejetée étant donné qu'elle a pour objectif de supprimer la possibilité de prononcer le sursis pour les peines pécuniaires et, désormais, uniquement pour les peines privatives de liberté.

La majorité de la commission, qui vous encourage à adopter la minorité I (Bregy), laisse donc plus de souplesse, je l'ai dit, et de latitude au juge pour se prononcer en fonction des circonstances. Cette proposition nous paraît donc préférable, puisqu'elle limite considérablement le plus gros problème actuel de l'application du droit pénal en matière de sursis, c'est-à-dire la première infraction "gratuite" puisque le sursis est automatique ou presque.

En ce qui concerne l'article 42 alinéa 4, nous vous invitons à soutenir la minorité Bregy qui prévoit une amende automatique si la peine principale est prononcée avec sursis. On a expliqué tout à l'heure pourquoi il était pour le moins contradictoire voire curieux que dans certains cas l'auteur d'un délit puisse être sanctionné moins sévèrement que l'auteur d'une simple contravention qui, lui, se voit dans tous les cas infliger une amende.

L'article 44 alinéa 1 traite du délai d'épreuve. La minorité Steinemann vise à augmenter le délai d'épreuve pour le fixer entre quatre et huit ans, alors que le droit en vigueur prévoit deux à cinq ans. Ceci nous paraît tout à fait proportionné et le droit actuel fonctionne convenablement. Nous vous invitons donc à rejeter la proposition de la minorité Steinemann. L'article 46 alinéa 1 traite de l'échec de la mise à l'épreuve, c'est-à-dire de la récidive pendant le délai d'épreuve. Le droit actuel prévoit que l'article 49 alinéa 1 du code pénal s'applique, c'est-à-dire que le juge condamne à la peine de l'infraction la plus grave et l'augmente au maximum de la moitié de cette peine. La proposition de minorité Steinemann, elle, vise à cumuler les différentes peines relatives aux différentes infractions commises par une personne. Cette proposition nous paraît inutilement disproportionnée et contrevient

droit dans certains cas à l'article 49 alinéa 1 du code pénal qui prévoit in fine que le juge reste lié par le maximum légal de chaque peine. De surcroît, cela créerait une sorte de dérogation au principe de la lex mitior, qui doit profiter à l'accusé, ce qui, en l'espèce, ne nous semble pas souhaitable.

Nous vous invitons donc à rejeter la proposition de minorité Steinemann.

A l'article 66a alinéa 1 lettre kbis, une minorité Reimann Lukas propose d'ajouter l'infraction de discrimination et d'incitation publique à la haine au catalogue des infractions qui imposent l'expulsion du territoire suisse. Cette proposition nous paraît inutile et en tous les cas disproportionnée, raison pour laquelle il convient de la rejeter.

Au même article 66a du code pénal, une proposition Glarner vise à expulser définitivement de Suisse les étrangers condamnés pour un certain nombre d'infractions, graves pour certaines, et beaucoup moins graves pour d'autres. C'est cela qui nous pose problème puisque, par exemple, les cas d'actes préparatoires délictueux seraient visés par l'obligation d'expulsion définitive. Là encore, le droit actuel, dans la mesure où il prévoit une durée d'expulsion de cinq à quinze ans, nous paraît tout à fait suffisant et mieux proportionné. Il laisse en effet au juge la possibilité de mieux apprécier la situation concrète et de sanctionner de manière plus adaptée et proportionnée en tenant compte, par exemple, de la situation personnelle de l'auteur de l'infraction étranger, en particulier lorsque celui-ci est né en Suisse et que l'on comprendrait en définitive assez mal dans quel pays il faudrait l'expulser puisqu'il n'aurait peut-être même jamais vécu dans son pays d'origine.

A l'article 86 alinéa 5, la proposition de la minorité Steinemann vise à restreindre les conditions de la libération conditionnelle, en la rendant possible au plus tôt après vingt ans en cas de condamnation à vie et après quinze ans dans le cas prévu à l'alinéa 4, c'est-à-dire lorsque la moitié de la peine a été exécutée et que des circonstances extraordinaires qui tiennent à la personnalité de l'auteur le justifient. On pense par exemple à un état de santé qui rendrait l'incarcération non conforme à la dignité humaine, notamment en raison d'établissements pénitentiaires qui ne pourraient pas tenir compte des besoins propres d'une personne malade ou grabataire. Le droit en vigueur permet la libération conditionnelle dans ces conditions, au plus tôt après quinze ans et dix ans en ce qui concerne l'alinéa 4.

Il convient donc d'en rester au droit en vigueur, la proposition de la minorité Steinemann étant disproportionnée.

Walder Nicolas (G, GE): Dans ce bloc, l'intention de plusieurs minorités et du Conseil des Etats de revoir l'institution du sursis inquiète tout particulièrement le groupe des Verts. La volonté de limiter l'octroi du sursis pour les peines pécuniaires et les jours-amende ou de rendre moins automatique l'octroi d'un sursis dans les cas où une peine ferme ne serait pas indispensable pour inciter l'auteur à ne pas récidiver est inadéquate. Car le sursis fait partie intégrante de notre système pénal et de son équilibre. C'est ce qui permet de réduire les récidives en évitant le risque de désocialisation liée à l'exécution d'une peine ferme. Cela permet également de réduire les coûts d'un système carcéral qui est déjà surchargé.

Pour toutes ces raisons, nous nous opposerons aux minorités I (Bregy), II (Steinemann) et III (Geissbühler) à l'article 42 alinéa 1, ainsi qu'à la minorité Bregy à l'alinéa 4, qui vise à rendre automatique le paiement d'une amende additionnelle lorsqu'un sursis est accordé.

Nous rejeterons également la minorité Bregy à l'article 101 et la minorité Geissbühler à l'article 97. Augmenter la durée de prescription est inutile, injuste et contre-productif. Les durées doivent en effet rester cohérentes avec les peines. Cette proportionnalité est actuellement respectée. Il convient donc, selon nous, de ne pas la modifier.

Par ailleurs, étendre l'imprescriptibilité à toutes les condamnations à la prison à vie ne permettrait plus de différencier un crime extrême, tel un acte de génocide, d'un crime moins grave mais pour lequel une réclusion à vie aurait été prononcée. S'il est important pour nous de limiter les condamnations

à vie imprescriptibles, c'est non seulement parce que la réinsertion future du condamné ou de la condamnée est importante, mais aussi parce que la sérénité et la sécurité de notre système carcéral impliquent bien que la majorité des détenus puissent garder l'espoir de ressortir un jour de prison.

Enfin, le fait de maintenir des personnes pendant plusieurs décennies supplémentaires en prison aurait un coût élevé pour notre société. Dans tous les cas, sachant que de nombreux postulats et rapports ont déjà été déposés sur la question et que la motion Caroni 20.4465, "Réforme de l'emprisonnement à vie", a été adoptée par le Conseil des Etats, les travaux sur l'emprisonnement à vie auront lieu prochainement et de manière suffisamment approfondie. Il n'est donc pas nécessaire d'ouvrir le débat dans le cadre de l'harmonisation des peines.

Nous refuserons également la proposition de la minorité Reimann Lukas à l'article 66a alinéa 1 lettre kbis, qui vise à inscrire la discrimination et l'incitation à la haine sur la liste des délits et crimes ayant automatiquement pour conséquence l'expulsion de son auteur étranger. Cette proposition nous a en premier lieu étonnés connaissant le peu d'empressement qu'a démontré l'UDC à soutenir les dispositions visant à condamner les propos et actes racistes, sexistes et homophobes. Mais il s'agit en fait, une fois de plus, uniquement d'imposer à la justice le renvoi d'un maximum d'étrangers, y compris pour des délits de moindre gravité, ce que vise également la proposition Glarner qui entend généraliser l'expulsion automatique et définitive des étrangers, au mépris du droit international. Le groupe des Verts ne peut bien sûr pas l'accepter, car la justice se doit d'être équitable et de ne pas discriminer. Les peines doivent donc être proportionnées aux délits commis, et ce pour tous les auteurs, quel que soit leur statut. Il en va de notre humanité, de notre réputation, mais aussi de la survie du droit international et de son respect, et surtout du respect de notre Etat de droit. C'est pourquoi, même si nous combattons les discriminations et les incitations à la haine, nous rejeterons ces propositions.

Nous rejeterons également la proposition Addor à l'article 101, non pas parce que nous refusons la discussion à ce sujet, mais parce que cette question mérite d'être traitée de façon plus sérieuse dans le cadre de l'examen du projet 3 portant sur les infractions sexuelles.

Chaque crime est insupportable, d'autant plus lorsqu'il s'agit des crimes les plus graves. Néanmoins, il nous appartient de garder à l'esprit la cohérence des peines, ainsi que l'équilibre entre le besoin d'infliger une punition et celui de protéger la société en intégrant au mieux la réinsertion de l'auteur, afin de limiter le risque de récidive à sa sortie. Le sursis ou les sursis, les aménagements de peine et les réductions de peine jouent ainsi un rôle central dans cette équation.

La surenchère s'appuyant sur l'émotion est mauvaise conseillère, c'est pourquoi le groupe des Verts rejettéra toutes les propositions de minorité de ce bloc.

Markwalder Christa (RL, BE): Ich bitte Sie, in diesem Block stets der Kommissionsmehrheit zu folgen und sämtliche Minderheitsanträge abzulehnen.

Obwohl wir uns in dieser Revision der Strafrahmenharmonisierung mit dem Besonderen Teil und dem Nebenstrafrecht befassen, betreffen einige Anträge auch den Allgemeinen Teil des StGB, den wir nicht schon wieder revidieren wollten. Die letzte Revision des Sanktionenrechts datiert nämlich von 2015 und ist erst 2018 in Kraft getreten. Wir sprechen uns dezidiert dagegen aus, bereits nach so kurzer Zeit schon wieder Änderungen im Allgemeinen Teil, der sich in der Praxis bisher bewährt hat, vorzunehmen.

Die Minderheit Nidegger möchte in Artikel 10 Absatz 3 StGB und Artikel 12 Absatz 3 des Militärstrafgesetzes die Geldstrafe tel quel wieder abschaffen. Wir sind uns zusammen mit der grossen Mehrheit der Kommission einig, dass die Geldstrafe, die nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit einer straffälligen Person berechnet wird, ihre Funktion durchaus erfüllt und überdies dem Staat Geld einbringt, anstatt die Steuerzahler noch mehr Geld für den Strafvollzug zu kosten.

Bei Artikel 42 Absatz 1, den bedingten Strafen, plädieren wir ebenfalls dafür, beim geltenden Recht zu bleiben und die

Möglichkeit der bedingten Geldstrafen beizubehalten. Wenn wir mit der punktuellen Anpassung der Strafrahmen schon mehr Kohärenz im Besonderen Teil des Strafgesetzbuches und im Militärstrafgesetz fordern, dann dürfen wir nicht neue Inkohärenzen im Allgemeinen Teil schaffen. Schliesslich werden auch Freiheitsstrafen bedingt oder unbedingt ausgesprochen. Ich bitte Sie deshalb, die Anträge der Minderheiten I (Bregy), II (Steinemann) und III (Geissbühler) abzulehnen. Ebenso bitte ich Sie, bezüglich der Frage, ob eine Verbindungsbusse mit einer Geldstrafe ausgesprochen werden kann oder muss, beim geltenden Recht mit der Kann-Formulierung und damit beim Ermessensspielraum der Gerichte zu bleiben und den Antrag der Minderheit Bregy zu Artikel 42 Absatz 4 abzulehnen. Offenbar wird in der Praxis rege davon Gebrauch gemacht, was davon zeugt, dass der Gesetzgeber damals richtig legiferiert hat und kein Anpassungsbedarf besteht.

Zudem wehren wir uns gegen eine massive Erhöhung der Probezeit, wie sie die Minderheit Steinemann fordert, gegen die Änderung betreffend Nichtbewährung, gegen die Änderungsanträge betreffend Landesverweisung, bedingte Entlassung und Verfolgungsverjährung sowie gegen eine Erweiterung der Unverjährbarkeit.

Ich bitte Sie also, überall der Mehrheit zu folgen und den Allgemeinen Teil des StGB, der 2018 in Kraft getreten ist, nicht anzutasten.

Flach Beat (GL, AG): Namens der Grünliberalen bitte ich Sie, in Block 1 überall der Mehrheit zu folgen.

Ich möchte nur auf zwei, drei Punkte eingehen: Den Versuch, die Geldstrafen wieder abzuschaffen – ausgerechnet vonseiten einer Partei, die sagt, sie wolle den Mittelstand und auch die Arbeiterschaft vertreten –, verstehe ich nicht. Die Geldstrafen, die wir eingeführt haben und die mit Tagessätzen rechnen, austariert nach einem System, das der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Straftäter Rechnung trägt, ist wesentlich sozialer und vor allen Dingen viel gerechter als ein Bussensystem. Es ist ein Bussensystem, das dann noch vorsieht, dass überall dort, wo wie im Nebenstrafrecht nichts anderes im Gesetz steht, maximal 10 000 Franken ausgesprochen werden können. Es gibt fraglos Personen, sprich Straftäter, für die 10 000 Franken ein Klacks sind, egal, ob die Busse bedingt oder unbedingt ausgesprochen wird. Geldstrafen nach einem Tagessatzsystem bringen viel mehr Gerechtigkeit.

Zudem ist es eben auch systeminhärent, dass bedingte Geldstrafen dann auch Wirkung zeigen. Wenn Sie als Richter oder Richter bis zu einem Tagessatz von 3000 Franken gehen können, dann tut es dem Täter letztlich auch wirklich weh.

Dann wird es klar und ersichtlich, dass dieses System funktioniert und folglich nicht geändert werden sollte. Wir können uns diese Frage schon immer mal wieder stellen: Haben sich diese Geldstrafen bewährt oder nicht? Ja, sie haben sich bewährt, da bin ich vollkommen sicher.

Der Ständerat will die Formulierung beim System, ob eine Geldstrafe oder eine Freiheitsstrafe bedingt ausgesprochen werden kann, ganz leicht abändern. Angeblich soll es fast dasselbe sein, aber das ist natürlich nicht der Fall. Die Gerichte machen davon Gebrauch, indem sie, wenn eine gute Prognose gestellt wird, entsprechend auch bedingte Strafen aussprechen können. Das ist normalerweise bei einer ersten Verurteilung der Fall. Die Rückfallquote in diesen Fällen zeigt, dass diese Handhabe in der Schweiz funktioniert, dass das schweizerische Strafrecht in diesem Bereich offensichtlich Wirkung entfaltet.

Wenn Sie schauen wollen, wie es anders auch aussehen könnte, dann blättern Sie in der Geschichte ein bisschen zurück und schauen, wie es in den USA, namentlich in Kalifornien, ausgesehen hat, als dieser Bundesstaat eine "Three strikes and you are out"-Doktrin verfolgt hat. Da ist man nach der dritten Verurteilung, egal, was es gewesen ist, zu einer unbedingten und letztlich drakonischen Strafe verurteilt worden. Dies hat zur Folge gehabt, dass man z. B. für den Diebstahl eines Brotes aus einem Drugstore plötzlich sieben Jahre Gefängnis kassiert hat. Das hat weder dazu geführt, dass

die Kriminalität zurückgegangen ist, noch dazu, dass sich die Zahl der Wiederholungstäter verringert hat. Das System, quasi drakonische Strafen zu verhängen und dann nichts mehr zu machen, hat sich nicht bewährt. Wir sollten, auch als Gesetzgeber, immer das Gesamtsystem des Strafens und der gesellschaftlichen Akzeptanz von Strafen im Zusammenhang mit einer sicheren und einer gerechten Gesellschaft im Auge behalten, bevor wir anfangen, hier herumzuschrauben. Insbesondere im Bereich des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches besteht dieser Bedarf im Moment nicht.

Ich bitte Sie wie gesagt, überall der Mehrheit zu folgen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich nehme gerne zu den verschiedenen Anträgen in Block 1 Stellung.

Zunächst zu Artikel 10 Absatz 3 StGB: Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen. Diese Grundsatzfrage haben Sie letztmals im Rahmen der Revision des Sanktionenrechts debattiert, und Sie haben sich damals eindeutig für die Beibehaltung der Geldstrafe ausgesprochen. Ihr Rat hat damals einen Minderheitsantrag, der gleich wie der heutige Antrag der Minderheit Nidegger lautete, mit 130 zu 52 Stimmen abgelehnt. Das heutige System ist anerkannt und hat sich bewährt.

Zu Artikel 42 Absatz 1 StGB: Ich möchte auch hier bitten, der Mehrheit zu folgen. Ich muss das hier vielleicht etwas ausführlicher begründen, weil die drei Minderheitsanträge doch tiefe Eingriffe in unser Strafrechtssystem darstellen würden. Die Minderheiten II (Steinemann) und III (Geissbühler) wollen die bedingte Geldstrafe ganz aufheben oder ihren Anwendungsbereich einschränken. Der Antrag der Minderheit I (Bregy) betrifft die Frage, unter welchen Voraussetzungen der bedingte Vollzug gewährt werden kann oder muss.

Ich äussere mich zuerst zu den Minderheitsanträgen II und III betreffend die bedingte Geldstrafe. Wie Sie wissen, bildete diese Thematik Gegenstand zweier grosser Revisionen des StGB, zuerst der Revision des Allgemeinen Teils des StGB. Die rund zwanzigjährigen Arbeiten führten zur Revision von 2007. Dann gab es noch die erneute Revision des Sanktionenrechts, die gewisse zuvor beschlossene Änderungen rückgängig machte und zum heute geltenden Recht führte, das seit Anfang 2018 in Kraft ist.

Zentrales Thema dieser letzten Revision war die bedingte Geldstrafe. Nach der Revision von 2007 war immer wieder Kritik an der Möglichkeit lautgeworden, auch Geldstrafen bedingt auszusprechen. In der Folge war es zu parlamentarischen Vorstössen gekommen, welche die Abschaffung der bedingten Geldstrafe verlangten. Auch der Entwurf des Bundesrates von 2012 schlug dies vor. In der parlamentarischen Beratung, die äusserst profund und unter Einsetzung einer Subkommission der RK-N geführt wurde, ergab sich dann aber, dass die ersatzlose Aufhebung des bedingten Vollzugs der Geldstrafe die vermeintlichen Nachteile nicht beheben, sondern zu neuen Schwierigkeiten führen würde. Nach langen Beratungen, bei denen zahlreiche weitere Regelungsvarianten erarbeitet, intensiv geprüft und auch mit der Strafrechtspraxis und der Wissenschaft abgeglichen wurden, gelangte das Parlament zur heutigen Regelung. Anders als bei den Änderungen von 2007 gab und gibt es aus der Strafrechtspraxis keine Kritik am heutigen Recht. Es ist offensichtlich so, dass die heutige Regelung den Bedürfnissen und Vorstellungen der Praxis entspricht.

Vor diesem Hintergrund sprechen bereits zwei formelle Gründe gegen Änderungen bei der bedingten Geldstrafe: Die heutige Regelung wurde erstens nach langen und breit geführten Diskussionen erlassen. Es ist weder nötig noch angezeigt, das geltende Recht quasi auf die Schnelle wieder zu ändern.

Zweitens bewährt sich das geltende Recht. An der bedingten Geldstrafe gibt es aus der Praxis keine Kritik. Wollte man am heutigen Recht etwas ändern, so müssten vorgängig unbedingt die betroffenen Kreise angehört werden.

Die Minderheitsanträge II (Steinemann) und III (Geissbühler) sind aber auch aus materiellen Gründen abzulehnen. Würde man nämlich die Geldstrafe nur noch in unbedingter Form zu lassen, die Freiheitsstrafe aber sowohl bedingt als auch unbedingt, ergäben sich neue Probleme und Ungereimtheiten. Ich kann Ihnen ein Beispiel geben: Wer so viel zu schnell

fährt, dass eine Strafe von bis zu 180 Tagessätzen ausgesprochen werden kann, müsste immer mit einer unbedingten Geldstrafe belegt werden. Er müsste also immer bezahlen. Wer dagegen noch schneller fährt, sodass wegen des Veruschuldens die Geldstrafe ausgeschlossen ist, wird mit einer Freiheitsstrafe bestraft, die bei guter Bewährungsprognose auch bedingt ausgesprochen wird. Das wäre widersprüchlich.

Mit dem Minderheitsantrag II (Steinemann) würden sich noch mehr Schwierigkeiten ergeben. Bis zu 90 Tagessätzen wäre eine Geldstrafe unter Umständen bedingt, zwischen 90 und 180 Tagessätzen dagegen immer unbedingt. Die Freiheitsstrafe wäre dann wieder unbedingt oder bedingt. Das würde auch zu Schnittstellenproblemen führen. Ich bitte Sie also, hier der Mehrheit zu folgen.

Beim Antrag der Minderheit I (Bregy) geht es um die Frage der Voraussetzungen zur Gewährung des bedingten Vollzugs. Der Ständerat will das geltende Recht so ändern, dass das Gericht den Vollzug unter bestimmten Voraussetzungen aufschieben kann. Das geltende Recht verlangt dagegen in der Regel den Aufschub, wenn die Voraussetzungen erfüllt sind. Der Ständerat verspricht sich von der Änderung, dass die Gerichte einen grösseren Spielraum erhalten bei der Frage, ob der bedingte Vollzug gewährt werden soll oder nicht. Dahinter steht die Ansicht, dass heute der bedingte Vollzug zu oft gewährt wird. Oder es steht umgekehrt das Unbehagen darüber dahinter, dass sich jemand darauf verlassen kann, eine bedingte Strafe zu erhalten, wenn seine Bewährungsprognose nicht schlecht ausfällt. Es scheint aber fraglich, ob die Formulierung des Ständerates tatsächlich zum angestrebten Ergebnis führt. Die Variante, wie sie mit dem Beschluss des Ständerates auf dem Tisch liegt, ist nicht neu. Sie entspricht der Formulierung im StGB, wie sie bis 2006 galt. 2007 ist dann die geltende Regelung in Kraft getreten. Ich möchte Ihnen also beliebt machen, auch hier der Mehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit I (Bregy) abzulehnen. Eine Rückkehr zum früheren Recht wird die Diskussion über den bedingten Strafvollzug bei Ersttätern nicht beenden. Man muss es schon fast als eine Ironie des Schicksals bezeichnen, wenn nun die altrechtliche Regelung als die vermeintlich bessere Lösung bezeichnet oder dargestellt wird, obwohl die damalige Praxis betreffend Ersttäter mit der gleichen Begründung wie heute kritisiert wurde. Letztlich drehen wir uns hier also im Kreis.

Dann zu Artikel 42 Absatz 4 StGB: Auch hier bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen. Nach dem Antrag der Minderheit soll die Verbindungsbusse künftig zwingend ausgesprochen werden. Das wäre eine Beschränkung des richterlichen Ermessens, von der wir absehen sollten. Die Verbindungsbusse hat nämlich zwei Zwecke: Erstens kann sie den Übergang an der Schnittstelle zu einer Übertretung glätten, die immer mit einer zu bezahlenden Busse geahndet wird. Zweitens kommt sie in Fällen zur Anwendung, in denen diese Schnittstellenproblematik nicht besteht, vor allem im Mittelbereich der Geldstrafe. Hier kommt es namentlich auf die persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse des Täters an, ob zusätzlich zu einer bedingten Geldstrafe eine Busse ausgesprochen wird. Darauf sollte insbesondere dann verzichtet werden, wenn absehbar ist, dass der Täter die Busse nicht bezahlen kann. Mit einer zwingenden Verbindungsbusse wäre in diesem Fall nämlich schon von Anfang an klar, dass der Täter anstelle der Busse eine Ersatzfreiheitsstrafe absitzen müsste. Das könnte je nach Situation genau jene Folgen haben, welche man mit der bedingten Strafe vermeiden will. Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit zu folgen.

Gleiches gilt für Artikel 44 Absatz 1. Seit der Einführung des StGB am 1. Januar 1942 beträgt die Dauer der Probezeit beim bedingten Strafvollzug zwei bis fünf Jahre. Das System des bedingten Strafvollzugs und die Dauer der Probezeit haben sich seither durchaus bewährt. Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit zu folgen.

Dann zu Artikel 46: Der Ständerat hat am 9. Juni 2020 das Postulat 20.3009 der RK-S, "Überprüfung der Regeln zur Gesamtstrafenbildung", angenommen. Mit diesem soll geprüft werden, ob die Artikel 46 und 49 StGB schuldangemesse-

ne Sanktionen ermöglichen. Wir möchten hier eine vertiefte Prüfung machen und nicht einfach auf die Schnelle eine Änderung herbeiführen.

Dann haben wir die Minderheit Reimann Lukas bei Artikel 66a Absatz 1 Buchstabe kbis StGB: Hier möchte ich darauf hinweisen, dass die Staatspolitische Kommission des Nationalrates am 22. Januar 2021 eine Kommissionsmotion verabschiedet hat, die drei Anliegen aufnimmt. Unter anderem wird verlangt, dass die Katalogstraftaten überprüft und gegebenenfalls präzisiert werden. Der Bundesrat beantragt die Annahme der Motion. Eine Anpassung des Anlassstatenkatalogs wird somit bereits im Rahmen dieser Motion thematisiert. Gleiches gilt übrigens für den Antrag Glarner, wo ich Sie ebenfalls bitte, der Mehrheit zu folgen.

Dann die Minderheitsanträge Steinemann und Tuena zu Artikel 86 Absätze 5 und 6: Diese betreffen die lebenslange Freiheitsstrafe, was ein sehr emotionales Thema ist. Zu diesem Thema haben wir bisher keine Vernehmlassung durchgeführt. Die Diskussion sollte deshalb im Rahmen der Motion Caroni 20.4465, "Reform der lebenslangen Freiheitsstrafe", geführt werden. Der Bundesrat beantragt die Annahme der Motion.

Dann noch zu Artikel 97 Absatz 1 Buchstabe d und Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe dbis StGB: Hier geht es um die Verlängerung der Verjährungsfristen. Die Minderheit Breyg möchte die Unverjährbarkeit bei Delikten. Da haben Sie gestern der Standesinitiative St. Gallen Folge gegeben. Der Bundesrat ist der Meinung, dass Sie der Kommissionsmehrheit folgen sollten. Hier geht es darum, dass Sie allenfalls Ihren Entscheid von gestern bestätigen oder dann eben wieder korrigieren.

Zusammengefasst: Ich bitte Sie, überall in Block 1 der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzte Frau Bundesrätin, Sie haben ausgeführt, dass sich die bedingten Geldstrafen bewährt haben. Uns ist aber allen bekannt, dass Täter oftmals jahrelang delinquieren, bis man sie überhaupt mal erwischt. Das Gleiche gilt natürlich auch für die Probezeit. Oftmals delinquieren die verurteilten Straftäter auch in der Probezeit. Trotzdem, obwohl einem bewusst ist, dass Straftäter in der Probezeit eben nur nicht erwischt wurden, sagen Sie, dass sich diese bedingten Strafen wirklich bewährt hätten.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Frau Geissbühler, ich kann noch einmal betonen, was ich vorhin gesagt habe. Wir befinden uns hier bei der Revision der Strafrahmen. Das, was Sie beantragen, ist eigentlich ein richtiger Eingriff in das StGB. Diese Fragen wurden natürlich auch beantwortet, ich habe es ja gesagt.

Seit 2018 ist die StGB-Reform in Kraft. Man hat dies damals breit diskutiert. Wenn das Parlament dies wieder ändert, dann ändert das Parlament es eben wieder. Ich habe einfach darauf hingewiesen, dass hier vonseiten der Praxis keine Einwände gekommen sind. Man versucht mit dieser Vorlage jetzt vielmehr, die Strafrahmen zu harmonisieren und das aufzunehmen, was in der Praxis stossend war – dies aber nur in dieser Hinsicht und nicht bezüglich des Systems selber.

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: Dans un but d'efficacité, chaque bloc contenant de nombreuses minorités, ma collègue Arslan et moi-même nous sommes partagés l'argumentation sur les différentes minorités. De la même manière, nous ne reviendrons pas sur les modifications d'articles qui n'ont pas fait l'objet de minorités, ce d'autant plus que ce sont souvent des modifications d'ordre linguistique. Cette remarque vaut pour le bloc 1 et les suivants.

Dans ce premier bloc, on parlera finalement très peu de la volonté du Conseil fédéral et de son projet, puisque le Conseil fédéral ne prévoyait pas de modifier la partie générale du code pénal et des autres lois concernées, sauf quelques questions de formulation. Mais le Conseil des Etats puis votre Commission des affaires juridiques ont désiré se saisir de certains aspects.

En premier lieu, la proposition de la minorité Nidegger aux articles 10 du code pénal et 12 du code pénal militaire vise purement et simplement à supprimer la peine pécuniaire de la logique pénale suisse. La majorité de la commission a écarté cette proposition pour plusieurs raisons. D'abord, la proposition est mal formulée et ne supprimerait pas, comme le veut son auteur, la peine pécuniaire, mais aurait uniquement pour conséquence que les délits seraient définis de manière beaucoup moins large, et que le code n'aurait plus de logique. Ensuite, contrairement aux dires de la minorité, l'institution de la peine pécuniaire a du sens pour les délits qui ne sont pas trop graves, tandis que la peine pécuniaire ne peut pas excéder, je le rappelle, 180 jours-amende, et ce depuis 2018. Enfin, les statistiques à disposition démontrent que la peine pécuniaire est dissuasive et punit de manière appropriée les délits pour lesquels elle est prévue. Contrairement à l'argumentation que nous avons entendue, la doctrine, de façon extrêmement majoritaire, plaide pour le maintien de la peine pécuniaire. Dès lors, on considérera que la demande exprimée par cette minorité n'a pas lieu d'être, ce d'autant plus que les courtes peines privatives de liberté ont été réintroduites en 2018, et que cela semble résoudre les problématiques signalées par M. Nidegger.

En commission, la proposition défendue par la minorité Nidegger a été écartée par 18 voix contre 7.

Toujours dans cette partie générale, le Conseil des Etats a cru pertinent de revoir l'institution du sursis. Aujourd'hui, pour quelqu'un n'ayant pas été condamné dans les cinq années précédentes à une peine de six mois au plus avec ou sans sursis et si une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délit, le juge octroie le sursis. Si je me suis permis de vous relire les conditions d'octroi du sursis, c'est parce que contrairement à ce que certains défenseurs des propositions de minorité ont dit, il est d'ores et déjà possible de condamner à une peine sans sursis même si la personne n'a pas été condamnée, si son pronostic n'est pas bon.

Le Conseil des Etats voudrait réduire à néant cette règle pour laisser une complète liberté au juge. Cette version a été reprise dans la proposition de la minorité I (Breyg). La proposition de la minorité II (Steinemann) quant à elle vise à restreindre cette règle s'agissant des jours-amende avec sursis – le juge ne pouvant pas octroyer le sursis si la quotité de la peine dépasse 90 jours-amende. La proposition de la minorité III (Geissbühler) vise quant à elle à supprimer la possibilité d'octroyer le sursis à une peine pécuniaire.

Pour la majorité de la commission, l'ensemble de ces propositions doit être rejeté. En effet, on souligne d'abord qu'on s'écarte dangereusement du sujet dont le Conseil fédéral entendait nous saisir, à savoir l'harmonisation des peines, et non la partie générale du code pénal. Ensuite, le système du sursis a été modifié récemment et n'est entré en vigueur qu'en 2018 dans sa version modifiée, le principe étant en vigueur depuis 2007. Le modifier une nouvelle fois, sans avoir pu faire au moins le bilan de la précédente réforme n'apparaît pas pertinent à la majorité. En outre, la formulation du Conseil des Etats prête à confusion et crée de l'incertitude juridique – la formulation potestative n'étant pas précisée, on ne sait pas sur quoi le juge devrait se baser. D'ailleurs, la principale critique formulée à l'égard de cette ancienne formulation que notre autorité a modifiée en 2007 portait sur le fait que c'est la jurisprudence qui définissait les conditions du sursis et non pas la loi, c'est-à-dire que les juges et non pas les organisations démocratiques décidaient de la loi.

Au vote, la proposition défendue par la minorité II (Steinemann) a été préférée à la proposition défendue par la minorité III (Geissbühler), par 9 voix contre 6 et 9 abstentions, et à la proposition défendue par la minorité I (Breyg), par 7 voix contre 3 et 12 abstention, avant que l'on s'incline devant le maintien du droit actuel, par 15 voix contre 7 et 3 abstentions. La minorité Breyg à l'article 42 alinéa 4 pose la question de savoir si une amende additionnelle doit toujours faire partie de la condamnation lorsqu'un sursis est accordé. La majorité de la commission a décidé d'écartier cette proposition, par 15 voix contre 10, notamment parce que la solution actuelle est aussi issue de la précédente révision, entrée en vigueur en

2018, et parce que cette question avait déjà été longuement débattue. Il était apparu que certes, parfois, une amende additionnelle devait être ordonnée – et c'est même souvent le cas en pratique – mais pas dans tous les cas, car si le prévenu n'a objectivement pas les moyens de la payer, alors il ne sert à rien de donner cette amende, ou plutôt le sursis ne vaut plus rien du tout, parce que si le prévenu n'arrive pas à payer l'amende additionnelle, sa peine est convertie en jours de prison et le sursis n'aura servi à rien. Enfin, il faut préciser que l'idée selon laquelle une peine avec sursis serait une peine gratuite n'est pas tout à fait exacte. On rappelle que le prévenu doit dans tous les cas payer les frais de la procédure, qui peuvent être très élevés.

La minorité Steinemann à l'article 44 du code pénal, et 38 du code pénal militaire, entend modifier les délais d'épreuve pour le sursis. Ils sont aujourd'hui de deux à cinq ans et la minorité voudrait les faire passer de quatre à huit ans. Ce délai doit bien être distingué de la question de la prescription. Il s'agit du délai durant lequel le condamné ne doit pas commettre d'infraction nouvelle, faute de quoi le sursis est levé. La commission a préféré ne pas accepter la proposition de la minorité Steinemann pour une raison simple. Statistiquement, seuls 10 pour cent des sursis sont levés pour cause de nouvelle infraction. Et sur ces 10 pour cent, 50 pour cent le sont au cours de la première année. Seuls 8 pour cent de ces sursis sont levés après trois ans. Autrement dit, soit la personne se conforme aux règles du sursis, et, dans ce cas-là, il ne sert à rien d'allonger le délai d'épreuve, soit elle ne s'y conforme pas, et cela se remarque alors très rapidement. Dans les rares cas de nouvelle infraction, c'est donc au début du délai d'épreuve qu'il y a rechute. Allonger ce délai ne servirait à rien, statistiques à l'appui, et ne ferait que surcharger les tribunaux. La commission a par conséquent rejeté la proposition défendue par la minorité Steinemann, par 18 voix contre 6.

A l'article 46 du code pénal enfin, une autre minorité Steinemann vise cette fois-ci à supprimer la possibilité pour le juge de fixer une peine d'ensemble si le sursis est levé. Or, pour ces peines d'ensemble, nous venons d'adopter, lors d'une session récente, l'article 34 alinéa 3 du code de procédure pénale, cela sur proposition du groupe UDC. Cet article ne peut pas se conjuguer avec la proposition de la minorité Steinemann.

Par ailleurs, la fixation d'une peine d'ensemble ne pose pas de problème en pratique et il est inexact de dire que cela est plus clément que l'addition des peines infligées pour deux infractions. En effet, cela a été rappelé, le juge peut augmenter la peine, mais il ne peut pas le faire en excédant de plus de la moitié le maximum de la peine prévue pour l'infraction la plus grave. Or si la peine prévue pour l'infraction la plus grave est deux fois plus élevée que celle prévue pour une infraction moins grave, la règle actuelle est plus juste, et surtout plus dure. On précisera que l'idée sous-jacente est que, si la personne rechute, on doit la juger pour l'ensemble de son "oeuvre", si j'ose dire.

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Mein Coberichterstatter hat es erwähnt: Wir haben uns die Anträge aufgeteilt. Ich werde zu den folgenden restlichen Anträgen Stellung nehmen.

In Artikel 66a Absatz 1 Buchstabe kbis möchte eine Minderheit Reimann Lukas das Strafgesetzbuch dahingehend ergänzen, dass Ausländer, die gemäss Artikel 261bis StGB in der Schweiz Hass verbreiten und deswegen verurteilt wurden, die Schweiz verlassen sollen. Ihr Verhalten beweise, dass sie nicht integriert seien.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass eine Ergänzung in dieser Hinsicht insofern problematisch sei, als in Artikel 66a StGB die obligatorische Landesverweisung gemäss der Ausschaffungs-Initiative konkretisiert wurde. Dabei hielt man sich in erster Linie an die Vorgaben von Artikel 221 Absatz 3 der Bundesverfassung, das heisst an die Delikte und Deliktgruppen, die dort erwähnt sind. Aus Gründen der Verhältnismässigkeit hat der Gesetzgeber diese Liste nur sehr zurückhaltend ergänzt. Hinzu kommt, dass es sich bei Diskriminierung und Aufruf zu Hass gemäss Artikel 261bis

StGB um Vergehen handelt. Es handelt sich dabei nicht um schwere Verbrechen im Sinne des Straftatenkatalogs, welcher für die obligatorische Landesverweisung gilt.

Jene, die sich ablehnend zu einer solchen Ergänzung äussern, haben darauf hingewiesen, dass Menschen vor dem Gesetz nicht unterschiedlich behandelt werden sollten. Die Kommissionsmehrheit lehnte die gewünschte Ergänzung mit 18 zu 6 Stimmen klar ab.

In eine ähnliche Richtung geht der weitergehende Antrag Glarner. Diesen Antrag haben wir in der Kommission nicht behandelt. Aus den erwähnten Gründen empfehlen wir Ihnen aber auch hier eine Ablehnung.

Eine Minderheit Steinemann verlangt in Artikel 86 Absatz 5, dass bei einer lebenslänglichen Freiheitsstrafe die bedingte Entlassung nach Artikel 86 Absatz 1 StGB frühestens nach 20 und nach Artikel 86 Absatz 4 StGB frühestens nach 15 Jahren möglich sein soll. Das würde gegenüber dem gelgenden Recht eine Verlängerung um je fünf Jahre bedeuten.

Der Bundesrat hat in seinem Bericht zu Postulaten zur lebenslangen Freiheitsstrafe klar festgehalten, dass bei der Konzeption des schweizerischen Strafrechts und der lebenslangen Freiheitsstrafe kein dringlicher Handlungsbedarf besteht, gerade weil sich das Gesetz bewährt hat. Nun wurde im Rahmen des Berichtes und der von beiden Räten angenommenen Postulaten die Motion Caroni 20.4465, "Reform der lebenslangen Freiheitsstrafe", eingereicht und vom Ständerat auch angenommen. Die Arbeiten sollen im Rahmen dieser Motion weitergeführt werden. Eine Lösung, die jetzt beschlossen würde, wäre aus Sicht der Kommissionsmehrheit möglicherweise nicht genügend abgeklärt und würde in eine falsche Richtung gehen. Die beantragte Verschärfung wurde in der Kommission mit 7 zu 18 Stimmen klar abgelehnt.

Damit hängt ein dritter Minderheitsantrag in Block 1 zusammen, der Antrag der Minderheit Tuena zu Artikel 86 Absatz 6. Es geht um die Frage, ob die Verjährungsmöglichkeit bei sehr schweren Straftaten abgeschafft werden müsste. Wie bereits erwähnt, wurde in der Kommission argumentiert, dass diese Frage nicht zum Thema der Strafrahmenharmonisierung gehöre, sondern andernorts zu regeln sei. Trotzdem gab es bei diesem Thema eine umfassende Diskussion. Die Erwägungen der Kommission gingen dahin, dass es nicht das Ziel sein könne, Verjährungsvorschriften so auszustalten, dass sie grundsätzlich jede Verjährung verhindern. Bei der Verjährung hängt schliesslich der Sinn der Strafverfolgung auch eng mit dem Sinn der Strafe zusammen. Eines der Ziele der Strafverfolgung ist die Besserung des Täters durch die Strafe. Dies wäre nicht mehr möglich, wenn sich die Persönlichkeit des Täters im Verlauf von Jahrzehnten bereits verändert hat. Der Antrag Tuena wurde in der Kommission mit 7 zu 18 Stimmen abgelehnt.

Schliesslich komme ich zur Minderheit Geissbühler, welche in Artikel 97 Absatz 1 die Verjährungsfristen für Taten, für welche die angeordnete Strafe drei oder mehr Jahre beträgt, um fünf und für andere Taten um drei Jahre erhöhen möchte. In Artikel 97 Absatz 5 will eine weitere Minderheit Geissbühler einfügen, dass die Verjährungsfrist ruht, sobald die Staatsanwaltschaft gegen eine bestimmte Person wegen eines genau umschriebenen Sachverhalts beim zuständigen Gericht Anklage erhoben hat. Die Minderheit Breyg möchte in Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe dbis neu, dass Taten, welche mit lebenslänglicher Freiheitsstrafe als Höchststrafe bedroht sind, nicht verjähren sollen.

Die Diskussion über die Verfolgungs- und Vollstreckungsverjährung ist, wie dies auch von der Frau Bundesrätin ausgeführt worden ist, emotional. Die Revision des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches, die auch das Verjährungsrecht betrifft, ist am 1. Januar 2007 in Kraft getreten. Am 1. Januar 2014 wurden bereits neue Verjährungsregeln mit längeren Verjährungsfristen für den unteren Deliktsbereich eingeführt. Auch durch die Unverjährbarkeits-Initiative wurden Verjährungsfristen erneut revidiert.

In der Kommission wurde auf die Geschäfte hingewiesen, die im Rahmen dieses Themas behandelt worden waren und auch in Zukunft auf uns warten. Das ist wie erwähnt diese Standesinitiative St. Gallen, welcher wir gestern mit ei-

ner knappen Mehrheit Folge gegeben haben, aber es sind auch andere Geschäfte. Das heisst, dass es uns bei diesem Thema nicht darum geht, hierüber nicht diskutieren zu wollen, sondern wir werden vielmehr auch in Zukunft mit diesem Thema beschäftigt sein. Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass eine Verjährung gerechtfertigt sei. Es kann nicht das Ziel sein, dass Verjährungsvorschriften so ausgestaltet sind, dass sie grundsätzlich jede Verjährung verhindern.

Ein weiteres Argument gegen diese Anträge war, dass neben einer Erhöhung der Verjährungsfristen nicht auch noch eine Verzögerung der Verfahren erwünscht sei. Das heisst, wenn wir hier die Verjährungsfristen verlängern oder die Verfahren hinauszögern, würde dies eigentlich zu einer Verletzung des Beschleunigungsgebots führen.

Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass man da auf die Beratung der hängigen Vorstöße warten sollte und dass hier im Rahmen der Vorlage zur Strafrahmenharmonisierung ein rascher Beschluss zu fassen ist. Alle diese Anträge wurden in der Kommission abgelehnt. Ich bitte Sie namens der Kommissionsmehrheit, den Anträgen der Mehrheit zuzustimmen.

Schliesslich noch ein Wort zum Einzelantrag Addor: Auch dieser Antrag wurde in der Kommission nicht behandelt. Dieser Antrag müsste unseres Erachtens wie erwähnt in der Vorlage 3 behandelt werden. Aber wir haben gesagt: "Feel free." Als Kommissionsberichterstatter werden wir hier im Sinne der Kohärenz jedoch die Ablehnung empfehlen, gerade auch wegen der Unverjährbarkeits-Initiative, die in diese Richtung geht.

Tuena Mauro (V, ZH): Frau Kommissions-Cosprecherin, wie Sie das vorhin selber sagten, Sie haben erklärt, dass die Kommission den Antrag der Minderheit Tuena zu Artikel 86 Absatz 6 ablehnte, weil nicht jede Verjährung verschärft werden solle. Wie kommt die Kommissionssprecherin zu so einer Aussage? Es steht doch in meinem Antrag klar: "Stellt das Gericht eine besondere Schwere des Verschuldens fest [...]" Gemeint ist also nicht jede Schwere des Verschuldens, die Regelung ist klar eingegrenzt. Ich möchte schon bitten, dass man das hier noch einmal präziser ausführt.

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Besten Dank, Herr Tuena, für Ihre Ausführungen. Es ist nicht so zu verstehen, dass es sich nur auf Ihren Antrag bezog, sondern ich habe erwähnt, dass Ihr Antrag eine differenzierte Diskussion ausgelöst hat und wir breit darüber diskutiert haben, weil das Thema eben auch emotional besetzt ist. Im Rahmen dieser Diskussion wurde sodann grundsätzlich über diese Verjährungsfristen diskutiert.

Glarner Andreas (V, AG): Geschätzte Kollegin Arslan, wenn jemand eine vorsätzliche Tötung begeht, eine Zwangsheirat erzwingt, sexuelle Handlungen mit Kindern vornimmt oder eine Brandstiftung begeht: Was spricht aus Ihrer Sicht dagegen, dass dieser Mensch nicht mehr in die Schweiz zurückkommen sollte?

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Danke für die Frage. Ich könnte zurückfragen: Was spricht dagegen, dass Menschen, die hier geboren und aufgewachsen sind, in einem solchen Fall nicht weiterhin hierbleiben dürfen, sondern dass sie ausgeschafft werden?

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Bevor wir über die Anträge befinden, weise ich Sie auf eine Besonderheit der vorliegenden Fahne hin. In sehr vielen Bestimmungen gelten die Änderungen nur für die französische Version der Fahne. Deswegen ist die französische Fahne fast hundert Seiten länger als die deutsche.

Ziff. 1 Art. 10 Abs. 3

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
... bis zu drei Jahren bedroht sind.

Ch. 1 art. 10 al. 3

Proposition de la minorité

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
... n'excéder pas trois ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 12 Absatz 3.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22989)

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

Dagegen ... 139 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 42

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Steinemann, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

Abs. 1

Das Gericht schiebt den Vollzug einer Geldstrafe bis zu 90 Tagessätzen oder einer Freiheitsstrafe von höchstens zwei Jahren in der Regel auf, wenn eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Täter von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.

Antrag der Minderheit III

(Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 1

Das Gericht schiebt den Vollzug einer Freiheitsstrafe von höchstens zwei Jahren in der Regel auf, wenn eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Täter von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 4

Eine bedingte Strafe ist mit einer Busse nach Artikel 106 zu verbinden.

Ch. 1 art. 42

Proposition de la majorité

Al. 1

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Steinemann, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

Al. 1

Le juge suspend en règle générale l'exécution d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au plus ou d'une peine privative de liberté de deux ans au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits.

Proposition de la minorité III

(Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Al. 1

Le juge suspend en règle générale l'exécution d'une peine privative de liberté de deux ans au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits.

Proposition de la minorité

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Al. 4

Le juge prononce, en plus d'une peine avec sursis, une amende conformément à l'article 106.

Abs. 1 – Al. 1

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmungen gelten auch für Ziffer 2 Artikel 36 Absatz 1.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22990)

Für den Antrag der Minderheit II ... 180 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 7 Stimmen
(3 Enthaltungen)*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/22991)

Für den Antrag der Mehrheit ... 110 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 79 Stimmen
(1 Enthaltung)*Dritte Abstimmung – Troisième vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/22992)

Für den Antrag der Mehrheit ... 106 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 83 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Abs. 4 – Al. 4

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 36 Absatz 4.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22993)

Für den Antrag der Minderheit ... 78 Stimmen

Dagegen ... 111 Stimmen
(1 Enthaltung)**Ziff. 1 Art. 44 Abs. 1***Antrag der Minderheit*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... eine Probezeit von vier bis acht Jahren.

Ch. 1 art. 44 al. 1*Proposition de la minorité*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... un délai d'épreuve de quatre à huit ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 38 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22994)

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

Dagegen ... 138 Stimmen
(0 Enthaltungen)**Ziff. 1 Art. 46 Abs. 1***Antrag der Minderheit*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... den bedingten Teil der Strafe. (Rest aufheben)

Ch. 1 art. 46 al. 1*Proposition de la minorité*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... ou le sursis partiel. (Abroger le reste)

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 40 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/22995)

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

Dagegen ... 139 Stimmen
(0 Enthaltungen)**Ziff. 1 Art. 66a***Antrag der Mehrheit*

Abs. 1

...

c. Unverändert

...

Antrag der Minderheit

(Reimann Lukas, Geissbühler, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Abs. 1 Bst. *kbis**kbis*. Diskriminierung und Aufruf zu Hass*Antrag Glarner*

Abs. 1

Das Gericht verweist den Ausländer, der wegen einer der folgenden strafbaren Handlungen verurteilt wird, unabhängig von der Höhe der Strafe für 5–15 Jahre aus der Schweiz:

- a. Verleitung und Beihilfe zum Selbstmord (Art. 115), strafbarer Schwangerschaftsabbruch (Art. 118 Abs. 1 und 2);
- b. Aussetzung (Art. 127), Gefährdung des Lebens (Art. 129), Angriff (Art. 134);
- g. Aufheben

h. Förderung der Prostitution (Art. 195), Pornografie (Art. 197 Abs. 4 zweiter Satz);

i. vorsätzliche Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase ohne verbrecherische Absicht (Art. 225 Abs. 1);

j. Aufheben

l. Aufheben

m. Verbrechen gegen die Menschlichkeit (Art. 264a), schwere Verletzungen der Genfer Konventionen vom 12. August 1949 (Art. 264c), andere Kriegsverbrechen (Art. 264d-264h)

Abs. 1bis

Das Gericht verweist den Ausländer, der wegen einer der folgenden strafbaren Handlungen verurteilt wird, unabhängig von der Höhe der Strafe dauerhaft aus der Schweiz:

- a. vorsätzliche Tötung (Art. 111), Mord (Art. 112), Totschlag (Art. 113);

b. schwere Körperverletzung (Art. 122), Verstümmelung weiblicher Genitalien (Art. 124 Abs. 1);

c. Zwangsheirat, erzwungene eingetragene Partnerschaft (Art. 181a), Menschenhandel (Art. 182), Freiheitsberaubung und Entführung (Art. 183), qualifizierte Freiheitsberaubung und Entführung (Art. 184), Geiselnahme (Art. 185);

d. sexuelle Handlungen mit Kindern (Art. 187 Ziff. 1), sexuelle Nötigung (Art. 189), Vergewaltigung (Art. 190), Schändung (Art. 191);

e. Brandstiftung (Art. 221 Abs. 1 und 2), vorsätzliche Verursachung einer Explosion (Art. 223 Ziff. 1 Abs. 1), Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase in verbrecherischer Absicht (Art. 224 Abs. 1), Herstellen, Verbergen, Weiterschaffen von Sprengstoffen und giftigen Gasen (Art. 226), Gefährdung durch Kernenergie, Radioaktivität und ionisierende Strahlen (Art. 226bis), strafbare Vorbereitungshandlungen (Art. 226ter), vorsätzliches Verursachen einer Überschwemmung oder eines Einsturzes (Art. 227 Ziff. 1 Abs. 1), vorsätzliche Beschädigung von elektrischen Anlagen, Wasserbauten und Schutzvorrichtungen (Art. 228 Ziff. 1 Abs. 1);

f. vorsätzliche Gefährdung durch gentechnisch veränderte oder pathogene Organismen (Art. 230bis Abs. 1), vorsätzliches Verbreiten menschlicher Krankheiten (Art. 231 Ziff. 1), vorsätzliche Trinkwasserverunreinigung (Art. 234 Abs. 1);
 g. strafbare Vorbereitungshandlungen (Art. 260bis Abs. 1 und 3), Beteiligung an oder Unterstützung einer kriminellen Organisation (Art. 260ter), Gefährdung der öffentlichen Sicherheit mit Waffen (Art. 260quater), Finanzierung des Terrorismus (Art. 260quinquies);
 h. Völkermord (Art. 264).

Abs. 2bis

Absatz 2 (Härtefallklausel) darf in den Fällen von Absatz 1bis nicht zur Anwendung kommen.

Ch. 1 art. 66a

Proposition de la majorité

Al. 1

...

c. Inchangé

...

Proposition de la minorité

(Reimann Lukas, Geissbühler, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Al. 1 let. kbis

kbis. Discrimination et incitation à la haine

Proposition Glarner

Al. 1

Le juge expulse de Suisse l'étranger qui est condamné pour l'une des infractions suivantes, quelle que soit la quotité de la peine prononcée à son encontre, pour une durée de cinq à quinze ans:

a. incitation et assistance au suicide (art. 115), interruption de grossesse punissable (art. 118 al. 1 et 2);

b. exposition (art. 127), mise en danger de la vie d'autrui (art. 129), agression (art. 134);

g. Abroger

h. encouragement à la prostitution (art. 195), pornographie (art. 197 al. 4 deuxième phrase);

i. emploi intentionnel, sans dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques (art. 225 al. 1);

j. Abroger

l. Abroger

m. crimes contre l'humanité (art. 264a), infractions graves aux conventions de Genève du 12 août 1949 (art. 264c), autres crimes de guerre (art. 264d à 264h);

Al. 1bis

Le juge expulse durablement de Suisse l'étranger qui est condamné pour l'une des infractions suivantes, quelle que soit la quotité de la peine prononcée à son encontre:

a. meurtre (art. 111), assassinat (art. 112), meurtre passionnel (art. 113);

b. lésions corporelles graves (art. 122), mutilation d'organes génitaux féminins (art. 124 al. 1);

c. mariage forcé, partenariat forcé (art. 181a), traite d'êtres humains (art. 182), séquestration et enlèvement (art. 183), séquestration et enlèvement qualifiés (art. 184), prise d'otage (art. 185);

d. actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187 ch. 1), contrainte sexuelle (art. 189), viol (art. 190), actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191);

e. incendie intentionnel (art. 221 al. 1 et 2), explosion intentionnelle (art. 223 ch. 1 al. 1), emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques (art. 224 al. 1), fabriquer, dissimuler et transporter des explosifs ou des gaz toxiques (art. 226), danger imputable à l'énergie nucléaire, à la radioactivité et aux rayonnements ionisants (art. 226bis), actes préparatoires punissables (art. 226ter), inondation, écroulement causés intentionnellement (art. 227 ch. 1 al. 1), dommages intentionnels aux installations électriques, travaux hydrauliques et ouvrages de protection (art. 228 ch. 1 al. 1);

f. mise en danger intentionnelle par des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes (art. 230bis al. 1), propagation intentionnelle d'une maladie de l'homme (art. 231 ch. 1) contamination intentionnelle d'eau potable (art. 234 al. 1);
 g. actes préparatoires délictueux (art. 260bis al. 1 et 3), participation ou soutien à une organisation criminelle (art. 260ter), mise en danger de la sécurité publique au moyen d'armes (art. 260quater), financement du terrorisme (art. 260quinquies);
 h. génocide (art. 264).

Al. 2bis

L'alinéa 2 (clause de rigueur) ne peut pas être appliqué aux cas visés à l'alinéa 1bis.

Abs. 1, 1bis – Al. 1, 1bis

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmungen gelten auch für Ziffer 2 Artikel 49a Absätze 1 und 1bis.

Erste Abstimmung – Premier vote
 (namentlich – nominatif; 18.043/22996)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen
 Für den Antrag der Minderheit ... 48 Stimmen
 (1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
 (namentlich – nominatif; 18.043/22997)

Für den Antrag der Mehrheit ... 138 Stimmen
 Für den Antrag Glarner ... 51 Stimmen
 (1 Enthaltung)

Abs. 2bis – Al. 2bis

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 49a Absatz 2bis.

Abstimmung – Vote
 (namentlich – nominatif; 18.043/22998)

Für den Antrag Glarner ... 51 Stimmen
 Dagegen ... 139 Stimmen
 (0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 86

Antrag der Minderheit

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Tuena, von Siebenthal)

Al. 5

... nach Absatz 1 fruestens nach 20, nach Absatz 4 fruestens nach 15 Jahren möglich.

Antrag der Minderheit

(Tuena, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, von Siebenthal)

Al. 6

Stellt das Gericht eine besondere Schwere des Verschuldens fest, so bestimmt es bei einer lebenslangen Freiheitsstrafe den fruestmöglichen Zeitpunkt für die bedingte Entlassung nach Absatz 1 nach Verbüßung von mindestens 30 Jahren. Absatz 4 ist nicht anwendbar.

Ch. 1 art. 86

Proposition de la minorité

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, von Siebenthal)

Al. 5

... peut intervenir au plus tôt après vingt ans dans le cas prévu à l'alinéa 1 et après quinze ans dans le cas prévu à l'alinéa 4.

Proposition de la minorité

(Tuena, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, von Siebenthal)

Al. 6

En cas de condamnation à vie, si le tribunal constate que la culpabilité est particulièrement grave, il décide que la libération conditionnelle au sens de l'alinéa 1 peut intervenir au plus tôt après 30 ans. L'alinéa 4 ne s'applique pas.

Abs. 5 – Al. 5**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 18.043/22999)

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen
 Dagegen ... 136 Stimmen
 (0 Enthaltungen)

Abs. 6 – Al. 6**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 18.043/23000)

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen
 Dagegen ... 137 Stimmen
 (1 Enthaltung)

Ziff. 1 Art. 97**Antrag der Minderheit**

(Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Abs. 1

- ...
 a. lebenslängliche Freiheitsstrafe ist: in 30 Jahren;
 b. eine Freiheitsstrafe von mehr als drei Jahren ist: in 20 Jahren;
 c. eine Freiheitsstrafe von drei Jahren ist: in 15 Jahren;
 d. eine andere Strafe ist: in 10 Jahren.

Abs. 5

Die Verjährungsfrist ruht, sobald die Staatsanwaltschaft gegen eine bestimmte Person wegen eines genau umschriebenen Sachverhalts beim zuständigen Gericht Anklage erhoben hat.

Ch. 1 art. 97**Proposition de la minorité**

(Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Al. 1

- ...
 a. par 30 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté à vie;
 b. par 20 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté de plus de trois ans;
 c. par 15 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté de trois ans;
 d. par 10 ans si la peine maximale encourue est une autre peine.

Al. 5

La prescription s'éteint dès que le ministère public a mis une certaine personne en accusation auprès du tribunal compétent pour un fait décrit précisément.

Abs. 1 – Al. 1

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 55 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23001)

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen
 Dagegen ... 140 Stimmen
 (0 Enthaltungen)

Abs. 5 – Al. 5

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 55 Absatz 5.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23002)

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen
 Dagegen ... 140 Stimmen
 (0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 101 Abs. 1**Antrag der Mehrheit****Bst. e**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bregy, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Bst. dbis

dbis. andere Taten, welche mit lebenslänglicher Freiheitsstrafe als Höchststrafe bedroht sind;

Antrag Addor**Bst. e**

e. ... wenn sie an Kindern unter 16 Jahren begangen wurden.

Ch. 1 art. 101 al. 1**Proposition de la majorité****Let. e**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bregy, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Let. dbis

dbis. les autres infractions possibles d'une peine privative de liberté à vie;

Proposition Addor**Let. e**

e. ... lorsqu'ils ont été commis sur des enfants de moins de 16 ans.

Développement par écrit

Entrée en vigueur le 1er janvier 2013, la clause d'imprécisibilité des infractions mentionnées à l'article 101 alinéa 1 lettre e CP est aujourd'hui un acquis. Elle ne protège toutefois que les mineurs très jeunes, à savoir les victimes âgées de moins de 12 ans. Cette limite ne correspond pas à la majorité sexuelle de 16 ans consacrée par diverses dispositions du chapitre des infractions contre l'intégrité sexuelle aussi bien que par l'article 97 alinéas 2 et 4 en matière, précisément, de prescription. Pourtant, l'expérience enseigne que bien souvent, les victimes ne parlent que longtemps après les abus qu'elles ont subis et trop souvent alors que la prescription ordinaire de l'action pénale telle que fixée par l'article 97 alinéa 2 et 4 CP est acquise. D'abord pour garantir une meilleure protection des mineurs victimes d'abus sexuels, mais aussi dans un souci de cohérence du système de répression de ce genre d'abus, il convient donc d'aligner le seuil fixé par l'article 101 alinéa 1 lettre e CP à celui de la majorité sexuelle. Dans la balance des intérêts, le devoir du législateur est en effet de se mettre d'abord du côté des victimes.

Bst. dbis – Let. dbis

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 59 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23003)

Für den Antrag der Minderheit ... 86 Stimmen
 Dagegen ... 96 Stimmen
 (5 Enthaltungen)

Bst. e – Let. e**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 18.043/23004)

Für den Antrag der Mehrheit ... 123 Stimmen
 Für den Antrag Addor ... 59 Stimmen
 (4 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 12 Abs. 3*Antrag der Minderheit*

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
... bis zu drei Jahren bedroht sind.

Ch. 2 art. 12 al. 3*Proposition de la minorité*

(Nidegger, Geissbühler, Guggisberg, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
... n'excédant pas trois ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Nidegger wurde bei Ziffer 1 Artikel 10 Absatz 3 abgelehnt.

Ziff. 2 Art. 36*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Steinemann, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

Abs. 1

Das Gericht schiebt den Vollzug einer Geldstrafe bis zu 90 Tagessätzen oder einer Freiheitsstrafe von höchstens zwei Jahren in der Regel auf, wenn eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Täter von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.

Antrag der Minderheit III

(Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 1

Das Gericht schiebt den Vollzug einer Freiheitsstrafe von höchstens zwei Jahren in der Regel auf, wenn eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Täter von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Abs. 4

Eine bedingte Strafe ist mit einer Busse nach Artikel 60c zu verbinden.

Ch. 2 art. 36*Proposition de la majorité**Ai. 1*

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ai. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Steinemann, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

Ai. 1

Le juge suspend en règle générale l'exécution d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au plus ou d'une peine privative de liberté de deux ans au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits.

Proposition de la minorité III

(Geissbühler, Guggisberg, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ai. 1

Le juge suspend en règle générale l'exécution d'une peine privative de liberté de deux ans au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits.

Proposition de la minorité

(Bregy, Aeschi Thomas, Geissbühler, Guggisberg, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ai. 4

Le juge prononce, en plus d'une peine avec sursis, une amende conformément à l'article 60c.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über die Anträge der verschiedenen Minderheiten wurde bei Ziffer 1 Artikel 42 Absätze 1 und 4 abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 2 Art. 38 Abs. 1***Antrag der Minderheit*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

Schiebt das Gericht den Vollzug einer Strafe ganz oder teilweise auf, so bestimmt es dem Verurteilten eine Probezeit von vier bis acht Jahren.

Ch. 2 art. 38 al. 1*Proposition de la minorité*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

Si le juge suspend totalement ou partiellement l'exécution d'une peine, il impartit au condamné un délai d'épreuve de quatre à huit ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Steinemann wurde bei Ziffer 1 Artikel 44 Absatz 1 abgelehnt.

Ziff. 2 Art. 40 Abs. 1*Antrag der Minderheit*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... den bedingten Teil der Strafe. (Rest aufheben)

Ch. 2 art. 40 al. 1*Proposition de la minorité*

(Steinemann, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Tuena, von Siebenthal)

... ou le sursis partiel. (Abroger le reste)

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Steinemann wurde bei Ziffer 1 Artikel 46 Absatz 1 abgelehnt.

Ziff. 2 Art. 49a*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

...

c. Unverändert

...

Antrag der Minderheit

(Reimann Lukas, Geissbühler, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Abs. 1 Bst. g

g. ... strafbare Vorbereitungshandlungen (Art. 171b), Diskriminierungen und Aufruf zu Hass (Art. 171c);

Antrag Glarner**Abs. 1**

Das Gericht verweist den Ausländer, der wegen einer der folgenden strafbaren Handlungen verurteilt wird, unabhängig von der Höhe der Strafe für 5–15 Jahre aus der Schweiz:

- a. Verleitung und Beihilfe zum Selbstmord (Art. 119);
- b. Angriff (Art. 128a);
- f. Aufheben

g. vorsätzliche Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase ohne verbrecherische Absicht (Art. 163 Abs. 1), qualifizierte Störung des öffentlichen Verkehrs (Art. 169a Ziff. 2), vorsätzliche Störung des Eisenbahnverkehrs (Art. 170 Abs. 1);

h. Verbrechen gegen die Menschlichkeit (Art. 109), schwere Verletzungen der Genfer Konventionen vom 12. August 1949 (Art. 111), andere Kriegsverbrechen (Art. 112–112d).

Abs. 1bis

Das Gericht verweist den Ausländer, der wegen einer der folgenden strafbaren Handlungen verurteilt wird, unabhängig von der Höhe der Strafe dauerhaft aus der Schweiz:

- a. vorsätzliche Tötung (Art. 115), Mord (Art. 116), Totschlag (Art. 117);
- b. schwere Körperverletzung (Art. 121);
- c. sexuelle Nötigung (Art. 153), Vergewaltigung (Art. 154), Schändung (Art. 155), sexuelle Handlungen mit Kindern (Art. 156 Ziff. 1);

d. Brandstiftung (Art. 160 Abs. 1 und 2), vorsätzliche Verursachung einer Explosion (Art. 161 Ziff. 1 Abs. 1 und 3), Gefährdung durch Sprengstoffe und giftige Gase in verbrecherischer Absicht (Art. 162 Abs. 1 und 3), Herstellen, Verbergen, Weiterschaffen von Sprengstoffen und giftigen Gasen (Art. 164), vorsätzliches Verursachen einer Überschwemmung oder eines Einsturzes (Art. 165 Ziff. 1 Abs. 1 und 3), vorsätzliche Beschädigung von elektrischen Anlagen, Wasserbauten und Schutzvorrichtungen (Art. 166 Ziff. 1 Abs. 1), vorsätzliches Verbreiten menschlicher Krankheiten (Art. 167 Ziff. 1), vorsätzliche Trinkwasserunreinigung (Art. 169 Abs. 1), strafbare Vorbereitungshandlungen (Art. 171b);

e. Völkermord (Art. 108).

Abs. 2bis

Absatz 2 (Härtefallklausel) darf in den Fällen von Absatz 1bis nicht zur Anwendung kommen.

Ch. 2 art. 49a*Proposition de la majorité***Al. 1**

...

c. Inchangé

...

Proposition de la minorité

(Reimann Lukas, Geissbühler, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Al. 1 let. g

g. ... actes préparatoires délictueux (art. 171b), discrimination et incitation à la haine (art. 171c);

*Proposition Glarner***Al. 1**

Le juge expulse de Suisse l'étranger qui est condamné pour l'une des infractions suivantes, quelle que soit la quotité de la peine prononcée à son encontre, pour une durée de cinq à quinze ans:

a. incitation et assistance au suicide (art. 119);

b. agression (art. 128a);

f. Abroger

g. emploi intentionnel, sans dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques (art. 163 al. 1), entrave qualifiée de la circulation publique (art. 169a ch. 2), entrave intentionnelle au service des chemins de fer (art. 170 al. 1);

h. crimes contre l'humanité (art. 109), infractions graves aux conventions de Genève du 12 août 1949 (art. 111), autres crimes de guerre (art. 112 à 112d).

Al. 1bis

Le juge expulse durablement de Suisse l'étranger qui est condamné pour l'une des infractions suivantes, quelle que soit la quotité de la peine prononcée à son encontre:

- a. meurtre (art. 115), assassinat (art. 116), meurtre passionnel (art. 117);
- b. lésions corporelles graves (art. 121);
- c. contrainte sexuelle (art. 153), viol (art. 154), actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 155), actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 156, ch. 1);
- d. incendie intentionnel (art. 160 al. 1 et 2), explosion intentionnelle (art. 161 ch. 1 al. 1 et 3), emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques (art. 162 al. 1 et 3), fabriquer, dissimuler et transporter des explosifs ou des gaz toxiques (art. 164), inondation, écroulement causés intentionnellement (art. 165, ch. 1 al. 1 et 3), dommages intentionnels aux installations électriques, travaux hydrauliques et ouvrages de protection (art. 166 ch. 1 al. 1), propagation intentionnelle d'une maladie de l'homme (art. 167 ch. 1), contamination intentionnelle d'eau potable (art. 169 al. 1), actes préparatoires délictueux (art. 171b);
- e. génocide (art. 108).

Al. 2bis

L'alinéa 2 (clause de rigueur) ne peut pas être appliqué aux cas visés à l'alinéa 1bis.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Reimann Lukas und über den Antrag Glarner wurde bei Ziffer 1 Artikel 66a abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 2 Art. 55***Antrag der Minderheit*

(Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Al. 1

...

- a. lebenslängliche Freiheitsstrafe ist: in 30 Jahren;
- b. eine Freiheitsstrafe von mehr als drei Jahren ist: in 20 Jahren;
- c. eine Freiheitsstrafe von drei Jahren ist: in 15 Jahren;
- d. eine andere Strafe ist: in 10 Jahren.

Abs. 5

Die Verjährung ruht, sobald gegen eine bestimmte Person wegen eines genau umschriebenen Sachverhalts beim zuständigen Gericht Anklage erhoben wurde.

Ch. 2 art. 55*Proposition de la minorité*

(Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Al. 1

...

- a. par 30 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté à vie;
- b. par 20 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté de plus de trois ans;
- c. par 15 ans si la peine maximale encourue est une peine privative de liberté de trois ans;
- d. par 10 ans si la peine maximale encourue est une autre peine.

Al. 5

La prescription s'éteint dès que le ministère public a mis une certaine personne en accusation auprès du tribunal compétent pour un fait décrit précisément.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Geissbühler wurde bei Ziffer 1 Artikel 97 abgelehnt.

Ziff. 2 Art. 59 Abs. 1*Antrag der Mehrheit***Bst. e**

e. Streichen

Antrag der Minderheit

(Bregy, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Bst. dbis

dbis. andere Taten, welche mit lebenslänglicher Freiheitsstrafe als Höchststrafe bedroht sind;

Ch. 2 art. 59 al. 1

Proposition de la majorité

Let. e

e. Biffer

Proposition de la minorité

(Bregy, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, von Siebenthal)

Let. dbis

dbis. les autres infractions possibles d'une peine privative de liberté à vie;

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Bregy wurde bei Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe dbis abgelehnt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Block 2 – Bloc 2

Entwurf 1: Einzelne Straftaten, Teil I

Projet 1: Dispositions spéciales, part I

Funiciello Tamara (S, BE): Ich werde sowohl das Fraktionsvotum zum zweiten Block halten als auch meine Minderheitsanträge zu den Artikeln 111, 112, 113 und 117 vertreten.

Erstens möchte ich Sie bitten, alle Minderheitsanträge Bregy abzulehnen. Das Mitführen von Sprengstoff ist bereits heute strafbar. Die Formulierung, die Kollege Bregy vorschlägt, würde dazu führen, dass erst die Anwendung dieses Sprengstoffs und somit das Auslösen einer Explosion strafrechtlich relevant wäre. Dies lehnen wir aus logischen Gründen ab.

Zweitens bitte ich Sie, die Minderheitsanträge Steinemann und Tuena abzulehnen, weil sie zu einer Einschränkung des richterlichen Ermessens führen sowie die präventive Wirkung der Geldstrafe durch deren Abschaffung, die in diesen Anträgen gefordert wird, einschränken würden.

Drittens bitte ich Sie, bei den Artikeln 171 und 171bis die Minderheitsanträge Nidegger abzulehnen und der Mehrheit und somit dem Bundesrat zu folgen. Denn es ist für uns nicht ersichtlich, wieso im Rahmen eines Konkurs- und Betreibungsverbrechens nach dem Begehen des Verbrechens im Falle einer Mithilfe der beschuldigten Person, den Schaden zu verkleinern, eine Strafbefreiung erfolgen soll.

Nun noch zu meinen Minderheitsanträgen Funiciello bei den Artikeln 111, 112, 113 und 117: Die Website "stoppfemizid.ch" versucht, aufgrund von Berichterstattungen Femizide in der Schweiz festzuhalten. Stand heute sind es dieses Jahr 13 Femizide, die wir zu beklagen haben – 13 Femizide. Anfang Jahr berichteten Schweizer Medien, dass es doppelt so viele Frauenmorde gegeben hat wie letztes Jahr. Denn trotz der Warnungen der Opferhilfestellen haben weder Bund noch Kantone genügend unternommen, um Gewalt gegen Frauen während, aber auch nach der Corona-Pandemie einzudämmen. Für diese 13 Frauen ist es nun zu spät.

Die vorliegenden Minderheitsanträge wollen, dass Femizide, also Tötungen von Frauen und Mädchen durch Männer aufgrund ihres Geschlechts, zumindest statistisch erfasst und auch als solche benannt werden. Dies aus mehreren Gründen:

1. Sprache ist Macht, und Sprache schafft Realitäten. Heute wird gerade in den Medien zu häufig von "Familiedramen" gesprochen, wenn es sich um Femizide handelt. Wenn wir den Begriff in unser Strafgesetzbuch aufnehmen, haben wir einen korrekten Begriff, um diese spezifische Konstellation von Morden richtig zu benennen. Solche Morde haben nichts mit Liebe und nichts mit Drama zu tun, sondern mit Hass und Gewalt. Das sollten wir auch so benennen.

2. Wir haben ein Problem mit unserer Statistik. Heute wird in der Kriminalstatistik nur ein Teil der Femizide erfasst, nämlich jene, die im häuslichen Rahmen stattfinden. Solche, die von Verwandten oder Expartnern begangen werden, bei denen kein häuslicher Kontext besteht, werden nicht erfasst. Das gilt auch bei Tötungen durch Unbekannte aufgrund von Hass auf Frauen, also Misogynie. Frauenhass gehört in unser Strafrecht, denn es ist ein Motiv für Gewalt. Je schneller wir das erkennen, desto besser können wir endlich handeln.

3. Die Istanbul-Konvention, die wir ratifiziert haben, verlangt, dass Femizide nicht weniger hart bestraft werden als andere Tötungsdelikte. Aus der Beantwortung der Interpellation Funiciello 21.3302 geht aber hervor, dass es heute nicht möglich ist zu verifizieren, ob dies nun der Fall ist oder nicht. Wenn wir aber Femizide systematisch weniger hart bestrafen würden als andere Tötungsdelikte, wäre das problematisch. Es besteht der Verdacht, dass Femizide als Verbrechen aus Leidenschaft, wie es zum Beispiel auch im französischen Text genannt wird, abgetan werden und die Täter somit weniger hart bestraft werden. Ob sich dieser Verdacht erhärtet, können wir nicht sagen, weil wir die Zahlen nicht haben, wie es der Bundesrat selbst zugibt. Das müssen wir ändern.

Femizide, Frauenhass, strukturelle Gewalt sind eine Realität in dieser Gesellschaft. Je eher wir das erkennen, je eher wir das in unseren Gesetzen verankern, desto mehr Leid können wir verhindern. Jeder Femizid, jeder Fall von häuslicher Gewalt, jede sexuelle Belästigung im öffentlichen Raum fußt auf der strukturellen Diskriminierung von Frauen in dieser Gesellschaft. Somit bedeutet jeder Fall von Gewalt an Frauen ein Versagen der gesamten Gesellschaft und somit auch des Staates, indem wir es nicht schaffen, Frauen vor dieser Gewalt zu schützen.

Wir können uns ja einmal überlegen, ob es nicht sinnvoller wäre, ein bisschen weniger Energie in Durchsuchungen bei 18-jährigen Klimaaktivistinnen zu investieren und ein bisschen mehr in den Kampf gegen Frauenhass. Manche Leute finden diese Haltung extrem. Nun, ich bitte Sie heute um nichts Geringeres, als gemeinsam mit mir für die Frauen in diesem Land ein bisschen extrem zu sein.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Ich werde für die Minderheit und für die Fraktion gleichzeitig sprechen.

Wenn ein Parlament – diese Vorbemerkung sei mir erlaubt – am Dienstag einer Standesinitiative zustimmt und am Mittwoch, am Tag darauf, die entsprechende Gesetzesänderung ablehnt, dann ist das wankelmüttig. Seit gestern hat sich in der Frage der Verjährung nichts geändert. Enttäuschend ist, dass wir heute den Beweis ein weiteres Mal nicht erbracht haben, dass wir unseren ersten Intentionen Folge leisten wollen.

Ich beginne mit meinem Minderheitsantrag zu Artikel 139 Ziffer 2. Ich muss gleich meine Kollegin, Frau Funiciello, korrigieren. Es geht hier nicht um den Explosionstatbestand. Diesbezüglich besteht kein Minderheitsantrag, sondern bei meinem Minderheitsantrag geht es um die Frage der Systematik der Gewerbsmässigkeit. Der Bundesrat hat die Systematik bei der Gewerbsmässigkeit vereinfacht. Der Ständerat hat dies bestätigt. Meine Minderheit will das Gleiche. Was heißt das?

Die Gewerbsmässigkeit wird neu einheitlich geregelt, und zwar in Artikel 139 Ziffer 3. Aus diesem Grund wird Ziffer 2 aufgehoben. Das bedeutet nichts anderes, als dass alle Qualifikationen zukünftig gleich geregelt werden. Damit besteht erstens eine bessere Lesbarkeit und auch eine Vereinfachung. Wenn wir Artikel 139 anschauen, dann sehen wir zweitens, dass dies auch zu einer Erhöhung des Strafmaßes führt. Bis anhin war das Strafmaß eine Geldstrafe von mindestens 90 Tagessätzen oder eine Freiheitsstrafe von bis zu zehn Jahren. Neu wäre es eine Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis zu zehn Jahren. Ich lade bei dieser Bestimmung auch die SVP-Fraktion ein, gemeinsam mit der FDP-Liberalen Fraktion und der Mitte-Fraktion der Erhöhung des Strafmaßes zuzustimmen.

Die Mitte-Fraktion lehnt im Übrigen alle anderen Minderheitsanträge ab. Zu den Minderheitsanträgen Funiciello ist zu sa-

gen, dass sich die Mitte-Fraktion klar dagegenstellt, Regeln für Statistiken ins Gesetz aufzunehmen.

Zu den Minderheitsanträgen Tuena: Diese haben eine gewisse Berechtigung. Aber grundsätzlich ist das Streichen der Geldstrafe in der Konzeption schlicht und einfach falsch. Es ist eine zu starke Einschränkung der Richter. In gewissen Fällen macht eine Geldstrafe durchaus Sinn. Das ist vom Gesetzgeber so gewollt.

Zu guter Letzt zum Minderheitsantrag Geissbühler zu Artikel 181a Absatz 1bis: Auch wenn wir den Bedarf einer Verbeserung bei Zwangsheiraten anerkennen, so ist eine Beweislastumkehr im Strafrecht doch ein völlig falscher Weg. Das würde die Grundkonzeption des Strafrechts ändern.

In diesem Sinne ersuche ich Sie, bei Artikel 139 dem Antrag der Minderheit zuzustimmen und damit in diesem Bereich eine leichte Straferhöhung vorzunehmen. Insbesondere ersuche ich Sie aber, der erleichterten Systematik des Bundesrates zu folgen und alle anderen Minderheitsanträge abzulehnen.

Und ja, ich beantworte die Frage von Frau Funiciello gerne.

Funiciello Tamara (S, BE): Herr Kollege Bregy, eine Frage: Sie haben gesagt, Sie seien gegen Statistiken im Strafgesetzbuch. Jetzt ist es so, dass wir bezüglich der straffreien Abtreibung auch einen Artikel darin haben, der besagt, dass man das in den Kantonen statistisch festhalten soll, um es dann weiterzugeben. Sind Sie dann auch bereit, diesen Artikel dort herauszustreichen und einen entsprechenden Antrag einzureichen, wenn Sie gegen Statistiken im Strafgesetzbuch sind?

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehr geehrte Frau Funiciello, es ist schön, dass Sie die Fragen immer zweimal stellen; Sie haben diese Frage schon in der Kommission gestellt.

Wenn ich gegen Statistiken im Strafgesetzbuch bin, bin ich das dort in allen Bereichen. Aber es ist nicht an mir, diesen Antrag zu stellen. Sie können das selbstverständlich machen.

Tuena Mauro (V, ZH): Ich erlaube mir, die beiden Anträge, jenen zur Sachbeschädigung und jenen zur Datenbeschädigung, zusammenzunehmen.

Nun, ich höre da sonderbare Sachen. Frau Funiciello und auch Herr Bregy sagen, es sei vom Gesetzgeber gewollt, dass hier Geldstrafen möglich sind. Ich möchte Ihnen in Erinnerung rufen, dass wir in diesem Fall der Gesetzgeber sind und selbstverständlich die Kompetenz haben, hier Änderungen vorzunehmen. Ich möchte Ihnen den Antrag, den ich Ihnen hier unterbreite, noch einmal vorlesen, vielleicht haben Sie ihn nicht richtig gelesen: "Hat der Täter einen grossen Schaden verursacht, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren bestraft."

Bei diesem Antrag geht es nicht darum, dass finstere Chaoten oder dunkle Gestalten die Autopneus von Tuenas Auto zerstechen oder die Hauswand meiner Mietwohnung versprøyen. Darum geht es nicht, sondern es geht darum, dass grosser Sachschaden verursacht wird. Ich möchte Ihnen sagen, bei solchen Sachschäden sind es Privatpersonen oder die öffentliche Hand, die das bezahlen müssen. Ich denke da zum Beispiel an Demonstrationen, an eigentliche Saubannerzüge. Da muss ich Ihnen schon sagen, da leidet mein Verständnis, wenn Sie sagen, es reiche hier, wenn wir eine Geldstrafe geben. Denn meistens lachen diese häufig jungen Leute und sagen: "Ja, das ist kein Problem, mein Vater bezahlt dann diese Busse schon."

Bezüglich der Datenbeschädigung kann ich Ihnen gerade in dieser Zeit, in der sehr viele Hackerangriffe stattfinden, sagen, dass das dann enorme Schäden sind. Ich möchte Sie davor warnen, dass man solche Dinge bagatellisiert. Solche Dinge dürfen nicht bagatellisiert werden, sondern es soll ein klares Zeichen unseres Parlamentes ausgesendet werden: Solche Sachschäden, solche Datenbeschädigungen werden hart bestraft und sind keine Kavaliersdelikte.

Ich möchte Sie dringend bitten, diese beiden Minderheitsanträge zu unterstützen.

Präsidentin (Kälin Irène, erste Vizepräsidentin): Herr Nidegger verzichtet auf ein Votum zu seinem Minderheitsantrag.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Beim Antrag meiner Minderheit in diesem Block geht es um die Kinder- und Zwangsehen. Ich möchte Artikel 181a StGB mit einem neuen Absatz 1bis ergänzen. Er lautet: "Ist die betroffene Person zum Zeitpunkt des Eingangs der Ehe oder der Eintragung der Partnerschaft unter 18 Jahre alt, wird die Nötigung bis zum Beweis des Gegenteils vermutet."

Wir wissen, dass im Zuge der immer stärkeren Zuwanderung aus fremden Kulturschichten Kinder- und Zwangsehen in der Schweiz keine Seltenheit mehr sind. Manchmal werden sie erkannt, oft aber auch vertuscht. Von Kinderehen sprechen wir, wenn bei einer Eheschliessung ein Ehepartner, zumeist die Frau, minderjährig ist, was nach Schweizer Recht verboten ist.

Es ist deshalb sehr wichtig, dass wir hier eine Beweislastumkehr vornehmen. Die Mädchen stehen praktisch immer unter dem Einfluss der Eltern oder des Ehemanns. Sie wissen oft nicht, dass sie in der Schweiz mit 18 Jahren selber entscheiden können, wen sie heiraten wollen. Diese Mädchen sind es von ihrem Herkunftsland her gewohnt, dass die Eltern ihre Ehe arrangieren, oft bevor die Mädchen 18 Jahre alt sind. Mit der Umkehr der Beweislast könnten wir auch Einfluss im Zusammenhang mit dem sexuellen Schutzalter für Unter-16-Jährige nehmen und diese Mädchen vor sexuellem Missbrauch schützen.

Bei der Fachstelle Zwangsheirat werden die Zahlen der Meldungen bezüglich Heiraten mit Minderjährigen leider nicht mehr aufgeführt. Im Jahr 2016 waren es 185 Meldungen, 2017 nur noch 107. Es wird vermutet, dass die Zahlen heute in etwa gleich hoch sind. In unserem Land muss das gelende Gesetz, wie das sexuelle Schutzalter für Unter-16-Jährige und die Eheschliessung erst ab 18 Jahren, eingehalten werden.

Ich bitte Sie, diesen neuen Absatz zum Schutz dieser Mädchen aufzunehmen.

Präsidentin (Kälin Irène, erste Vizepräsidentin): Frau Steinemann begründet den Antrag ihrer Minderheit und äussert sich zugleich für die SVP-Fraktion.

Steinemann Barbara (V, ZH): Frau Funiciello möchte eine statistische Erfassung von Femiziden. Diese Forderung, das mag Sie erstaunen, teilt die SVP grundsätzlich. Wir möchten aber mehr erfassen als nur die Tötung von Frauen. Wir möchten auch die Erfassung der näheren Umstände sowie Zahlen, Daten und Hintergründe bei anderen Delikten gegen Frauen, etwa bei Delikten gegen die sexuelle Integrität, oder bei den stark steigenden Gewaltdelikten gegen Behörden und Beamte. Ganz generell würden wir uns bei allen Gewaltdelikten mehr statistische Informationen wünschen. Allerdings wären solche formellen Vorschriften im materiellen Strafrecht an einem denkbar ungünstigen Ort angesiedelt. Die Erfassung von Frauentötungen gehört woanders hin.

Von jeher haben Lebensgefährten, Expartner, männliche Familienmitglieder oder nähere Bekannte Frauen getötet. Der Staat hat hier unglaublich aufgerüstet. Allein im Kanton Zürich sind mehr als 210 Polizeipersonen rund ums Thema häusliche Gewalt tätig.

Wir wollen das Motiv ausgewiesen haben, und wir wollen den Hintergrund der Täter kennen. Wir wollen diese Informationen ohne Rücksicht auf politische Korrektheit. Nur so ist es möglich, eine ehrliche Präventionsarbeit zu leisten und die Gefahren für die Frauen zu verringern.

Gemäss Ziffer 1 Artikel 144 Absatz 3 und Ziffer 2 Artikel 134 Absatz 3 wirkt sich ein grosser Schaden, der bei Sachbeschädigungen angerichtet wurde, strafverschärfend aus. Der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen wollen aber die heutige Mindeststrafe von einem Jahr aufgeben. Damit wird der Spielraum der Richter und Staatsanwälte erweitert, und zwar gegen unten. Die Minderheit Tuena will die Mindeststrafe von einem Jahr für Sachbeschädigung mit grossem Schaden beibehalten. Bitte stimmen Sie diesem Minderheitsantrag zu.

Bei Ziffer 1 Artikel 144bis Absatz 1 beantragen Bundesrat und Kommissionsmehrheit bezüglich Datenbeschädigungen dasselbe. Die Mindeststrafe von einem Jahr für das Anrichten grosser Schäden soll gemäss dem Antrag der Minderheit Tuena beibehalten werden. Auch hier ist eine Schonung der Täter fehl am Platz.

In der Schweiz ist eine Heirat erst ab dem 18. Altersjahr möglich, es sei denn, der gesetzliche Vertreter oder der Vormund stimme der Ehe zu. Auch die Fachstelle Zwangsheirat wünscht sich, dass Eheschliessungen mit Minderjährigen in der Schweiz nicht anerkannt werden, auch nicht nachträglich. Bei diesem Ansinnen kommen wir mit dem Antrag der Minderheit Geissbühler einen grossen Schritt weiter. Bisher hat es sich der Staat bequem gemacht und diese immer im Ausland geschlossenen Ehen unter Minderjährigen einfach hier anerkannt. Damit ist aber das Problem für das Opfer nicht gelöst, vielmehr ist im Gegenteil das Delikt dahinter sogar noch staatlich legalisiert. Frau Geissbühler möchte mit einem neuen Absatz 1bis in Artikel 181a StGB klarstellen, dass bei jeder Eheschliessung mit Beteiligung einer unter-18-jährigen Person eine Nötigung angenommen wird. Wer im Kindesalter geheiratet hat und diese Ehe bei Erreichen der Volljährigkeit immer noch will, kann in der Schweiz jederzeit eine neue Ehe nach Schweizer Recht eingehen. Wenn ein Mädchen mit 13 heiratet, ist es immer eine Zwangsehe – so die Vermutung, die hier festgeschrieben werden soll.

Schliesslich soll Artikel 259 StGB geändert werden. Diese Bestimmung regelt die öffentliche Aufforderung zu Verbrechen oder zu Gewalttätigkeit. Die heute vorgesehenen Strafen sind Freiheitsstrafen bis zu drei Jahren oder Geldstrafen. Der Lehre und Rechtsprechung zufolge muss die Aufforderung eine gewisse Eindringlichkeit aufweisen, "die geeignet ist, Stimmungen und Triebe der Masse zu beeinflussen". Ebenso erfüllen "mit zurückhaltender Sachlichkeit getroffene blosse Feststellungen, im Gesamten der Ausführungen nicht ins Gewicht fallende Bemerkungen oder nach der Art des Vortrags nicht ernst zu nehmende Aussagen" den Tatbestand nicht, denn sie sind "erfahrungsgemäss nicht oder wenig geeignet, eine Masse stimmungsmässig in Bewegung zu setzen". Mit anderen Worten: Heute ist schon eine grosse kriminelle Energie erforderlich, um aufgrund von Artikel 259 StGB verurteilt zu werden. Eine milde Sanktion wie die Geldstrafe ist hier nicht adäquat.

Bitte stimmen Sie meinem Minderheitsantrag zu, die Geldstrafe für dieses Vergehen und Verbrechen zu streichen.

Walder Nicolas (G, GE): Les Verts vous appellent à suivre la minorité Funiciello proposant que, pour les différents crimes et délits, les féminicides soient comptabilisés séparément de manière à pouvoir tenir des statistiques. Cette demande fait pleinement écho au postulat de notre collègue Maya Graf qui s'intitule, "Stop aux féminicides dans le contexte domestique en Suisse. Rapport sur les causes et liste de mesures". Ce postulat donnera lieu à une étude qui devrait être publiée au second semestre de cette année. Elle fait aussi parfaitement sens, sachant que pour combattre un crime, encore faut-il connaître son ampleur et les formes qu'il prend. C'est d'autant plus important que les féminicides sont en augmentation partout à travers le monde et que les femmes sont les premières victimes de violences, qu'elles soient conjugales ou sociétales. Soutenir cette proposition de minorité serait un signe très positif qui montrerait que notre Parlement prend toute la mesure de l'importance de mieux identifier et donc de mieux combattre ce fléau que sont les féminicides.

Nous nous opposerons par contre à la minorité Geissbühler, à l'article 181a, qui entend créer une présomption qu'un mariage est forcé si au moins une des personnes est mineure. Si les mariages forcés sont souvent liés à des féminicides et doivent être combattus avec véhémence, cette proposition va beaucoup trop loin et violerait le principe de présomption d'innocence. Partir du principe que tous les mariages impliquant des mineurs sont forcés ne tient pas compte de la diversité des législations et coutumes à travers le monde et pourrait avoir des effets très négatifs pour les personnes que cette minorité entend pourtant protéger.

Nous rejeterons également dans ce bloc 2 toutes les minorités, comme la minorité Bregy, à l'article 139 alinéa 2 et autres concernant la circonstance aggravante pour les infractions contre le patrimoine commises par métier. Malgré une volonté de corriger une situation initiale très insatisfaisante, cette minorité, qui reprend la position du Conseil fédéral, ne ferait au final que rajouter des incohérences. Dès lors, il nous semble important de soutenir la majorité de notre commission, afin qu'une divergence perdure avec le Conseil des Etats et qu'une solution plus aboutie puisse être trouvée lors des travaux de la Conférence de conciliation.

Nous rejeterons également les deux minorités Tuena, qui visent, entre autres, à exclure la possibilité de peines pécuniaires en cas de dommages à la propriété. Nous les rejeterons tout comme la minorité Steinemann à l'article 259, laquelle vise, entre autres, à renforcer les peines. Ces dernières ne pourraient être que privatives de liberté en cas d'incitation au crime. Nous arriverions ici à une situation incohérente, où l'incitation pourrait être plus sévèrement punie que le crime lui-même, et cela pourrait potentiellement porter atteinte à la liberté d'expression.

Finalement, nous rejeterons la minorité Nidegger à l'article 171, qui vise à maintenir le droit actuel prévoyant une circonstance atténuante pour les délits commis dans le cadre d'une faillite. Nous pensons, comme le Conseil fédéral, que s'il existe une règle générale concernant les circonstances atténuantes, il n'y a pas de raison de maintenir une exception ici. Je soulignerai quand même que si le durcissement des sanctions sert de fil rouge à la majorité des propositions du groupe UDC, les crimes en col blanc bénéficient sur ses bancs de bien plus d'empathie et d'humanité.

Vous l'aurez compris, les Verts vous appellent à rejeter toutes les propositions de minorité déposées dans le cadre de ce bloc, à l'exception de la minorité Funiciello, que je vous demande bien sûr de soutenir.

Markwalder Christa (RL, BE): Auch in Block 2 bitte ich Sie, überall der Mehrheit zu folgen, außer bei Artikel 139: Hier sollten Sie die Minderheit Bregy unterstützen.

So tragisch das Phänomen der vielen Femizide in der Schweiz ist, es braucht hier keine gesetzliche Grundlage für die statistische Erhebung dieser verwerflichen Morde an Frauen. Wir kennen das Instrument der polizeilichen Kriminalstatistik, wo bei Gewaltstraftaten das Geschlecht der geschädigten Person sowie die Beziehung zwischen der geschädigten und der beschuldigten Person ausgewiesen wird. Zusätzlich führt das Bundesamt für Statistik mit Unterstützung des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann eine Zusatzerhebung mit den Kantonen durch, die auf die Jahre 2019 bis 2024 angelegt ist. Derzeit wird aufgrund des Postulates Graf Maya 19.3618, "Stop der Tötungsdelikte an Frauen im häuslichen Umfeld. Bericht zur Ursachenforschung und Massnahmenkatalog gegen Femizide in der Schweiz", eine Studie zu den Ursachen von Tötungsdelikten im häuslichen Umfeld sowie zu Präventionsmöglichkeiten erarbeitet, die später in diesem Jahr erscheinen soll.

Aus diesen Gründen brauchen wir hier keine systemfremden Artikel als gesetzliche Grundlagen für die Erstellung solcher Statistiken.

Bei Artikel 139 unterstützen wir die Minderheit Bregy, die dem neuen Phänomen der Bankautomatsprengungen begegnen will. Auch wenn das Mitführen oder Einsetzen von Sprengstoff ohnehin zu einer Qualifikation und zur Erfüllung weiterer Tatbestände führt, sind wir dennoch der Ansicht, dass diese Ergänzung hier sinnvoll ist. Deshalb unterstützen wir diese Minderheit Bregy.

Bei Artikel 144 möchte die Minderheit Tuena die Geldstrafe bei Sachbeschädigungen aus dem Gesetz streichen. Wie schon in Block 1 erwähnt, sieht unsere Fraktion den pönalen Charakter der Geldstrafe als sinnvoll und wirkungsvoll an, da sie ebenfalls eine generalpräventive Wirkung hat. Gera de bei Sachbeschädigungen wäre es deplatziert, diese Straf form aus dem Gesetz zu streichen.

Dasselbe gilt für das Streichen der Geldstrafe bei Datenbeschädigung. Auch wenn es sich dabei um grosse Schaden-

summen handeln kann – da stimmen wir mit Herrn Tuena überein –, kann es nicht sein, dass dafür keine Geldstrafe mehr möglich sein soll.

Auch bei Artikel 171 bitten wir Sie, der Mehrheit zu folgen und diese beiden Tatbestände aufzuheben, da wir mit Artikel 53 bezüglich Strafbefreiung seit dem 1. Juli 2019 eine geänderte Norm im Allgemeinen Teil in Kraft haben, die diese beiden Artikel überflüssig macht, sodass diese potenziell für mehr Verwirrung als für mehr Klarheit sorgen.

Den Antrag der Minderheit Geissbühler, bei dem die Vermutung aufgestellt wird, dass jede Ehe von Minderjährigen eine Zwangsehe sei, womit sie also unter den Nötigungstatbestand fällt, lehnen wir ab. Eine solche Beweislastumkehr ist nicht nur systemfremd, sondern sie widerspricht auch der Unschuldsvermutung, wie sie in Artikel 32 Absatz 1 der Bundesverfassung und in Artikel 10 Absatz 1 der Strafprozessordnung verankert ist. Nach diesem Grundsatz muss der Staat den Nachweis erbringen, dass jemand eine Straftat begangen hat. Es muss nicht die beschuldigte Person nachweisen, dass sie kein Delikt begangen hat.

Auch den letzten Minderheitsantrag in diesem Block, jenen der Minderheit Steinemann, der wiederum die Geldstrafe als Sanktion bei der öffentlichen Aufforderung zu Verbrechen oder zur Gewalttätigkeit aus der Norm streichen will, lehnen wir ab.

Ich bitte Sie also, ausser bei der Minderheit Bregy zu Artikel 139 überall der Mehrheit zu folgen.

Flach Beat (GL, AG): Entgegen den Ausführungen meiner Vorrednerin ist es bei uns noch einfacher: Folgen Sie einfach überall der Mehrheit der Kommission – ohne Ausnahme. Ich komme zu einigen Einzelpunkten in diesem Block:

Einer der Punkte betrifft die Minderheit Funicello, die im Strafgesetzbuch festhalten will, dass Femizide, also die Tötung von Frauen durch Männer, weil sie Frauen sind, zu statistischen Zwecken separat erfasst werden sollen. Alle zwei Wochen wird in der Schweiz statistisch gesehen eine Frau ermordet. Das ist ein gesellschaftliches Problem, das wir haben und das wir angehen müssen. Wenn wir nun diese Zahlen anschauen und gerade in Covid-19-Zeiten feststellen, dass häusliche Gewalt nicht ab-, sondern zugenommen hat und dass der Graubereich gross ist und vielleicht erst noch aufgedeckt wird, dann glaube ich, dass die Schweiz als das reichste Land der Welt hier ganz bestimmt Aufgaben hat, die sie angehen muss. Es ist nicht hinzunehmen, dass Frauen durch häusliche Gewalt, durch ihre Männer, ihre Freunde, Verwandte usw., umgebracht werden. Das ist schlicht und ergreifend nicht hinzunehmen. Ein modernes Land wie die Schweiz darf dem nicht tatenlos zusehen.

Die Grünliberalen stehen ganz klar hinter jeglicher Massnahme, die diese Problematik bekämpft, aber: Das gehört nicht ins Strafgesetzbuch. Auch wenn Frau Funicello mit Recht sagt, dass wir im Bereich der Abtreibungen etwas Ähnliches in das Strafgesetzbuch aufgenommen haben, dann muss man das natürlich historisch betrachten. Dann sieht man nämlich, dass das Teil des Handels war, um überhaupt straflose Schwangerschaftsabbrüche in einem damals noch viel konservativeren Rat, als er das heute ist, durchzubringen. Darum ist das nicht vergleichbar.

Obwohl wir selbstverständlich die Zahlen kennen wollen und obwohl wir beispielsweise das Postulat Graf Maya 19.3618 mit unterstützt haben und sehr gespannt darauf sind, welche Massnahmen wir als Gesetzgeber in diesem Bereich ergreifen können: Das hier gehört einfach nicht ins Strafgesetzbuch. Ich bitte Sie deshalb, die Anträge der Minderheit Funicello abzulehnen.

Eine weitere Minderheit Bregy, es wurde vorhin gesagt, möchte im Bereich der Vermögensdelikte zusätzliche Straftatbestandteile mit aufnehmen. Sie sind unnötig, weil sie lediglich zu Konkurrenz führen. Schauen Sie sich das strafrechtlich einmal an: Da Sie sich schon heute strafbar machen, wenn Sie zum Zwecke eines Verbrechens Sprengstoff mit sich führen, dann führt das nicht wirklich zu etwas andrem. Vor allen Dingen werden wir die Tresoraufbrüche damit nicht verhindern – das habe ich in meinem Eingangsvotum bereits gesagt. Mit schärferen Strafen oder einem komplizier-

teren Rechtssystem werden wir keine Straftaten verhindern können. Leute, die heute mit Gasflaschen zu Bancomaten gehen, um sie zu sprengen, gefährden damit sich selbst und andere, richten einen grossen Sachschaden an und gehen mit höchster krimineller Energie vor. Sie werden durch diesen Zusatz aber nicht davon abgehalten.

In Artikel 144 lehnen wir die Minderheitsanträge Tuena ebenfalls ab. Geldstrafen haben sich in unserem Rechtssystem bewährt und sollten beibehalten werden. Sie sind das adäquate Mittel, um einen Straftäter entsprechend seinen Möglichkeiten und dem, was ihm als Strafe letztlich wehtut, bestrafen zu können. In gewisser Weise haben wir immer nur diesen einen "20 Minuten"-Fall vor Augen. Es gibt aber Hunderte oder Tausende anderer Fälle. Auch auf diese muss das Strafrecht eine Antwort haben. Die Richterinnen und Richter müssen die Möglichkeit haben, ihre Klientenschaft sozusagen adressatengerecht entsprechend so an die Kandare zu nehmen, dass es wirkt – das ist ja das Ziel des Strafrechts.

Bei Artikel 181a Absatz 1bis möchte Frau Geissbühler quasi eine Beweislastumkehr machen. Nach ihr geht es um das Thema der Zwangsheiraten, die wir als Gesellschaft natürlich nicht tolerieren können. Es macht aber auch keinen Sinn, dass wir hier Grundsätze des Strafrechts nur deswegen auf den Kopf stellen, weil wir dem Problem begegnen wollen. Wir haben es hier mit einem der Probleme zu tun, die sich innerhalb eines geschlossenen Familienkreises abspielen. Dort dürften wir auch mit dem Strafrecht nicht wirklich vorwärtskommen, stattdessen müssen wir wahrscheinlich präventive Massnahmen ins Auge fassen.

Zusammengefasst bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich spreche zu den verschiedenen Bestimmungen in Block 2, zunächst zu den Artikeln 111 ff. des Strafgesetzbuches: Hier geht es um die Erwähnung der Femizide. Man muss sagen, dass in der polizeilichen Kriminalstatistik bei Gewaltstraftaten das Geschlecht der geschädigten Personen sowie die Beziehung zwischen geschädigten und beschuldigten Personen ausgewiesen wird, sodass Tötungsdelikte an Frauen in der Statistik sichtbar werden. Eine auf fünf Jahre angelegte Zusatzerhebung zu allen angezeigten Tötungsdelikten soll noch detaillierte Informationen über die näheren Umstände, Motive und Ursachen von Tötungsdelikten liefern. Dazu wird vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann auch eine Studie zu Ursachen von Tötungsdelikten im häuslichen Umfeld erarbeitet. Die Studie soll in der zweiten Hälfte 2021 publiziert werden. Es wäre aber nicht der richtige Weg, hier der Minderheit Funicello zu folgen und den Auftrag für eine solche Erhebung direkt ins Strafgesetzbuch zu schreiben. Das ist nicht der richtige Ort. Dafür gibt es die Statistikerhebungsverordnung. Bevor allerdings die Rechtsgrundlage für eine Statistik geschaffen wird, wird in der Regel eine Machbarkeitsstudie durchgeführt. In dieser wird zum Beispiel eruiert, ob die gewünschten Daten vorhanden sind, wer sie liefern kann und welche Gesetze allenfalls angepasst werden müssen. Ich bitte Sie deshalb, hier der Mehrheit zu folgen.

Ich komme zu Artikel 139 Ziffern 2 und 3 StGB sowie weiteren Bestimmungen. Die gewerbsmässige Begehung eines Vermögensdelikts wird im geltenden Recht mit sehr unterschiedlichen Mindeststrafen geahndet: Geldstrafe von 90 Tagesätzen, ein Jahr Freiheitsstrafe, fakultativ ein Jahr Freiheitsstrafe – oder es gibt gar keine Mindeststrafe. Das Bundesgericht trägt diesem Umstand dadurch Rechnung, dass es die Anwendbarkeit der Qualifikation auch von der Höhe der angedrohten Mindeststrafe abhängig macht. Die Situation ist hier also unbefriedigend. Mit Blick auf eine einheitliche Anwendung des Rechts ist es vorzuziehen, wenn für die Gewerbsmässigkeit bei den einzelnen Vermögensdelikten gleich hohe Anforderungen gelten. Aus diesem Grund ist die Mindeststrafe bei Gewerbsmässigkeit einheitlich festzulegen, und zwar auf sechs Monate. Ich bitte Sie, hier der Minderheit zu folgen.

Zu Artikel 139 Ziffer 3 Buchstabe c StGB: Hier geht es um die Frage des Sprengens von Geldautomaten. Ich möchte Sie bitten, bei der Fassung des Bundesrates zu bleiben. Der

Bundesrat verzichtet vorerst darauf, eine Abstimmung zu beantragen. Wir behalten uns aber vor, im Rahmen der Differenzbereinigung im Ständerat dann an diesem Punkt festzuhalten.

Zu Artikel 144 Absatz 3 und Artikel 144bis Ziffer 1: Hier geht es um die Geldstrafe, die ja eine mögliche Sanktion bei der qualifizierten Sach- und Datenbeschädigung ist. Sie soll beibehalten werden, und zwar aus dem folgenden Grund: Mit der Annahme des Minderheitsantrages Tuena würde ein Fremdkörper in unser StGB eingeführt, nämlich der Zwang zur Verhängung von nur sehr kurzen Freiheitsstrafen. Sehr kurze Freiheitsstrafen von wenigen Tagen sind bereits heute aufgrund der allgemeinen Regeln möglich, und von dieser Möglichkeit wird in der Praxis auch Gebrauch gemacht. Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen.

Zu Artikel 171 Absatz 2 und Artikel 171bis StGB: Vor zwei Jahren haben Sie die Voraussetzungen für eine Wiedergutmachung nach Artikel 53 StGB massvoll verschärft. Insbesondere wurde die Obergrenze, bis zu welcher eine Wiedergutmachung möglich sein soll, von zwei Jahren auf ein Jahr Freiheitsstrafe gesenkt. Der Täter muss neu den Sachverhalt eingestehen. Am 1. Juli 2019 sind diese Änderungen in Kraft getreten. Die Neuerungen gelten jedoch nicht bei der fakultativen Strafbefreiung nach den Artikeln 171 Absatz 2 und 171bis StGB. Es ist nicht einsichtig, warum beispielsweise der Konkurrenzschuldner nicht auch den Sachverhalt eingestehen soll. Stattdessen reicht es aus, dass sich der Konkurrenzschuldner hinsichtlich des Schadensausgleichs nur besonders anstrengt. Mit der Aufhebung dieser beiden Sondernormen werden alle Vermögensdelinquenten wieder auf die gleiche Stufe gestellt. Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen.

Bei Artikel 181a StGB geht es um die Frage der Zwangsheirat. Eine gesetzliche Vermutung, dass eine verheiratete Person unter 18 Jahren immer zu ihrer Ehe genötigt worden sei, wäre etwas Einzigartiges im Strafgesetzbuch. Eine solche Vermutung widerspräche offensichtlich der Unschuldsvermutung, wie sie in Artikel 32 Absatz 1 der Bundesverfassung und Artikel 10 Absatz 1 StPO verankert ist. Nach diesem Grundsatz obliegt es dem Staat, den Nachweis dafür zu erbringen, dass jemand eine Straftat begangen hat. Sie können also nicht einfach davon ausgehen, dass eine minderjährige Person, die verheiratet ist, zwangsheiratet wurde. Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen.

Letztlich bleibt noch Artikel 259 StGB. Hier möchte die Minderheit den Gerichten die Möglichkeit nehmen, eine Geldstrafe zu verhängen. Dies würde dazu führen, dass die Aufrichterung zur Gewalttätigkeit härter bestraft würde als die Gewalttat selbst, wenn diese mit einer Geldstrafe bestraft wird. Artikel 259 StGB ist nämlich auch dann erfüllt, wenn die Gewalttat gar nicht ausgeführt wird. Eine Einschränkung des Ermessensspielraums der Gerichte ist daher nicht gerechtfertigt. Zudem möchte die Minderheit eine Freiheitsstrafe von bis zu fünf Jahren einführen. Wenn die öffentliche Aufrichterung terroristische Gewaltverbrechen betrifft, ist eine härtere Strafe bei Artikel 259 notwendig, um den Terrorismus effektiver zu bekämpfen. Sie haben dazu bereits Nein gesagt, nämlich im Rahmen der Umsetzung des Übereinkommens des Europarates zur Verhütung von Terrorismus; das war am 24. September 2020. Da haben Sie diverse Verschärfungen des Strafrechts verabschiedet. Ich bitte Sie, auch hier der Mehrheit zu folgen.

Zusammengefasst bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen, mit Ausnahme der Positionen, bei denen ich etwas anderes empfohlen habe.

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Eine erste Frage in Block 2 basiert auf der Minderheit Funiciello. Diese Minderheit will, dass zu Tötungsdelikten, bei denen Frauen von Männern umgebracht werden, weil sie Frauen sind, also bei sogenannten Femiziden, eine Statistik erstellt wird. Nach Meinung der Minderheit werden nicht alle Frauen umgebracht, weil sie Frauen sind; aber gewisse werden es, und die Tendenz ist steigend. Dieses Jahr sind bereits mehrere Tötungsdelikte innerhalb von zehn Wochen zu registrieren, bei denen man davon ausgeht, dass es Femizide sind. Diese

Fakten werden heute nicht von einer Bundesstelle oder von der Polizei erfasst, sondern von Privaten.

Die Minderheit will dies ändern. Zum einen solle das Wort "Femizid" im Strafgesetzbuch Eingang finden, zum andern braucht es eine statistische Erfassung der Femizide. Immerhin sei das kein Novum, weil im Strafgesetzbuch auch die statistische Erfassung von Abtreibungen festgelegt sei.

Auch dieses Thema ist nicht neu. Es gibt verschiedene Vorschläge dazu. In der Kommission wurde erwähnt, dass es zudem bereits statistische Angaben gebe: Das Bundesamt für Statistik führt die polizeiliche Kriminalstatistik. Darin werden bei Gewaltstraftaten das Geschlecht der geschädigten Person sowie die Beziehung zwischen der geschädigten und der beschuldigten Person ausgewiesen. Tötungsdelikte an Frauen wären also folglich in der Statistik sichtbar. Momentan führt das Bundesamt für Statistik mit Unterstützung des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann in Zusammenarbeit mit den Kantonen eine Zusatzerhebung durch, die auf fünf Jahre, von 2019 bis 2024, angelegt ist. Zudem erarbeitet das Gleichstellungsbüro in Erfüllung des Postulates Graf Maya 19.3618, "Stopp der Tötungsdelikte an Frauen im häuslichen Umfeld. Bericht zur Ursachenforschung und Massnahmenkatalog gegen Femizide in der Schweiz", eine Studie zu den Ursachen von Tötungsdelikten im häuslichen Umfeld. Diese Studie wird in der zweiten Hälfte dieses Jahres publiziert.

Die Kommissionsmehrheit erachtet das Strafgesetzbuch als den falschen Ort für die statistische Erhebung, zumal es im Strafgesetzbuch keine Rechtsgrundlagen gibt, welche die Führung von Statistiken rechtfertigen. Die Durchführung von statistischen Erhebungen sowie die Bearbeitung erhobener Daten zur Erstellung von Statistiken wird nach Meinung der Mehrheit global in der Statistikerhebungsverordnung geregelt. Diese Verordnung legt in einem Anhang fest, welche Erhebung wie und von wem durchgeführt wird. Das betrifft alle Statistiken.

Zudem wird, bevor in dieser Verordnung die Rechtsgrundlage für eine neue Statistik geschaffen wird, in der Regel vom Bundesamt für Statistik und von den beteiligten Behörden, in diesem Fall den Kantonen, eine Machbarkeitsstudie durchgeführt. Dort wird eruiert, ob die gewünschten Daten überhaupt vorhanden sind, wer sie liefern kann und muss und welche Gesetze angepasst werden müssen, damit diese Daten erhältlich sind. Diese Machbarkeitsstudie müsste man auch noch durchführen.

Die ablehnende Mehrheit betont, dass eine Ablehnung keinesfalls heisst, dass die Situation betreffend Femizide in der Schweiz irgendwie als befriedigend betrachtet werden sollte, ganz im Gegenteil. Alle zwei Wochen wird eine Frau, meistens im häuslichen Bereich und meistens durch ihren Partner, umgebracht. Das ist gravierend und alarmierend. Mit Statistiken kann dieses Problem gemäss der Kommissionsmehrheit aber nicht gelöst werden. Der Antrag Funiciello wurde deshalb mit 9 zu 15 Stimmen abgelehnt.

Nun zu Artikel 144 und Artikel 144bis StGB: Bei den Minderheitsanträgen Tuena geht es in Artikel 144 um die Sachbeschädigung und in Artikel 144bis um die Datenbeschädigung. Weil bei diesen Sachgebieten grosse Schäden entstehen können und in der Praxis auch entstehen, will der Antragsteller die Geldstrafe gemäss geltendem Recht streichen. Die Gegner dieser Streichung betonen, dass das Gegenteil der Fall sei und Geldstrafen sehr wohl eine abschreckende Wirkung hätten. Sie argumentieren, dass genau damit solche Schäden verhindert werden könnten, Geldstrafen hätten also eine generalpräventive Wirkung. Als Gegenargument zur Streichung wird auch angeführt, dass eine solche Bestimmung einen Fremdkörper im Strafgesetzbuch darstellen würde. Sie käme nämlich einem Zwang für den Richter gleich, sehr kurze Freiheitsstrafen zu verhängen. Er müsste im ganzen unteren Bereich immer eine Freiheitsstrafe aussprechen.

Das geltende System sieht mit Artikel 41 StGB vor – wir haben es vorhin gehört –, dass der Richter immer eine Freiheitsstrafe verhängen kann, wenn er es für nötig erachtet. Das ist also bereits heute möglich und sollte hier nicht auf dem Umweg von Sonderbestimmungen erreicht werden.

Der Entwurf des Bundesrates zu Artikel 144 Absatz 3, der auch dem Beschluss des Ständerates entspricht, wurde mit 17 zu 6 Stimmen angenommen. Der Antrag Tuena wurde also nicht unterstützt. Der Antrag Tuena zu Artikel 144bis Ziffer 1 wurde mit 18 zu 6 Stimmen abgelehnt. Auch hier ist die Kommissionsmehrheit dem Ständerat gefolgt.

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: La première minorité de ce bloc dont je vais parler est la minorité Bregy à l'article 139 alinéa 2 et à tous les autres articles concernant la circonstance aggravante du métier pour les infractions contre le patrimoine. La minorité propose de se rallier au projet du Conseil fédéral, à savoir que la peine minimale privative de liberté est unifiée à six mois pour toutes ces infractions par métier.

La majorité de la commission a été sensible au désir d'harmonisation dans ce domaine, qui en a véritablement besoin. Il est indéniable que la situation actuelle n'est pas admissible puisque les peines minimales vont de 90 jours-amende à un an de prison sans que l'on sache véritablement pourquoi, le bien juridique, à savoir le patrimoine, étant toujours le même. Mais la proposition du Conseil fédéral n'est pas aboutie. D'abord, il a unifié toutes les infractions contre le patrimoine par métier sauf une, à l'article 155 alinéa 2 du code pénal, à savoir la falsification de marchandise par métier. Pourquoi cette infraction serait-elle moins grave que l'utilisation frauduleuse d'un ordinateur par métier? Aucune réponse n'est convaincante. Et puis surtout, fondamentalement, si le bien juridique protégé est toujours le même, à savoir la propriété, le législateur a néanmoins voulu créer des infractions différentes, pour condamner des comportements différents, qui peuvent être plus ou moins graves.

Le législateur a prévu que la détérioration de données implique une peine-menace moins élevée que l'escroquerie, car il a considéré que l'escroc est plus fautif, commet une action plus grave que celui qui détériore des données. Dès lors, pourquoi, si le délinquant fait métier de l'escroquerie ou de la détérioration de données, devrait-il écopier d'une peine minimale identique? Il s'agit de deux comportements différents qu'on ne peut pas assimiler l'un à l'autre même si le bien juridiquement protégé est le même.

La solution du Conseil fédéral est donc insuffisante, inachevée dirons-nous. Il convient donc ici de créer une divergence pour permettre au Conseil des Etats de retravailler cet article, car il existe un besoin d'harmonisation, mais pas sous cette forme. La commission a rejeté la proposition de minorité Bregy, qui est celle du Conseil fédéral, par 11 voix contre 9 et 1 abstention.

A l'article 171, une proposition de minorité Nidegger entend s'en tenir au droit en vigueur et prévoir une circonstance atténuante pour les délits commis dans le cadre d'une faillite. La majorité de la commission a préféré soutenir la version du Conseil fédéral, qui prévoit l'abrogation de cette circonstance particulière, notamment parce que la réparation d'une infraction fait déjà partie des circonstances atténuantes prévues à l'article 48 lettre d du code pénal. Le fait de maintenir cette circonstance n'a pas de sens et est gênant, car cela renvoie à l'idée que les délits financiers seraient différents et presque moins graves que ceux par exemple d'atteinte à la propriété, comme le vol. La proposition de minorité Nidegger a été rejetée, par 16 voix contre 6.

A l'article 181a du code pénal, une minorité Geissbühler entend créer une présomption selon laquelle un mariage est forcé si l'un des époux est mineur. L'ensemble de la commission a été très sensible à la question et a jugé que cette problématique – les mariages forcés de mineurs – devait être prise très au sérieux. Cependant, la commission a estimé d'une part que la motion 20.3011, adoptée par notre conseil et transmise au Conseil des Etats, devrait répondre à cette question de manière plus détaillée. Par ailleurs, il convient aussi de souligner que la criminalisation presque automatique du comportement ne devrait pas changer le destin tragique de ces enfants mariés – au contraire, il pourrait devenir commun de cacher la victime et de lui interdire tout contact avec l'extérieur. Par ailleurs, une telle proposition viole manifestement le principe cardinal de la présomption d'innocence,

ancré à l'article 10 alinéa 1 du code de procédure pénale. C'est la raison pour laquelle, malgré l'importance du thème, la commission recommande de rejeter cette proposition, par 17 voix contre 7, et attend la réponse à la motion précitée. Enfin, nous vous parlerons encore de la minorité Steinemann à l'article 259 du code pénal. Cette minorité prévoit plusieurs éléments. En premier lieu, le fait que l'incitation à un crime ne pourrait plus être punie que par une peine de prison. Cela paraît inconséquent car le crime lui-même pourrait être puni par une peine pécuniaire. Dès lors, si cette proposition était acceptée, on aboutirait à un résultat incohérent où l'incitation à commettre l'infraction pourrait être punie plus durement que l'infraction elle-même. Ensuite, il est prévu de maintenir la distinction entre l'incitation à un crime et l'incitation à un délit violent. Le Conseil fédéral prévoyait de supprimer cette distinction, ce qui semble pertinent, tant c'est le fait d'inciter à un comportement violent qui doit être réprimé, plutôt que la quotité de la peine de ce comportement violent. Finalement, la minorité entend aussi créer une circonstance aggravante de l'incitation à un crime terroriste. A cet égard, il convient de souligner que la Suisse a adhéré à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme et qu'elle aura à disposition un éventail de mesures de prévention, mais il ne semble pas que cet outil soit utile et efficace. La commission a rejeté la proposition, par 16 voix contre 7, et vous invite à en faire de même.

Ziff. 1 Art. 111 Abs. 2; 112 Abs. 2; 113 Abs. 2; 117 Abs. 2
Antrag der Minderheit

(Funiciello, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rieille, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Zu statistischen Zwecken werden Femizide, also die Tötung von Frauen durch Männer, weil sie Frauen sind, separat erfasst.

Ch. 1 art. 111 al. 2; 112 al. 2; 113 al. 2; 117 al. 2

Proposition de la minorité

(Funiciello, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rieille, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Les féminicides, soit le meurtre de femmes par des hommes en raison de leur sexe, seront enregistrés séparément à des fins statistiques.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 115 Absatz 2, Artikel 116 Absatz 2, Artikel 117 Absatz 2 und Artikel 120 Absatz 2.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23027)

Für den Antrag der Minderheit ... 68 Stimmen

Dagegen ... 121 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 66a Abs. 1 Bst. c

Antrag der Mehrheit

Unverändert

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwandler, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 66a al. 1 let. c

Proposition de la majorité

Inchangé

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwandler, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 1 Art. 139

Antrag der Mehrheit

Ziff. 2

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Ziff. 3

3. Der Dieb wird mit Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis zu zehn Jahren bestraft,
wenn er den Diebstahl als Mitglied einer Bande ausführt, die sich zur fortgesetzten Verübung von Raub oder Diebstahl zusammengefunden hat,
wenn er zum Zweck des Diebstahls eine Schusswaffe oder eine gefährliche Waffe mit sich führt oder eine Explosion verursacht; oder
wenn er sonst wie durch die Art, wie er den Diebstahl begeht, seine besondere Gefährlichkeit offenbart.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Ziff. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 3

Gemäss Ständerat, aber:

c. zum Zweck des Diebstahls eine Schusswaffe oder eine gefährliche Waffe mit sich führt oder eine Explosion verursacht; oder

Ch. 1 art. 139*Proposition de la majorité**Ch. 2*

2. Le vol est puni d'une peine privative de liberté ...

Ch. 3

3. Le vol est puni d'une peine privative de liberté de six mois à dix ans, si son auteur le commet en qualité d'affilié à une bande formée pour commettre des brigandages ou des vols, s'il se munit d'une arme à feu ou d'une autre arme dangereuse ou cause une explosion pour commettre le vol, ou si de toute autre manière la façon d'agir dénote qu'il est particulièrement dangereux.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Ch. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 3

Selon Conseil des Etats, mais:

c. se munit d'une arme à feu ou d'une arme dangereuse ou cause une explosion pour commettre le vol, ou

Ziff. 1 Art. 144bis Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 144bis ch. 2*Proposition de la majorité*

Quiconque fabrique, importe, met en circulation, promeut, offre ou rend accessibles d'une quelconque manière des logiciels dont il sait ou doit présumer qu'ils doivent être utilisés dans le but de commettre une infraction visée au ch. 1, ou fournit des indications en vue de leur fabrication, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Si l'auteur fait métier de tels actes, le juge peut prononcer une peine privative de liberté de un à cinq ans.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 1 Art. 146 Abs. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 146 al. 2*Proposition de la majorité*

Si l'auteur fait métier de l'escroquerie, il est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 1 Art. 147 Abs. 2; 148 Abs. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 147 al. 2; 148 al. 2*Proposition de la majorité*

Si l'auteur fait métier de tels actes, il est puni d'une peine privative de liberté de deux ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 1 Art. 156 Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 156 ch. 2*Proposition de la majorité*

2. Si l'auteur fait métier de l'extorsion ou s'il a poursuivi à réitérées reprises ses agissements contre la victime, il est puni d'une peine privative de liberté de un à dix ans.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 1 Art. 160 Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 160 ch. 2*Proposition de la majorité*

2. Si l'auteur fait métier du recel, il est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 49 Absatz 1 Buchstabe c, Artikel 131 Ziffern 3 und 4, Artikel 135 Absatz 4, Artikel 137a Ziffer 2 und Artikel 137b Ziffer 2.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23005)

Für den Antrag der Minderheit ... 108 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 82 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 144 Abs. 3*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

... so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren bestraft.
Die Tat wird ...

Ch. 1 art. 144 al. 3*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

... d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus. La poursuite ...

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 134 Absatz 3.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23006)

Für den Antrag der Mehrheit ... 138 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 50 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 144bis Ziff. 1*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

1. ... Hat der Täter einen grossen Schaden verursacht, so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren bestraft. Die Tat wird von Amtes wegen verfolgt.

Ch. 1 art. 144bis ch. 1*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

1. ... Si l'auteur cause un dommage considérable, il est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus. La poursuite a lieu d'office.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23007)

Für den Antrag der Mehrheit ... 137 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen
(1 Enthaltung)

Ziff. 1 Art. 171 Abs. 2; 171bis*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 171 al. 2; 171bis*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 4 Artikel 36 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23008)

Für den Antrag der Mehrheit ... 138 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 181a Abs. 1bis*Antrag der Minderheit*

(Geissbühler, Gafner, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Ist die betroffene Person zum Zeitpunkt des Eingangs der Ehe oder der Eintragung der Partnerschaft unter 18 Jahre alt, wird die Nötigung bis zum Beweis des Gegenteils vermutet.

Ch. 1 art. 181a al. 1bis*Proposition de la minorité*

(Geissbühler, Gafner, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Si la personne concernée a moins de 18 ans au moment de la conclusion du mariage ou de l'enregistrement du partenariat, la contrainte est présumée jusqu'à preuve du contraire.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23009)

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen
Dagegen ... 135 Stimmen
(3 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 259*Antrag der Mehrheit*

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Steinemann, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Abs. 1

Wer öffentlich zu einem Verbrechen auffordert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Abs. 2

Wer öffentlich zu einem Vergehen mit Gewalttätigkeit gegen Menschen oder Sachen auffordert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Abs. 3

Wer öffentlich zu Gewaltverbrechen auffordert, mit dem die Bevölkerung eingeschüchtert oder ein Staat oder eine internationale Organisation zu einem Tun oder Unterlassen genötigt werden soll, wird mit Freiheitsstrafe von einem Jahr bis zu fünf Jahren bestraft.

Ch. 1 art. 259*Proposition de la majorité**Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Steinemann, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwaner, Tuena)

Al. 1

Quiconque provoque publiquement à un crime est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus.

Al. 2

Quiconque provoque publiquement à un délit impliquant la violence contre autrui ou contre des biens, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Al. 3

Quiconque provoque publiquement à des actes de violence criminels visant à intimider une population ou à contraindre un Etat ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque, est puni d'une peine privative de liberté de un à cinq ans au plus.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 171a.*Abstimmung – Vote*(namentlich – nominatif; 18.043/23010)

Für den Antrag der Mehrheit ... 137 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 115 Abs. 2; 116 Abs. 2; 117 Abs. 2; 120 Abs. 2*Antrag der Minderheit*

(Funiciello, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rielle, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Zu statistischen Zwecken werden Femizide, also die Tötung von Frauen durch Männer, weil sie Frauen sind, separat erfasst.

Ch. 2 art. 115 al. 2; 116 al. 2; 117 al. 2; 120 al. 2*Proposition de la minorité*

(Funiciello, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rielle, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Les féminicides, soit le meurtre de femmes par des hommes en raison de leur sexe, seront enregistrés séparément à des fins statistiques.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Funiciello wurde bei Ziffer 1 Artikel 111 Absatz 2, Artikel 113 Absatz 2 und Artikel 117 Absatz 2 abgelehnt.**Ziff. 2 Art. 49a Abs. 1 Bst. c***Antrag der Mehrheit*

Unverändert

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 49a al. 1 let. c*Proposition de la majorité*

Inchangé

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 2 Art. 131*Antrag der Mehrheit**Ziff. 3*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Ziff. 4

4. Der Dieb wird mit Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis zu zehn Jahren bestraft, wenn er den Diebstahl als Mitglied einer Bande ausführt, die sich zur fortgesetzten Verübung von Raub oder Diebstahl zusammengefunden hat, wenn er zum Zweck des Diebstahls eine Schusswaffe oder eine andere gefährliche Waffe mit sich führt oder eine Explosion verursacht; oder wenn er sonst wie durch die Art, wie er den Diebstahl begeht, seine besondere Gefährlichkeit offenbart.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Ziff. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 4

Gemäss Ständerat, aber:

c. zum Zweck des Diebstahls eine Schusswaffe oder eine gefährliche Waffe mit sich führt oder eine Explosion verursacht; oder

Ch. 2 art. 131*Proposition de la majorité**Ch. 3*

3. Le vol est puni d'une peine privative de liberté de ...

Ch. 4

4. Le vol est puni d'une peine privative de liberté de six mois à dix ans, si son auteur le commet en qualité d'affilié à une bande formée pour commettre des brigandages ou des vols, s'il se munit d'une arme à feu ou d'une autre arme dangereuse ou cause une explosion pour commettre le vol, ou si de toute autre manière la façon d'agir dénote qu'il est particulièrement dangereux.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Ch. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 4

Selon Conseil des Etats, mais:

c. se munit d'une arme à feu ou d'une arme dangereuse ou cause une explosion pour commettre le vol, ou

Ziff. 2 Art. 135*Antrag der Mehrheit**Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 135*Proposition de la majorité**Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4

Si le délinquant fait métier de l'escroquerie, il est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwalder, Schneeberger)

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 2 Art. 137a Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 137a ch. 2*Proposition de la majorité*

2. Si l'auteur fait métier de l'extorsion ou s'il a poursuivi à réitérées reprises ses agissements contre la victime, il est puni d'une peine privative de liberté de un à dix ans

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ziff. 2 Art. 137b Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 137b ch. 2*Proposition de la majorité*

2. Si l'auteur fait métier du recel, il est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Bregy, Eymann, Geissbühler, Kamerzin, Lüscher, Markwaller, Schneeberger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über die Anträge der Minderheit Bregy wurde bei Ziffer 1 Artikel 139 Ziffern 2 und 3 abgestimmt.*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit**Adopté selon la proposition de la minorité***Ziff. 2 Art. 134 Abs. 3***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

... so wird er mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren bestraft.

Ch. 2 art. 134 al. 3*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander)

Si l'auteur cause un dommage considérable, il est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus. La poursuite a lieu d'office.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Tuena wurde bei Ziffer 1 Artikel 144 Absatz 3 abgestimmt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 4 Art. 36 Abs. 1***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 4 art. 36 al. 1*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Nidegger wurde bereits bei Ziffer 1 Artikel 171 Absatz 2 und Artikel 171bis abgelehnt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 2 Art. 171a***Antrag der Mehrheit*

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Steinemann, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Abs. 1

Wer öffentlich zu einem Verbrechen auffordert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Abs. 2

Wer öffentlich zu einem Vergehen mit Gewalttätigkeit gegen Menschen oder Sachen auffordert, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Abs. 3

Wer öffentlich zu Gewaltverbrechen auffordert, mit dem die Bevölkerung eingeschüchtert oder ein Staat oder eine internationale Organisation zu einem Tun oder Unterlassen genötigt werden soll, wird mit Freiheitsstrafe von einem Jahr bis zu fünf Jahren bestraft.

Ch. 2 art. 171a*Proposition de la majorité*

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Steinemann, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Tuena)

Al. 1

Quiconque provoque publiquement à un crime est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus.

Al. 2

Quiconque provoque publiquement à un délit impliquant la violence contre autrui ou contre des biens, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Al. 3

Quiconque provoque publiquement à des actes de violence criminels visant à intimider une population ou à contraindre un Etat ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque, est puni d'une peine privative de liberté de un à cinq ans au plus.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Steinemann wurde bei Ziffer 1 Artikel 259 abgestimmt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité*

Block 3 – Bloc 3

Entwurf 1: Einzelne Straftaten, Teil II, und Entwurf 2 Projet 1: Dispositions spéciales, part II, et projet 2

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Zuerst zu den Anträgen meiner Minderheiten I und II zu Ziffer 1 Artikel 263 und Ziffer 2 Artikel 80, "Verübung einer Tat in selbstverschuldetter Unzurechnungsfähigkeit": Artikel 263 StGB soll aufgehoben werden. Dieser Artikel ist störend und führt zu ungerechten Urteilen. Gewaltdelikte werden oft unter Drogen- oder Alkoholeinfluss verübt. Aufgrund von Schuldunfähigkeit bzw. verminderter Schuldfähigkeit entgehen die Täter einer Strafe oder werden milder bestraft. Zwar müssten die Gerichte von der Strafmilderung nicht Gebrauch machen, aber in der Praxis entgehen solche Straftäter fast immer der für ihre Tat vorgesehenen Strafe.

Diese generelle Schuldunfähigkeit respektive Unzurechnungsfähigkeit wegen Drogen- oder Alkoholkonsum ist aus Sicht der Opfer unhaltbar. Sie haben oft ihr Leben lang die Konsequenzen dieser Gewaltdelikte zu spüren. Auch ohne diesen Artikel haben die Gerichte die Möglichkeit, die persönliche Situation des Täters zu berücksichtigen und die Strafen tiefer anzusetzen. Eine zusätzliche Strafmilderung für unter Alkohol- bzw. Drogeneinfluss begangene Taten ist nicht angezeigt. Im Gegenteil, man sollte sie eigentlich noch höher bestrafen.

Ein Beispiel aus dem Alltag: Beim Tötungsdelikt in Küsnacht stand der Täter unter Drogeneinfluss. Für dieses brutale Tötungsdelikt gab es nur eine Freiheitsstrafe von maximal drei Jahren. Dieses Urteil ist nicht nachvollziehbar, aber leider kein Einzelfall, sondern die Regel.

Jede mündige Person weiß, dass übermässiger Alkoholkonsum oder die Einnahme von Drogen zu einer Verminderung des Bewusstseins und auch zu unberechenbaren Aktionen führen kann. Straftäter nehmen somit in Eigenverantwortung Drogen und Alkohol, also sollen sie auch keine Strafmilderung erhalten. Wenn es zu einem Verkehrsdelikt unter Drogen- und/oder Alkoholeinfluss kommt, sind diese Täter im Normalfall voll schuldfähig. Aber wenn sie eine Gewalttat verüben, sind sie es nicht. Eine solche Praxis versteht kein Mensch.

Dieser Artikel 263 muss deswegen dringend gestrichen werden. Der Antrag meiner Minderheit II ist ein Eventualantrag. Will man Artikel 263 nicht abschaffen, so ist zumindest der Strafrahmen für Kapitalverbrechen auf 15 Jahre zu erhöhen. Ich bitte Sie, mit der Aufhebung von Artikel 263 die Unklarheiten, die auch bei den Gerichten mit den Artikeln 19 und 263 StGB bestehen, zu beenden.

Noch zum Antrag meiner Minderheit I bei Ziffer 8 Artikel 33 Absatz 2: Es gibt in der Schweiz immer noch sehr viele Menschen, die Waffen zuhause haben. Sie wissen vielleicht nicht immer genau, was das Gesetz vorsieht und ob sie diese Waffen registrieren müssen. Der Entwurf des Bundesrates möchte, dass bei fahrlässigem Handeln eine Geldstrafe ausgesprochen wird. Wir möchten hier beim geltenden Recht bleiben. Das bedeutet, dass eine Busse angezeigt ist, aber in leichten Fällen auch von einer Bestrafung abgesehen werden kann. Es geht uns nicht darum, dass nicht bestraft wird. Nach bisherigem Recht kann eine Busse bis zu 10 000 Franken betragen. Das ist eine helle Strafe, wenn man bedenkt, dass dieses fahrlässige Handeln oftmals wegen Unwissenheit geschieht. Ich bitte Sie, auch diesen Antrag meiner Minderheit I zu unterstützen.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Wir sind hier bei einem zentralen Punkt dieses Gesetzes. Beim Antrag meiner Minderheit I zu Artikel 285 geht es darum, wie wir mit Gewalt und Drohung gegen Beamte umgehen wollen. Ich habe es in meinem Eintretensvotum gesagt: Es geht um Polizeibeamte, es geht um Feuerwehrleute, ja, es geht sogar um Mitarbeiter der Sanität. Wollen wir diese Gewalt härter bestrafen, oder wollen wir das nicht? Ich kann Ihnen sagen: Die Mitte will das. Wir unterbreiten mit diesem Minderheitsantrag einen Kompromiss, der vorsieht, dass bei physischer Gewalt die Geldstrafe entfällt. Es gibt keinen Grund, dass jemand mit einer Geldstrafe belangt wird, der gegen jene Leute, die für unsre

Sicherheit zuständig sind, gewalttätig wird. Bei der Drohung wollen wir zumindest, dass ein stärkeres Strafmaß gegeben ist. Wer hier und heute Gewalt und Drohungen gegen Beamte ebenfalls stärker bestrafen will, ist eingeladen, dieser Minderheit zuzustimmen.

Wir haben zwei weitere Minderheitsanträge, die zwar nicht annähernd die Tragweite des ersten haben, aber doch auch wichtig sind. Insbesondere den Minderheitsantrag II (Bregy) zum Waffengesetz gilt es noch zu beachten. Im Waffengesetz steht unser Minderheitsantrag dafür, dass die Geldstrafe bei fahrlässigen Delikten möglich bleibt. In leichten Fällen soll sogar nur eine Busse ausgesprochen oder von einer Bestrafung abgesehen werden können.

Ich sage Ihnen, warum das so ist: Hier geht es um den typischen Fall, wo jemand auf dem Estrich noch einen alten Karabiner hat, den er von seinen Urgrosseltern geerbt hat. Dabei ist er sich gar nicht bewusst, dass er hier waffenrechtliche Regelungen hätte einhalten oder eine Nachmeldung hätte machen müssen. Diese Leute gilt es nicht zu bestrafen, weil sie keine kriminelle Energie haben.

Darum bitte ich Sie, dieser Ausnahme im Waffengesetz zuzustimmen.

Zu guter Letzt bleibt die Propaganda aus dem Ausland zum Umsturz der rechtlichen und politischen Ordnung in der Schweiz. Dieser Artikel soll gestrichen werden, weil er in der Realität keine Bedeutung habe. Das hat so mancher Artikel in einem Gesetz. Ich finde diesen Artikel aber ein wichtiges Zeichen, dass wir unsere Rechtsordnung und unsere politische Ordnung in der Schweiz schützen. Darum lade ich Sie herzlich ein, zur Stärkung unseres Staates auch dieser Minderheit zu folgen. Wenn wir den Artikel nie brauchen: umso besser. Wenn wir ihn brauchen sollten, haben wir ein Mittel, wie wir gegen diese Leute vorgehen können.

Tuena Mauro (V, ZH): In der Schweiz sind zunehmend strafbare Handlungen gegen Mitarbeitende der Blaulichtorganisationen festzustellen. Darauf ist mit einer Verschärfung des Schweizerischen Strafgesetzbuches zu antworten. Die bisherigen bedingten Massnahmen zeigen keine Wirkung.

An einem Frühsommerabend in Zürich ist die Stimmung unter den Anwesenden in der näheren Umgebung eines Bahnhofes zu diesem Zeitpunkt noch friedlich. Gegen 22.30 Uhr gehen Anwesende mit Fäusten aufeinander los. Wie üblich wird die Polizei um Hilfe gebeten. Da es Verletzte zu beklagen gibt, wird die Sanität herbeigerufen. Die Polizeipatrouillen der Stadtpolizei sind generell schnell am Schauplatz. Die anfangs friedliche Stimmung ist jetzt stark aufgeheizt. Diverse Anwesende attackieren die Mitarbeitenden des Polizeikorps verbal. Zwei Personen werfen Flaschen gegen die Polizisten. Die uniformierten Polizisten wollen bei möglichen Verdächtigen Ausweiskontrollen durchführen. Sie werden jedoch bei ihrer Tätigkeit behindert. Polizisten werden bespuckt. Einer bekommt einen Faustschlag ins Gesicht.

Unter dem Titel "Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt" enthält das Schweizerische Strafgesetzbuch in Artikel 285, "Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte", in Ziffer 1 nachstehende Bestimmung: "Wer eine Behörde, ein Mitglied einer Behörde oder einen Beamten durch Gewalt oder Drohung an einer Handlung, die innerhalb ihrer Amtsbeauftragte liegt, hindert, zu einer Amtshandlung nötigt oder während einer Amtshandlung tätlich angreift, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft."

Die Strafen sind im besagten Artikel zu tief angesetzt. Sie werden meistens auch nicht ausgeschöpft. Es gehört zu den Aufgaben der Politik, dass sie in solchen Fällen handelt. So wurden hier auch parlamentarische Vorstöße angenommen, welche diese Strafen verschärfen wollen. Gespräche mit Direktbetroffenen zeigen, dass die Änderung des Artikels im Strafgesetzbuch für die Ausübung ihrer Tätigkeit zwingend ist. Jenen Personen, die ihren gefährlichen Job in einem schwierigen Umfeld ausüben, gilt unsere Dankbarkeit. Genau diese Leute – Polizisten, Sanitäter und Feuerwehrleute – hat die Politik zu schützen. In den parlamentarischen Vorstößen haben 109 bürgerliche Mitglieder des Nationalrates diese Änderung in Artikel 285 noch unterstützt; ich möchte Sie daran erinnern.

Wir werden in erster Priorität die Minderheit II (Tuena) und, falls diese, was ich nicht hoffe, keine Mehrheit findet, in zweiter Priorität die Minderheit I (Bregy) unterstützen.

Ich möchte Sie sehr bitten, jene Leute, die uns beschützen sollten, zu unterstützen, wenn sie Gewalt erleiden, nämlich indem Sie meinen Minderheitsantrag unterstützen.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit II (Hurni) wird von Frau Fehlmann Rielle vertreten. Sie spricht auch gleich für die SP-Fraktion.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Je m'exprimerai donc pour le groupe socialiste au sujet des minorités du bloc 3. Prenons tout d'abord les actes commis en état d'irresponsabilité fautive, soit l'article 263 et les minorités I et II (Geissbühler). L'auteure estime que la personne qui a commis un délit sous l'effet de la drogue par exemple, et pour lequel on invoque l'irresponsabilité fautive, n'est pas suffisamment sanctionnée. Elle estime injuste que certains soient plus légèrement punis s'ils étaient sous l'effet de stupéfiants, alors que d'autres personnes, qui ont commis un crime par vengeance par exemple, ont reçu une peine plus lourde.

Le groupe socialiste pense, comme la majorité de la commission que le code pénal suit une certaine logique. Si on est irresponsable, on n'a pas de responsabilité pénale. Mais il y a une exception à ce principe, à savoir lorsqu'une personne se met elle-même dans une situation d'irresponsabilité, et c'est la nuance qu'apporte l'article 263 avec la notion d'irresponsabilité fautive.

La proposition de la minorité II d'abroger cette disposition aboutirait à l'effet contraire à celui qui est recherché, car on ne pourrait plus condamner les personnes irresponsables, alors que l'auteure de la proposition veut les sanctionner pleinement. Il est aussi absurde de vouloir abroger un article sur la base de quelques jugements sur des cas isolés.

Violence ou menaces contre des fonctionnaires: il s'agit de l'article 285 chiffres 1, 2 et 3. Au chiffre 1, il y a les minorités I (Bregy) et II (Tuena). Il s'agit de sanctionner plus sévèrement les menaces et violences exercées contre des fonctionnaires représentant l'autorité qui vont en s'accroissant, selon les auteurs de ces minorités. Ils évoquent notamment des violences contre des pompiers ou des personnels de santé. S'agissant du chiffre 1, pour le groupe socialiste, la version du Conseil fédéral est plus équilibrée. L'administration a d'ailleurs bien rappelé que dans les cas d'agression contre des fonctionnaires, l'auteur sera déjà poursuivi sur la base d'autres articles en raison, par exemple, d'une voie de fait ou de lésions corporelles. Dans ce cas, l'article 285 s'applique en plus, mais il n'est pas la disposition principale applicable. C'est la raison pour laquelle il n'est pas pertinent d'alourdir les peines à l'article 285, et il faut en rester au projet du Conseil fédéral.

Nous suivrons aussi la minorité II (Hurni) au chiffre 2, qui propose une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire de 30 jours-amende au moins en cas de violences exercées lors d'un attrouement. La majorité de la commission soutient une sanction de 90 jours-amende, ce qui nous semble excessif.

Outrage à des Etats étrangers: il s'agit des minorités Lüscher aux articles 296 et 302. La commission a accepté une proposition Flach visant à abroger l'article 296 et à alléger l'article 302 afin de supprimer le risque d'être poursuivi en cas de critique s'adressant à un chef d'Etat étranger. On a en effet estimé que cette disposition n'avait plus sa place dans une société moderne et démocratique. On n'est plus dans une société qui met les rois, les reines ou les dictateurs au-dessus des citoyens et citoyennes. L'administration a défendu l'idée qu'une abrogation de cet article pourrait être mal perçue et affaiblir la position de la Suisse, qui s'efforce d'avoir de bonnes relations avec tous les pays. Néanmoins, nous pensons qu'il ne faut pas confondre l'attitude d'une personne contre un chef d'Etat – ce qui relève de la liberté d'expression – avec un conflit diplomatique résultant d'un différend avec un autre Etat. Je vous recommande donc de suivre la majorité de la commission et d'accepter l'abrogation de ces deux dispositions.

A l'article 115 alinéa 1 de la loi fédérale sur les étrangers, la minorité Schwander vise à porter la peine privative de liberté à trois ans au lieu de la peine plancher d'un an prévue en cas d'infraction concernant notamment les séjours illégaux en Suisse et le travail sans autorisation. A l'article 116 alinéa 1, la peine serait également portée à trois ans au lieu d'une année en cas d'incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux. Pour la peine plancher prévue à l'alinéa 3 du même article, la minorité Schwander propose de la porter de cinq à dix ans.

Les socialistes pensent qu'il faut respecter la proportionnalité et l'on relève qu'une fois de plus, les représentants de l'UDC prennent pour cible les étrangers dans l'esprit de rendre la loi sur les étrangers toujours plus restrictive et punitive. Je vous recommande de rejeter ces minorités.

A l'article 11 alinéa 3bis de la loi sur le droit pénal administratif, qui porte sur la prescription, une minorité Walder a été déposée. A ce sujet, la majorité de la commission a adopté une proposition Vogt visant à empêcher que des prévenus échappent à un jugement en faisant traîner le dossier ou en raison de la surcharge des tribunaux. Nous vous proposons de ne pas suivre cette proposition et d'en rester à la solution du Conseil fédéral. Il n'est en effet pas opportun d'introduire une modification du droit de la prescription dans le cadre de ce projet. Selon la jurisprudence, les poursuites pénales administratives sont engagées en matière de prescription et traitées comme un jugement de première instance, selon l'article 97 alinéa 3 du code pénal. Il y a aussi lieu de relever que dans certaines procédures administratives, il n'y a pas d'ordonnance pénale. C'est le cas si l'instance supérieure estime qu'une peine privative de liberté est requise ou si la procédure d'opposition est ignorée. En conséquence, dans ces cas, le délai de prescription prend fin avec le jugement de première instance. Cette modification n'est donc pas nécessaire. Nous vous recommandons donc de suivre la minorité Walder.

Concernant la loi fédérale sur les armes, à l'article 33 alinéa 2 chiffre 8, les deux propositions de minorité I (Geissbühler) et II (Bregy) visent à supprimer les peines pour les personnes qui offrent ou vendent des armes ou des composants d'armes sans autorisation, ou à alléger les peines prévues.

Pour le groupe socialiste, il est inacceptable que ceux qui déclarent régulièrement que le code pénal est trop laxiste se montrent soudainement très indulgents quand il s'agit de sanctionner les infractions à la loi sur les armes. Les armes, y compris celles que l'on garde chez soi, sont souvent responsables de crimes ou de suicides et nous estimons indispensable qu'elles soient très réglementées. C'est une tâche fondamentale de l'Etat de veiller à les réguler afin de protéger la population.

Concernant la loi sur la circulation routière, à l'article 90 chiffre 10a, une proposition de minorité Nidegger concernant le délit de chauffard vise à abroger les alinéas 3 et 4 qui sanctionnent les vitesses excessives susceptibles d'entraîner des blessures ou la mort. Pour l'auteur de la proposition de minorité, il s'agit d'une disposition qui a été décidée suite à des courses de voitures illicites et cela enlève la liberté du juge qui doit simplement suivre le résultat du radar au lieu de juger le cas. Une peine plancher d'un an telle que prévue à l'alinéa 3 lui semble disproportionnée en regard d'autres peines pour des infractions plus graves.

Pour le groupe socialiste, il ne faut pas sous-estimer le délit de chauffard, même si la fourchette des peines semble excessive. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé la suppression de la peine plancher pour la remplacer par une peine privative de quatre ans au plus ou une peine pécuniaire, proposition qui a été acceptée par la commission.

En définitive, le groupe socialiste vous recommande donc de rejeter toutes les propositions de minorités, sauf les minorités Hurni et Walder.

Lüscher Christian (RL, GE): Je viens ici m'exprimer pour une minorité qui souhaite maintenir dans le code pénal l'article 296 qui traite des outrages aux Etats étrangers. C'est une disposition qui a été subrepticement éliminée par une majorité de la commission, contre la position du Conseil des

Etats et contre celle du Conseil fédéral. Ce n'est pas la première tentative. En 2011 déjà, le Parlement s'était penché sur cette question, mais avait finalement rejeté l'abrogation de cette disposition. Il y a eu ensuite l'initiative parlementaire Flach 16.430, déposée en 2016, à laquelle les deux Commissions des affaires juridiques avaient donné suite – mais les Commissions des affaires juridiques aiment traiter de ce genre de problématiques –, et qui finalement, en 2019, a été classée parce qu'on s'était rendu compte que c'était une mauvaise idée d'abroger cette disposition.

Et pourquoi est-ce une mauvaise idée? Pour plusieurs raisons. D'abord le timing est extrêmement mauvais. Je ne crois pas que ce soit le moment de faire les malins face aux Etats étrangers et de bomber le torse en disant que finalement la Suisse a envie que tout un chacun puisse insulter les gouvernements étrangers, les Etats, que ce soit en s'en prenant à un chef d'Etat, à un gouvernement ou à un agent diplomatique. Franchement, est-ce qu'il est vraiment intelligent de montrer que nous souhaitons que, dans notre pays, on puisse insulter des gens qui ont été élus? Alors, il est vrai que cela s'applique aussi à certains chefs d'Etat que nous apprécions moins, mais ce sont néanmoins des représentants des Etats avec lesquels nous devons traiter et donc il n'y a aucune raison de faire cette distinction.

En réalité, il s'agit plutôt de protéger la politique extérieure de la Suisse en montrant que nous ne souhaitons pas que, dans notre pays, les régimes étrangers soient insultés et outragés et que cela puisse se faire parce que les autorités ferment les yeux sur ces actions.

Il ne s'agit pas du tout de porter atteinte à la liberté d'expression. Chacun dans ce pays a le droit de s'exprimer librement, mais l'insulte, la diffamation et la calomnie sont réprimées dans le code pénal et l'on ne voit pas pourquoi cela serait différent face aux Etats étrangers. Et puis, il y a une certaine incohérence à vouloir supprimer l'article 296 et à vouloir maintenir les articles 297 et 298, parce que ces derniers répriment les outrages à des institutions interétatiques – on pense par exemple à l'ONU – et répriment également, à l'article 298, l'atteinte aux emblèmes nationaux étrangers. Donc, on pourrait s'en prendre à des gouvernements et à des représentants diplomatiques. En revanche, lorsqu'il s'agirait d'institutions interétatiques, on ne pourra pas les outrager ou porter atteinte à des emblèmes. Il y a là une grande incohérence. Très franchement, supprimer cet article relèverait d'une incohérence et serait un mauvais signal.

C'est la raison pour laquelle je vous demande de suivre ma proposition de minorité, qui vise à maintenir dans le code pénal l'article 296.

Reimann Lukas (V, SG): Bei meinem Minderheitsantrag geht es letztendlich um Gefängnisbrüche, Meuterei und Befreiung von Gefangenen. Es geht also darum, ob der Staat seine staatliche Gewalt und das ganze Strafgesetzbuch durchsetzen kann oder eben nicht. Wenn er das nicht tun kann, dann ist das besonders schlimm, weil dann das ganze Strafgesetzbuch infrage gestellt wird. Deshalb muss hier auch mit harter Hand durchgegriffen werden können.

Es ist schon interessant, wie viele Fälle es gibt oder eben auch nicht gibt. Im Jahr 2009 hat Walter Wobmann gefragt, wie viele Gefängnisbrüche es in der Schweiz gegeben habe, und zur Antwort bekommen: 2625 Entweichungen in einem Jahr. Auf entsprechende Nachfragen hin sagte man dann, es werde falsch gezählt, es seien nur etwa 25. Der Rest seien Leute, welche die Strafe gar nicht antreten oder sonst wie nicht ins Gefängnis kommen. Aber auch 25 Ausbrüche aus Schweizer Haftanstalten sind zu viele.

Wenn Sie sich den Fall von Hassan K. und der durchgebrannten Gefängniswärterin sowie vor allem auch das Urteil vor Augen führen, dann ist der Fall doch sehr störend. Ich bin der Meinung, dass es da nicht um Selbstbegünstigung geht. Wenn man für so etwas gar nicht bestraft werden kann, ist das geradezu eine Einladung, aus dem Gefängnis auszubrechen. Es ist störend, wenn dafür zwar vielleicht interne Arrestmassnahmen, aber keine längeren Haftstrafen ausgesprochen werden.

Ich trete für eine härtere Gangart bei Gefängnisbrüchen oder bei der Befreiung von Gefangenen ein. Ich danke Ihnen für die Zustimmung.

Schwander Pirmin (V, SZ): Es geht bei meinem Minderheitsantrag um die rechtswidrige Ein- und Ausreise und um die Förderung der rechtswidrigen Ein- und Ausreise. Wir befassen uns hier mit der Harmonisierung der Strafrahmen. Meines Erachtens ist der Strafrahmen bei diesen zwei Artikeln zu eng. Ich möchte ihn deshalb bei Artikel 115 Absatz 1 von einem auf drei Jahre und bei Artikel 116 Absatz 1 von fünf auf zehn Jahre erhöhen.

Hier zeigt sich das grundsätzliche Problem, dass wir jetzt nur das Kernstrafrecht behandeln, nicht aber das Nebenstrafrecht. Das Problem ist, dass wir nicht vergleichen und keine Kohärenz mit dem Nebenstrafrecht schaffen können. Denn im Vergleich zu den Strafandrohungen in den Bereichen strafrechtliche Verantwortlichkeiten des Arbeitgebers, Täuschung von Behörden, Beschäftigung von Ausländerinnen und Ausländern ohne Bewilligung, Verletzung des Arbeitsrechts oder auch im Bereich Steuerrecht ist die Strafandrohung bei diesen Delikten nach meiner Meinung eben zu tief. Ich bitte Sie deshalb, meinem Minderheitsantrag zu folgen.

Ich möchte für die Fraktion noch ein Votum bezüglich Block 3 abgeben. Die Problematik haben wir auch hier bei Block 3. Es geht nun um die Kohärenz. Es würde aber auch um die Kohärenz mit dem Nebenstrafrecht gehen – das ist das Problem. Das Nebenstrafrecht umfasst sehr viel, es ist sehr vielfältig. Es geht dort um das Amts- und Berufsgeheimnis, das Geldwäscheriegelgesetz, das Umweltschutzgesetz, Sozialversicherungsdelikte, das Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb, das Betäubungsmittelgesetz, das Strassenverkehrsrecht, das Verwaltungsstrafrecht als Spezialfall, Immaterialgüterdelikte usw. Wir machen jetzt eine "Harmonisierung", haben aber sehr viele Gesetzgebungen im Nebenstrafrecht. Das müssten wir eben auch abgleichen. Deshalb bitte ich Sie, wenigstens unseren Anträgen in Block 3 zu folgen, wo wir eben eine bessere Kohärenz zu den Strafandrohungen im Nebenstrafrecht schaffen möchten.

So bitten wir Sie, bei Artikel 263 der Minderheit I (Geissbühler) zu folgen. Wir wollen das nicht aufheben. Wir wollen nicht, dass die Schuldunfähigkeit genutzt wird, um Strafmilderungen herbeizuführen.

Wir wollen zudem nach wie vor, dass die Artikel zu den rechtswidrigen Vereinigungen und zur staatsgefährlichen Propaganda nicht aufgehoben werden. Dort bitten wir Sie, der Minderheit Bregy zu folgen.

Insbesondere bei den falschen Anschuldigungen wollen wir höhere Strafandrohungen und ein höheres Strafmaß festlegen. Ich habe es persönlich einmal erlebt, was es heisst, falsch angeschuldigt zu sein. Damit können Sie die ganze Familie kaputt machen. Ich bitte Sie daher, bei den falschen Anschuldigungen der Minderheit Tuena zu folgen.

Dasselbe gilt bei der Befreiung von Gefangenen, damit wir hier eine Mindeststrafe haben. Hier geht es um die Problematik, dass wir zwar einerseits einen Strafrahmen haben – und es ist wichtig, dass wir einen genügend grossen Strafrahmen haben –, aber andererseits aus Sicht der SVP-Fraktion eben einen zu weiten Strafrahmen haben, wenn wir diesen von null bis x Jahre ansetzen. Wenn die Gerichte immer am unteren Strafrahmen ansetzen, dann ist der Wille des Gesetzgebers eben nicht durchgesetzt und umgesetzt.

Deshalb bemühen wir uns und stellen Ihnen Anträge, damit wir mehr Mindeststrafen einführen und die Gerichte gezwungen werden, nicht nur am unteren, sondern auch am oberen Strafrahmen anzusetzen. Das ist sehr wichtig für uns, wenn wir über Strafrahmenharmonisierung und -verschärfung reden.

Ich bitte Sie, den Minderheiten in Block 3, die ich erwähnt habe, zu folgen. Ich bitte Sie, den Verschärfungen in dieser "Harmonisierung" entsprechend mehr Gewicht zu geben.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Herr Walder begründet den Antrag seiner Minderheit und spricht auch gleich für seine Fraktion.

Walder Nicolas (G, GE): Par souci d'efficacité et pour gagner du temps, je vous présenterai ma minorité et enchaînerai immédiatement avec la position du groupe des Verts sur ce bloc.

Ma minorité vise, à l'article 11 alinéa 3bis de la loi fédérale sur le droit pénal administratif, à reprendre la version proposée par le Conseil fédéral, en ce qui concerne les éléments qui peuvent interrompre la prescription de l'action pénale. Le Conseil fédéral a proposé que l'interruption de la prescription soit possible s'il y a un prononcé pénal ou un jugement de première instance. La majorité de la commission souhaite modifier cela pour réservé cette possibilité exclusivement à un jugement de première instance.

Après réflexion et vu les enjeux assez techniques et somme toute assez secondaires de cette question, j'ai décidé de retirer ma minorité pour laisser la discussion avoir lieu car, si l'on garde une divergence avec le Conseil des Etats, ce dernier d'abord, puis éventuellement notre commission, pourra rediscuter de cette question, étant donné que nous n'avons effectivement pas abordé en détail les conséquences de cette éventuelle modification.

Je poursuis avec le reste du bloc 3. Nous ne soutiendrons que la proposition de minorité II (Hurni), qui vise à l'article 285 chiffre 2 à en rester au droit actuel en ce qui concerne la violence ou les menaces contre les autorités ou les fonctionnaires. Celui-ci est en effet suffisamment dissuasif et offre au juge une palette adaptée de sanctions possibles pour des délits et crimes qui incluent une grande diversité de situations que notre code se doit de prendre en compte. La proposition du Conseil fédéral qui est soutenue par la majorité et qui vise à renforcer les peines planchers en passant de 30 jours-amende à 120 jours-amende est pour nous disproportionnée et incohérente par rapport à d'autres délits comparables. Par ailleurs, elle fait fi de la diversité de situations dont je parle et du fait que les mouvements de foule sont dans certains cas, difficiles à maîtriser.

C'est pourquoi nous rejeterons aussi les propositions de la minorité II (Tuena) à l'article 285 chiffre 1 et de la minorité I (Tuena) à l'article 285 chiffre 2, qui proposent de durcir encore plus la proposition du Conseil fédéral, en limitant les sanctions exclusivement à des peines privatives de liberté.

A l'article 285 chiffre 1, la proposition de minorité I (Bregy) vise à différencier les actes violents des menaces, en durcissant les sanctions pour les premiers. Si on peut comprendre cette logique, la pratique montre que cette hiérarchie ne peut pas être généralisée. Des menaces répétées peuvent en effet avoir un caractère plus grave qu'une violence physique légère dispensée sous le coup de l'émotion. C'est pourquoi il ne nous semble ni utile ni adéquat de créer cette différence dans les textes.

Nous rejeterons également les minorités Schwander aux articles 115 et 116, qui visent à relever le plafond des peines maximales d'un à trois ans pour les délits de séjour illégal, d'activité lucrative sans autorisation ou d'incitation à un séjour illégal. Ces délits, qui relèvent dans la plupart des cas d'un état de nécessité, ne méritent pas des peines aussi élevées. Pour le groupe des Verts, d'ailleurs, ils ne méritent en tout cas pas de peines privatives de liberté. Etre en séjour illégal n'est pas un crime. Cela doit être considéré au pire comme un délit très mineur.

Enfin, il serait totalement contre-productif pour la Suisse d'engorger encore plus ses prisons déjà surchargées avec des personnes dont le délit est simplement d'avoir aspiré à un avenir meilleur.

Le groupe des Verts vous invite également à rejeter les minorités I et II (Geissbühler) aux articles 263 et 80, qui visent, pour la minorité I, à abroger l'article qui réduit de fait la sanction en cas d'irresponsabilité fautive, et, pour la minorité II, à relever le plafond des sanctions possibles. Les deux propositions sont totalement inadéquates et dangereuses. L'irresponsabilité reconnue doit être prise en compte, car l'auteur n'était pas en état d'évaluer rationnellement ses actes. Il ne s'agit pas ici d'absoudre l'auteur d'un crime qui aurait bu deux bières, mais bien de tenir compte des situations où les auteurs n'étaient pas en état de juger de la gravité de leurs

actes ou ont été conduits à les commettre en raison de leur état, sur lequel ils n'avaient pas ou plus de contrôle.

La minorité Lüscher aux articles 296 et 302 alinéas 2 et 3 vise à en rester au droit en vigueur qui permet de sanctionner une personne qui aurait commis un outrage contre un Etat étranger ou son gouvernement. Au contraire, les Verts considèrent, comme la majorité de la commission, que cet article n'est plus adapté à notre temps et que cette mention mérite d'être supprimée. Notre démocratie et notre rôle particulier comme Etat hôte et défenseur du droit international et des droits humains nous obligent à tolérer dans notre pays que des personnes s'expriment pacifiquement pour ou contre les gouvernements étrangers même si cela offense ces derniers. Un tel article, s'il était suivi à la lettre, pourrait conduire à l'interdiction de manifestations de Tibétains, de Palestiniens ou de Sahraouis devant le Palais des Nations au prétexte, tout simplement, qu'ils offensent les gouvernements qui en ce moment les occupent. Cette possibilité d'expression contre un gouvernement est importante. Il s'agit d'une liberté que nous devons impérativement cultiver.

Nous refuserons également les minorités Tuena à l'article 303 et Reimann Lukas à l'article 310, qui, là encore, visent à augmenter démesurément les sanctions planchers, ici en cas de dénonciations calomnieuses ou de participation à une évasion.

Enfin, les minorités I (Geissbühler) et II (Bregy) à l'article 33 alinéa 2 de la loi sur les armes visent toutes les deux à réduire les peines en ce qui concerne les délits en lien avec la loi sur les armes dans le cas de négligence. Elles proposent de renoncer à toute sanction dans les cas de peu de gravité commis par négligence. Pour les Verts, acquérir une arme sans permis n'est de loin pas anodin et doit dans tous les cas être sanctionné, y compris pour les cas les plus légers, par une peine financière avec sursis. La multiplication des armes au sein de la société, on le voit aux Etats-Unis, est un facteur d'insécurité majeur et d'augmentation des crimes qu'il convient de combattre fermement.

En résumé, nous vous invitons à soutenir la proposition de la minorité II (Hurni) et à rejeter toutes les autres.

Nidegger Yves (V, GE): L'article 90 alinéas 3 et 4 de la loi fédérale sur la circulation routière, qui est l'objet de la minorité que je vous présente ici, est un archétype de la disharmonie extrême qui règne dans le code pénal et que la présente réforme n'a pas jugé bon de corriger.

De quoi s'agit-il? Il s'est agi à l'époque – c'est *Via sicura* – d'une surréaction du Parlement face à des faits divers. Il y avait des oligarques russes, des jeunes gens, qui roulaient en Lamborghini sur les quais et faisaient des courses de voitures qui mettaient en danger la population. Cela a ému, évidemment pour de bonnes raisons, et on s'est dit qu'il fallait rendre les sanctions plus dissuasives que ce qui existait à l'époque. A l'époque, l'article 90 existait déjà, mais il prévoyait qu'en cas de violation grave d'une règle de la circulation routière – excéder les limites de vitesse de manière importante est évidemment une violation grave des règles de la circulation routière –, l'infraction était un délit puni par une peine – privation de liberté ou peine pécuniaire – qui pouvait aller jusqu'à trois ans d' enfermement.

Un délit, trois ans de prison! C'est déjà une peine considérable sachant que celui qui commet cette infraction n'a pas forcément commis d'accident. S'il avait commis un accident, on y ajouterait évidemment les lésions corporelles graves ou simples, voire le meurtre par dol éventuel – d'ailleurs c'est ce que faisait les tribunaux à l'époque – en plus, évidemment, du seul fait d'avoir violé une prescription de circulation routière. En réaction, le Parlement, qui voulait que la population comprenne qu'il avait entendu le message et voulait montrer sa virilité, a décidé de faire du grand excès de vitesse un crime. Actuellement, la peine-menace pour un dépassement de vitesse important est de quatre ans de prison; un crime avec une peine plancher d'un an. C'est-à-dire la peine plancher appliquée en cas de viol, qui fait une victime qui passera une vie à essayer de se reconstruire, avec tout le coût pour la société que cela implique, ou une peine qu'on attribuerait à un brigandage qui aurait fait une victime. Encore une fois: pour

le seul fait, sans avoir commis aucun dégât ni éventuellement mis en danger la sécurité de personne, d'avoir violé une prescription de mise en danger abstraite, vous vous retrouvez être un criminel.

Le législateur a donc viré le juge de son siège en faisant rendre la justice par un radar dès lors qu'un certain seuil de vitesse est atteint, et en disant que l'infraction est intentionnelle dans tous les cas, lorsque le seuil de vitesse dépassé est élevé. Donc on vire non seulement le juge de son siège, mais également les principes généraux applicables en droit pénal, qui veulent que, pour chaque infraction, surtout pour les infractions passibles d'une peine aussi grave, on s'interroge sur la conscience du prévenu – on le fait même pour des peccadilles – et sa volonté d'adopter véritablement le comportement en question. Au moment de prononcer la peine, on s'interroge sur les antécédents, la personnalité du prévenu que l'on s'apprête à punir.

Ce sont des principes généraux du droit qui nous distinguent en principe des régimes dictatoriaux, qui préfèrent exclure le risque de ne pas attraper de coupable en laissant plutôt embastiller un innocent. Dans les démocraties, on considère qu'il est plus grave de mettre en prison quelqu'un qui ne mériterait pas d'être mis en prison, plutôt que de ne pas mettre en prison quelqu'un qui aurait éventuellement mérité d'y être mis. C'est comme cela qu'on a toujours considéré la frontière qui distingue un Etat de droit respectueux des droits fondamentaux d'un Etat qui ne les respecte pas.

La réforme dont vous allez discuter a abouti simplement à enlever la peine plancher d'un an, qui était l'aspect le plus visiblement choquant, sans revenir sur le fait que le juge est alors viré de son siège et les principes du droit également. C'est le radar seul qui décide, sans aucun autre examen, uniquement parce que la personne est au volant d'une voiture et que le chauffeur de voiture est perçu de manière négative aujourd'hui. C'est une justice de lynchage. C'est quelque chose qui fait honte à tous les principes démocratiques connus en matière de défense pénale. Alors je vous demande d'en revenir à ce qui se faisait avant *Via sicura*, c'est-à-dire d'abroger les deux alinéas 3 et 4 que ce Parlement, poussé par l'émotion populaire, a inscrits à tort dans la loi, et de revenir à ce qui était. Lorsque les choses sont graves on peut parfaitement envisager de poursuivre quelqu'un pour meurtre par dol éventuel, cela demande un peu plus de travail, mais c'est possible. Et c'est possible dans les cas où il y a matière. Ce ne seront plus les radars qui rendront la justice, mais à nouveau les juges.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Ich spreche für die SVP-Fraktion zu den Anträgen zu Artikel 285 Ziffern 1 bis 3 bezüglich Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte: Die SVP-Fraktion will die Sicherheit für Behörden und Beamte, insbesondere auch für die Polizei, endlich verbessern. Wir haben dagegen bisher nur Aussagen gehört, dass die Anträge systemfremd seien, dass sie so nicht in ein Gesetzbuch passen würden, dass die Polizei mit Gewalt leben müsse, dass die Polizei oft selber schuld sei. Solche Aussagen sind nicht haltbar und können nur von Theoretikern und unwissenden Leuten stammen, die keine Ahnung haben, wie es für unsere Polizisten an der Front aussieht. Gewalt gegen die Polizei und andere Blaulichtorganisationen nimmt in erschreckendem Masse zu, was die Anzahl der Übergriffe und insbesondere auch was die Schwere der Übergriffe betrifft. Wir von der SVP wollen keine verletzten oder sogar toten Polizisten. Darum müssen wir nun endlich handeln. Fakt ist, dass Chaoten, die Gewalt anwenden, oft ohne oder mit milden, bedingten Strafen davonkommen. Diese gewaltbereiten Randalierer nehmen uns nicht ernst, machen sich über die lächerlichen Strafen höchstens lustig. Im Gegensatz zu den wohl meisten hier in diesem Saal weiss ich aus meiner Zeit als Polizistin im Aussendienst und auch als Ordnungsdienst-sanitäterin, wovon ich rede. Ich habe selber Gewalt im Einsatz bei Demonstrationen erlebt und auch fast täglich gesehen, wie Polizeikolleginnen und -kollegen bei Einsätzen von Gewalttätern angespuckt, gekratzt, gebissen, geschlagen, mit Säure angegriffen und mit Gegenständen beworfen wurden. Ich bin überzeugt, dass viele Voten anders ausfal-

len würden, hätten die Votanten so etwas selber erlebt. Weltfremdes Schwadronieren in diesem warmen Saal und hinter sicheren Wänden fällt leicht.

Es sei in Erinnerung gerufen: Die Angehörigen der Polizei und anderer Blaulichtorganisationen sind im Dienste für uns alle unterwegs. Sie haben einen staatlichen Auftrag und sorgen mit ihren Einsätzen, die kein Verbot von Nacht- und Wochenendarbeit kennen, rund um die Uhr für unsere Sicherheit. Die Rekrutierung von neuen Leuten wird zunehmend schwieriger. Wenn dieser Rat nicht endlich ein Bekenntnis ablegt und sich vorbehaltlos für die Polizei, für die Angehörigen der Blaulichtorganisationen, ja für unsere in staatlichen Stellen Tätigen einsetzt und deren Schutz im Gesetz und dann auch in der Realität garantiert, werden wir bald niemanden mehr für diese undankbare Arbeit als Polizistin und Polizist finden.

Kurze Freiheitsstrafen tun den Tätern sehr wohl weh. Die Leute, die Gewalt gegen Beamte ausüben, sind zum Teil auch normal arbeitende Personen, die noch in einer Ausbildung stehen. Wenn sie dann während ein paar Tagen nicht am Arbeitsplatz oder in der Schule erscheinen, dann führt das zu einem Erklärungsnotstand. Die Chance, dass dadurch das Verhalten geändert wird, ist gross. Daher ist es zentral wichtig, dass im Gesetz kurze Freiheitsstrafen zwingend auch als Minimalstrafen eingeführt werden.

Setzen Sie ein Zeichen, bekennen Sie sich zu unseren Organisationen, die unsere Sicherheit gewährleisten, und unterstützen Sie die Minderheitsanträge Tuena und Bregy.

Kamerzin Sidney (M-E, VS): Concernant l'article 263, la minorité II (Geissbühler) veut supprimer cette disposition intitulée "Actes commis en état d'irresponsabilité". La minorité I (Geissbühler) veut quant à elle rendre la peine privative de liberté plus dure en allant jusqu'à quinze ans.

La suppression de cet article serait clairement contreproductif, car en cas d'état d'irresponsabilité on ne pourrait tout simplement plus sanctionner. Cela aurait l'effet inverse à ce qui est recherché.

Quant au durcissement de la peine, il semble qu'il y ait confusion avec l'actio libera in causa de l'article 19 du code pénal. Il ne s'agit pas, dans le cadre de l'article 263, de sanctionner celui qui s'est mis en état d'irresponsabilité pour commettre une infraction, par exemple pour se donner du courage, mais celui qui s'est mis en état d'irresponsabilité et qui a eu la malchance de commettre une infraction dans cet état. Dans ce dernier cas, on sanctionne donc le fait de s'être mis en état d'irresponsabilité sans dessein de commettre une infraction intentionnellement ou par négligence. Pour le groupe du centre, le droit actuel est satisfaisant.

S'agissant des articles 275bis et 275ter, le Conseil fédéral veut les abroger en affirmant que ces dispositions sont désormais désuètes. En effet, elles datent d'après la Seconde Guerre mondiale. Ces dispositions ne seraient plus d'actualité et devraient être abrogées. Toutefois pour notre groupe, le monde d'aujourd'hui est certes différent de celui de l'après-guerre, mais il est instable et le fait que des comportements ne se soient pas produits depuis un certain temps n'est pas une raison suffisante pour les abroger purement et simplement du code pénal. Nous soutiendrons à ces deux articles la minorité Bregy qui propose de suivre le Conseil des Etats. Pour les articles 296 et 302, "Outrages aux Etats étrangers", les raisons pour lesquelles il faut suivre sa minorité ont déjà été exposées par notre collègue Christian Lüscher. Il est particulièrement malvenu aujourd'hui, dans un contexte où la Suisse est active au niveau de ses relations internationales, où elle va accueillir un sommet américano-russe, de supprimer ces infractions relatives aux insultes et aux outrages contre des Etats étrangers.

J'aborde encore deux dispositions importantes. L'article 285 alinéa 1 concerne les actes de violence face à des autorités, des fonctionnaires ou des policiers. Pour notre groupe, il y a lieu de durcir ces infractions. On a constaté en 2020 une augmentation de 8,1 pour cent des violences à l'encontre de policiers. Ces actes ont tendance à s'intensifier quant à leur fréquence et quant à leur violence. De ce point de vue, il y a

lieu d'augmenter la sanction pour punir ce type de comportement, qui a tendance à s'intensifier.

Enfin, nous suivrons la majorité de la commission sur les autres propositions, sauf à l'article 33 de la loi sur les armes où nous suivrons la minorité II (Bregy).

En revanche, à l'article 90 alinéas 2 et 3 de la loi sur la circulation routière, concernant le délit de chauffard, contrairement à l'avis de mon collègue Nidegger, nous pensons qu'il y a lieu pour nous de maintenir ces dispositions, mais de supprimer la peine plancher d'un an de la peine privative de liberté. Notamment pour les cas énumérés à l'alinéa 4, il y a lieu de redonner au juge la liberté d'appréciation. Prenons l'exemple d'une personne qui aurait conduit à plus de 40 kilomètres à l'heure dans une zone où la vitesse est limitée à 30 kilomètres à l'heure: pour nous, il n'y a pas systématiquement lieu de comparer et de sanctionner cette personne de la même façon qu'un violeur, qu'un preneur d'otage ou qu'une personne qui se serait rendue coupable de séquestration aggravée. Pour toutes ces raisons, nous vous invitons à soutenir la majorité de commission à l'article 90 alinéas 2 et 3 de la loi sur la circulation routière.

Markwalder Christa (RL, BE): Auch in diesem Block bitte ich Sie im Namen unserer Fraktion, sämtlichen Mehrheiten der Kommission zu folgen, ausser bei Artikel 296, wo es um die Strafbarkeit der Beleidigung eines fremden Staats geht. Dort bitte ich Sie, die Minderheit Lüscher zu unterstützen. Die Minderheiten I und II (Geissbühler) möchten Artikel 263 entweder aufheben oder massiv verschärfen. Die Vernehmlassung hat jedoch gezeigt, dass dieser Artikel eine kriminalpolitische Funktion in unserem Schuldstrafrecht erfüllt, weshalb wir uns für die Mehrheit aussprechen.

Die Artikel 275bis und 275ter stammen aus der Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg, als in der Tschechoslowakei die Kommunistische Partei an die Macht kam. Sie dienten dem Zweck, die sowjetische Propaganda unter Strafe zu stellen. In der Bekämpfung des Terrorismus wurden sie aber nie angewandt. Dafür dient ein anderes Abwehrdispositiv, das sich vom Bundesgesetz über die Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit über das StGB und den Nachrichtendienst bis hin zum PMT erstreckt. Über Letzteres werden wir am kommenden 13. Juni abstimmen. Aus unserer Sicht können wir deshalb die beiden vorerwähnten Artikel aufheben und damit dem Bundesrat und der Mehrheit folgen.

Bei Artikel 285 kommen wir zu einer der am intensivsten diskutierten Normen dieser Revision. Verschiedene parlamentarische Vorstösse sowie die Standesinitiativen Waadt, Genf und Bern haben eine Verschärfung des Strafrahmens bei Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte verlangt. Wir haben in der Kommission nicht weniger als acht Varianten diskutiert, vom geltenden Recht bis zu verschieden hohen Mindeststrafen und massiven Strafverschärfungen im Wiederholungsfall.

Die FDP-Liberale Fraktion ist ebenfalls der Meinung, dass der massiv zugenommenen Gewalt gegenüber Polizei und Blaulichtorganisationen gesetzgeberisch begegnet werden muss und dass Strafverschärfungen nötig sind. Wir sind der Überzeugung, dass mit der Variante der Mehrheit, wonach bei Gewaltanwendung gegen Personen Strafen von mindestens drei Monaten bis zu maximal drei Jahren drohen, ein Mittelweg gefunden wurde, der einerseits dank seiner Strenge eine generalpräventive Wirkung hat und gleichzeitig das Prinzip der Verhältnismässigkeit noch erfüllt.

Die Strafnorm der Beleidigung eines fremden Staates will die Mehrheit aus dem Gesetz streichen, was wir mit dem Minderheitsantrag Lüscher bekämpfen. Seitens der Verwaltung wurde dahingehend argumentiert, dass es dabei um die Frage gehe, ob die Schweiz ihre aussenpolitischen Interessen mittels Strafrecht absichern solle oder nicht. Seit letztem Mittwoch erscheint diese Frage, wie die Schweiz inskünftig ihre aussenpolitischen Interessen wahren will, in einem ganz neuen Licht. Jedenfalls spielt Artikel 296 sicher nicht eine entscheidende Rolle. Ich bitte Sie jedoch, diese Minderheit zu unterstützen.

Bei den übrigen Minderheiten betreffend falsche Anschuldigung, Befreiung von Gefangenen, rechtswidrige Ein- oder

Ausreise, rechtswidrigen Aufenthalt und Erwerbstätigkeit ohne Bewilligung und deren Förderung, Verfolgungsverjährung, Waffengesetz sowie Strassenverkehrsgesetz bitte ich Sie im Namen unserer Fraktion, jeweils der Mehrheit zu folgen.

Flach Beat (GL, AG): Der Präsident hat mich gebeten, mich zu beeilen. Ich werde das machen. Ich werde von den dreizehn Minderheiten nur ein paar wenige ganz kurz beleuchten.

Zuerst zum Antrag der Minderheit II (Geissbühler) zu Artikel 263. Frau Geissbühler macht einen Überlegungsfehler. Wenn Sie Artikel 263 streichen, in dem es darum geht, dass jemand bestraft wird, der sich absichtlich in einen Zustand begeben hat, in dem er strafunfähig wird, weil er nicht mehr klar denken kann, dann gilt einfach Artikel 19. Demnach wird jemand, der nicht schuldfähig ist, der während der Tat nicht verstehen kann, dass er eine böse Tat begeht, nicht bestraft. Eigentlich schaden Sie sich hier wahrscheinlich in Ihren Bestrebungen. Es wäre wirklich unsinnig. Artikel 263 ist genau der Auffangtatbestand, damit jemand, der sich selbstverschuldet in eine Situation bringt, in der er enthemmt ist und deswegen irgend eine Straftat begeht, eben doch bestraft werden kann.

Bei Artikel 285 Ziffer 2 bitten wir Sie, der Minderheit Hurni zuzustimmen. Es macht keinen Sinn, hier Automatismen einzuführen. Dies würden wir in einem Bereich tun, wo man eine sehr diffuse Umschreibung dessen hat, was denn vielleicht Gewalt gegenüber Beamten sein kann. Selbstverständlich sind Schläge, Bisse, der Einsatz von Pfefferspray, das Werfen von Gegenständen usw. schon heute klar strafbar. Die Richter haben heute schon die Möglichkeit und seit 2018 auch wieder die Befähigung, dort entsprechend kurze Freiheitsstrafen auszusprechen. Wenn wir schon von der Strafrahmenharmonisierung sprechen, macht es keinen Sinn, Automatismen einzuführen, die quer in der Landschaft stehen.

Wir bitten Sie, überall ausser bei Artikel 285 der Mehrheit zu folgen, insbesondere auch bei Artikel 286, "Beleidigung eines fremden Staates". Die Kommissionsmehrheit hat hier der Aufhebung zugestimmt. Ich glaube, Sie müssen sich das wirklich überlegen. Herr Lüscher hat als Minderheitssprecher gesagt, es stelle sich die Frage, ob jetzt der richtige Zeitpunkt dafür sei, diese Bestimmung abzuschaffen. Auch die Sprecherin der FDP-Liberalen Fraktion hat diese Frage aufgeworfen. Ist das jetzt der richtige Zeitpunkt? Da dürfen wir uns die Antwort geben: Ja, ich glaube, es ist jederzeit der richtige Zeitpunkt, für Rechtsstaatlichkeit, für Rechtsgleichheit, für faire Verfahren und für eine demokratische Rechtsstaatlichkeit einzustehen, mindestens bei uns selber. Wir können das in anderen Ländern ja nicht fordern. Das ist auch gerade einer dieser Punkte. Die Beleidigung eines fremden Staates in Form der Beleidigung eines Staatsmannes, eines Despots usw. wäre bei uns strafbar. Gegenrecht gibt es in diesen Staaten niemals – niemals! Darum macht diese Bestimmung auch keinen Sinn mehr.

Der letzte Punkt, den ich ganz kurz ansprechen will, ist eigentlich mehr eine allgemeine Anmerkung. Bei den Minderheitsanträgen I (Geissbühler) und II (Bregy) zu Artikel 33 Absatz 2 des Waffengesetzes geht es darum, die Fahrlässigkeit straffrei zu machen. Auch das ist eigentlich ein Überlegungsfehler, den wir immer wieder machen, weil wir denken, dass wir jemanden, der etwas fahrlässig macht, doch nicht mehr bestrafen sollten. Wir haben das aber schon im Gesetz. Gemäss Artikel 52 StGB haben wir die Möglichkeit, dass der Richter, der Staatsanwalt in genau diesen Fällen, die immer gebracht worden sind – beim Waffengesetz beispielsweise das Grosi, das im Estrich noch eine Pistole findet und dann Gefahr läuft, bestraft zu werden –, davon absehen kann, jemanden zu bestrafen. Bei diesen Beispielen handelt es sich nicht um eine fahrlässige Begehung. Eine fahrlässige Begehung ist dann gegeben, wenn jemand pflichtwidrig ausser Acht lässt, was er beachten sollte, weil es seine Pflicht ist.

Ich bitte Sie namens der grünliberalen Fraktion wie gesagt, überall ausser bei Artikel 285 der Mehrheit zu folgen. Folgen Sie dort der Minderheit II (Hurni).

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich versuche, mich so kurz wie möglich zu fassen, und werde nur noch auf einige Be-

stimmungen eingehen und dann in der Differenzbereinigung im Ständerat vielleicht etwas ausführlicher werden. Ich sehe, dass wir dieses Geschäft ja noch heute beenden sollten. Bei Artikel 263 StGB empfiehlt Ihnen der Bundesrat, der Mehrheit zu folgen, ebenso bei den Artikeln 275bis und 275ter StGB.

Nun zu Artikel 285 StGB: Das ist ein wichtiger Artikel. Das ist rechtlich und politisch gesehen eine anspruchsvolle Norm. Der Bundesrat ist dezidiert der Meinung, dass es nicht angeht, dass Rettungskräfte oder Polizisten und Polizistinnen bei ihrer Arbeit bewusst behindert oder sogar tötlich angegriffen und verletzt werden. Mit einer Verschärfung des Strafrahmens von Artikel 285 werden wir dieses Problem aber kaum lösen können. So wie die Ursachen für das Phänomen der Gewalt und Drohung gegen Beamte vielschichtig sind, so darf sich auch die Lösung nicht nur auf die Kriminalisierung beschränken. Gerade bei Straftaten, die aus starken Impulsen, Affekten oder Ideologien heraus begangen werden, spielt die Abschreckung keine grosse Rolle. Artikel 285 ist im Schweizerischen Strafgesetzbuch unter den Delikten gegen die öffentliche Gewalt eingereiht. Bestraft wird hier nicht die konkrete Verletzung von Behördenmitgliedern, sondern generell der Widerstand gegen die Staatsgewalt. Artikel 285 schützt also kein individuelles Rechtsgut.

In Ihrer Kommission wurden diverse Anträge für eine Verschärfung mit dem überraschenden Argument begründet, Artikel 285 sei eine Lex specialis gegenüber den Bestimmungen zu den Delikten gegen Leib und Leben. Wenn das richtig wäre, würde jemand, der eine Polizistin tötet, mit maximal drei Jahren Freiheitsentzug bestraft. Das Argument ist also offensichtlich nicht zutreffend. Richtig ist, dass mit einer Bestrafung gemäss Artikel 285 einfache Beschimpfungen und geringfügige Tätilichkeiten in der Praxis als mitbestraft gelten. Die körperliche Integrität von Beamtinnen und Beamten wird wie die von allen Bürgerinnen und Bürgern von den Bestimmungen zu den Delikten gegen die körperliche Integrität geschützt.

Es liegen nun zahlreiche Anträge vor, um Artikel 285 zu verschärfen. Sie haben alle etwas gemein: Sie möchten bei Artikel 285 Strafrahmen und Regeln, die vom Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuchs erheblich abweichen und damit das System aus dem Gleichgewicht bringen würden. Doch ist das tatsächlich nötig? Warum gerade bei Artikel 285?

Ich möchte daran erinnern, dass der Bundesrat beim Sexualstrafrecht bis zur Botschaft genau diesen Weg gegangen ist. Inzwischen wurden die Sexualdelikte aber herausgelöst und nochmals überarbeitet. Jetzt hat man die Möglichkeit von Geldstrafen ganz bewusst beibehalten. Zudem lehnt die Mehrheit Ihrer Kommission die Streichung der Geldstrafe bei den Delikten gegen die Rechtpflege ab. Bei den Delikten gegen Leib und Leben stand dies gar nie zur Debatte. Es leuchtet auch ein, dass der Strafrahmen doch nur angemessen oder vernünftig sein kann, wenn der Praxis alle geltenden Instrumente zur Verfügung stehen, um die im Einzelfall passende Strafart bestimmen zu können. Die Streichung der Geldstrafe ist also der falsche Weg, denn sie ist mit dem Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuchs nicht kompatibel und schafft eine Diskrepanz zum Strafrahmen bei anderen schweren Delikten.

Der Bundesrat möchte Artikel 285 verschärfen, jedoch massvoll und in Übereinstimmung mit den allgemeinen Regeln. Der Bundesrat schlägt für den qualifizierten Fall eine Mindeststrafe von 120 Tagessätzen vor. Damit gibt es zugleich auch eine Mindestfreiheitsstrafe von 120 Tagen. Der Bundesrat möchte hier einfach der besonderen Ausgangslage Rechnung tragen. Diese 120 Tage gibt es im StGB zwar sonst nirgends, aber sie stellen die wichtigen allgemeinen Regeln nicht auf den Kopf.

Ich bitte Sie deshalb, bei den Ziffern 1 und 3 der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen. Bei Ziffer 2 verzichtet der Bundesrat im Moment darauf, eine Abstimmung zum Entwurf zu verlangen. Er behält sich aber vor, diesen Punkt im Rahmen der Differenzbereinigung nochmals aufzunehmen.

Die Artikel 296 und 302 StGB wurden auch hier vorne kontrovers diskutiert. Gemäss der Mehrheit soll Artikel 296 gestrichen und Artikel 302 entsprechend angepasst werden. In

der Kommission wurde argumentiert, ein Artikel, der die Majestätsbeleidigung unter Strafe stellt, sei unzeitgemäß; man müsse Sonderrechte für Personen, die sich für den Staat halten, streichen. Es wurden Beispiele von Staatsoberhäuptern angeführt, die international geächtet oder grosser Kritik ausgesetzt sind. Mit diesen Argumenten geraten wir jedoch auf eine falsche Schiene. Repräsentanten von Staaten haben gemäss dem Wiener Übereinkommen über diplomatische Beziehungen nämlich durchaus gewisse Sonderrechte. Artikel 296 schützt zudem nicht die Ehre oder Sonderrechte von Majestäten, sondern die aussenpolitischen Interessen der Schweiz. Die Strafbestimmungen gelten für die Beziehungen zu allen Staaten. Ich möchte nicht wiederholen, was Herr Lüscher schon gesagt hat. Er hat aber darauf hingewiesen, dass eine allfällige Streichung von Artikel 296 seltsame Folgen hätte. Die Beleidigung beispielsweise der USA wäre zwar nicht mehr strafbar, die Beleidigung der UNO dagegen schon. Ich bitte Sie, hier der Minderheit zu folgen, zumal dieses Anliegen ja auch im Rahmen der parlamentarischen Initiative Flach nicht weiterverfolgt wurde.

Bei Artikel 303 StGB sowie bei Artikel 310 StGB, Artikel 115 Absatz 1 AIG und Artikel 116 Absätze 1 und 3 AIG bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen.

Bei Artikel 11 Absatz 3bis des Bundesgesetzes über das Verwaltungsstrafrecht wurde der Minderheitsantrag Walder, den der Bundesrat unterstützt hätte, zurückgezogen. Diese Bestimmung hat eine grosse Bedeutung für die Praxis. Ich verzichte aber auf eine Abstimmung. Wir können diese Differenz dann im Ständerat noch einmal diskutieren.

Bei Artikel 33 Absatz 2 des Waffengesetzes bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen.

Bei Artikel 90 Absätze 3 und 4 des Strassenverkehrsgesetzes unterstützt der Bundesrat weder die Minderheit noch die Mehrheit. Der Bundesrat verzichtet im Moment darauf, hier eine Abstimmung zu verlangen. Er behält sich vor, im Rahmen der Differenzbereinigung bei diesem Punkt am gelgenden Recht festzuhalten. Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass wir im Strassenverkehrsgesetz eine laufende Gesetzesrevision haben und wir hier jetzt nicht sozusagen reingrätschen und etwas ändern sollten.

Das sind meine Ausführungen – so kurz wie möglich.

Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Wir sind im letzten Block. Ich möchte mich aber vorerst bei der Verwaltung, beim Sekretariat und auch beim Dolmetscherdienst für die Unterstützung während der Behandlung dieser Vorlage bedanken. Der Minderheitsantrag Geissbühler fordert, dass Artikel 263 StGB aufgehoben wird; dieser Artikel sei störend und führe zu ungerechten Urteilen. Sie hat das vorhin begründet. Ein weiterer Minderheitsantrag Geissbühler fordert, dass in Artikel 263 Absatz 2 StGB die Freiheitsstrafe auf bis zu 15 Jahre zu erhöhen sei. Die Kommissionsmehrheit weist darauf hin, dass es gemäss StGB keine strafrechtliche Verantwortung gibt, wenn man unverantwortlich ist. Aber es gibt eine Ausnahme von diesem Prinzip für den Fall, dass sich jemand unverantwortlich verhält. Wenn sich jemand betrinkt, um sich Mut anzutrinken, um ein Tötungsdelikt zu begehen, hat er oder sie unverantwortlich gehandelt und hat dafür natürlich auch die strafrechtliche Verantwortung zu tragen.

Artikel 263 gibt den Gerichten die Möglichkeit, genau solches Tun ins Recht zu fassen und Personen, die sich absichtlich betrunken haben, für ihre Verbrechen zu verurteilen. Deshalb bittet Sie die Kommissionsmehrheit, die beiden Minderheitsanträge Geissbühler abzulehnen. Die entsprechenden Anträge wurden in der Kommission grossmehrheitlich abgelehnt.

Zu Artikel 275bis und Artikel 275ter: Der Bundesrat sieht in seinem Entwurf vor, die beiden Straftatbestände der staatsgefährlichen Propaganda gemäss Artikel 275bis und der rechtswidrigen Vereinigung gemäss Artikel 275ter – der nie angewendet wurde – aufzuheben. Verurteilungen gab es wegen dieser Straftaten schon lange nicht mehr, zumindest nicht in den letzten zehn Jahren.

Der Ständerat beschloss, diese Regelungen beizubehalten. Die Mehrheit der Kommission will jedoch dem Bundesrat folgen und diese Straftatbestände aufheben, weil hier Massnahmen getroffen worden sind, die diesem Umstand Rechnung

tragen. In der Diskussion wurde darauf verwiesen, dass diese Tatbestände aus der Geschichte heraus eingeführt wurden und heute die Notwendigkeit einer Regelung nicht mehr gegeben ist; dies in Kürze dazu.

Die Kommission ist mehrheitlich dem Bundesrat gefolgt und hat dem Antrag zugestimmt, diese Bestimmungen aufzuheben. Das gilt aber nicht für Herrn Bregy. Seine Minderheit will weiterhin an der Nostalgie festhalten und ist dem Ständerat gefolgt. Wir bitten Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen.

Schliesslich zum wahrscheinlich wichtigsten Punkt dieser Vorlage, und zwar zu Artikel 285 Absätze 1 bis 3, bei welchem es um das Thema Gewalt und Drohung gegen Beamte und Behörden geht: Die Minderheit I (Bregy) der Kommission für Rechtsfragen macht geltend, dass immer häufiger strafbare Handlungen gegen Polizistinnen und Polizisten, aber auch gegen Mitarbeitende von Blaulichtorganisationen verübt würden. Sie verlangt deshalb in jedem Fall eine Freiheitsstrafe. Sie will die heutige Lösung, bei welcher auch eine Geldstrafe möglich wäre, streichen.

Die Gegnerinnen und Gegner dieses Minderheitsantrages und einer entsprechenden Verschärfung machen geltend, dass Gewalt und Drohungen durchaus uns alle bewegen und verurteilt werden sollen. Es liege aber keine Statistik vor, die abschliessend belege, dass die Gewalt an Beamten und Behörden derart zugenommen hätte, dass damit eine derart massive Straferhöhung gerechtfertigt werden könnte. Zum andern sei es auch nicht immer so, dass ein Beamter völlig unbeteiligt sei. Exzesse durch die Polizei kämen nachweislich auch vor, und dies löse Gegenreaktionen aus. Der Richter könne aufgrund des konkreten Falles entscheiden, ob eine Freiheitsstrafe oder aber nur eine Geldstrafe gerechtfertigt sei. Würde die Verschärfung obsiegen, hätte der Richter diese Wahl nicht mehr. Eine solche Änderung sei deshalb kategorisch abzulehnen. Das ist der Antrag der Minderheit II (Hurni). Die heutigen Strafrahmen würden ausreichen und auch nicht ausgeschöpft werden.

Die Frau Bundesrätin hat vorhin ausgeführt, dass auch der Bundesrat grundsätzlich dieser Meinung war. Nachdem den Vorstössen Guhl und Romano Folge gegeben worden war, wurde nach Lösungen gesucht. Der Ständerat sieht hier eine Unterteilung in aktive und passive Teilnahme vor. Sie sehen den Beschluss des Ständerates auf der Fahne.

Schliesslich hat aber die Mehrheit der Kommission gefunden, dass man hier eine Regelung treffen sollte. Sie ist in modifizierter Form den parlamentarischen Initiativen Guhl und Romano, wie ihnen Folge gegeben wurde, gefolgt und hat sich so für die Fassung, die Sie auf der Fahne sehen, entschieden. Ich glaube, ich muss nichts mehr dazu und zu den Stimmenverhältnissen sagen. Diese drei Anträge, die Sie auf der Fahne sehen, wurden gegeneinander ausgemehrt. Hier ist vielleicht auch noch die Minderheit II (Hurni) zu erwähnen. Sie möchte bei Artikel 285 Absatz 2 beim Entwurf des Bundesrates bleiben, also beim geltenden Recht. Damit sollten eben auch Mindeststrafen wenn möglich nicht zu weit gehen. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, der Mehrheit zu folgen.

Steinemann Barbara (V, ZH): Trotz der fortgeschrittenen Zeit: Wie kommen Sie darauf, die Äusserung zu machen, Gewalt gegen ...

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Frau Steinemann, Frau Arslan beantwortet keine Fragen.

Hurni Baptiste (S, NE), pour la commission: Au début de cette intervention concernant le bloc 3, je joins évidemment mes remerciements à ceux de Mme Arslan à l'égard de l'administration, pour le travail extrêmement important qui a été fait pour réaliser notamment le dépliant.

Ce bloc, vous l'aurez remarqué, est le plus hétéroclite sur le plan de la matière traitée. Nous allons donc parler d'éléments très différents, à une heure bien tardive.

En premier lieu, s'agissant de la minorité Lüscher à l'article 296, on peut résumer la situation de cette manière. L'infraction d'outrage à un Etat étranger réprime le comportement

qui consiste à outrager un Etat ou ses représentants. La majorité de la commission estime que cet article est d'un autre temps, d'autant plus qu'en pratique on ne réprime pas ou seulement très rarement les comportements visés, car il est très difficile de le faire dans le cadre, par exemple, d'une manifestation. Une motion proposait déjà son abrogation en 2016 et avait été adoptée par le Parlement avant d'être classée en 2019.

Fondamentalement, la majorité de la commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de condamner en Suisse un comportement qui manquerait de respect, de déférence, envers un Etat ou un dirigeant étranger. On rappelle que le bien juridiquement protégé ici est la bonne relation de la Suisse avec l'étranger. C'est une infraction étrange, car seul le Conseil fédéral pourrait décider de dénoncer cette infraction, et encore si un Etat lui écrit qu'il s'est senti outragé. On rappellera d'ailleurs que, dans l'actualité récente – même si ce n'est pas une infraction très utilisée –, les deux dernières fois que quelqu'un a essayé de l'utiliser, c'était M. Kadhafi à Genève, de triste mémoire, et M. Erdogan pour la Turquie, de tout aussi triste mémoire. Dès lors, inutilisée ou presque, ne provoquant aucune condamnation et désuète, cette infraction ne semble donc plus devoir se maintenir et sa suppression a été admise, par 14 voix contre 7 et 4 abstentions.

A l'article 303 du code pénal, une minorité Tüena entend durcir à l'extrême l'infraction de dénonciation calomnieuse. La minorité entend faire passer la peine-menace de cinq ans à dix ans et supprimer la possibilité de la peine pécuniaire. Pour la majorité de la commission, il s'agit d'une proposition de minorité qui va dans le sens absolument inverse de ce que l'on essaie de faire dans ce projet: plutôt que d'harmoniser les peines et de recréer un équilibre, on créerait ici un ovni juridique ou un comportement certes fautif qui doit être condamné – à savoir dénoncer de manière calomnieuse –, qui défend avant tout le bon fonctionnement de la procédure, serait sanctionné avec une incroyable rigueur, de sorte que tout le reste du code semblerait déséquilibré. En bref, cette infraction créerait un nouveau scandale du type "délit de chauffard". La commission a ainsi rejeté cette proposition de minorité, par 18 voix contre 7.

Eu égard à l'heure qu'il est, et comme la problématique est peu ou prou la même, qu'il s'agisse de la minorité Reimann Lukas ou de la minorité Schwander aux articles 115 et 116, je fais un tour de passe-passe en vous disant que cette réflexion peut s'y appliquer et que ces propositions ont été rejetées, par 17 voix contre 7, et deux fois par 15 voix contre 7. Par ailleurs, la minorité Walder ayant été retirée, je n'en parle pas. Les minorités I (Geissbühler) et II (Bregy) portent sur des articles de la loi sur les armes. La minorité I vise à ce que les infractions par négligence ne soient punies que par l'amende et non par la peine pécuniaire, et la minorité II a pour but de conserver l'amende pour les cas de peu de gravité. Ce sont donc deux minorités qui visent à réduire les peines, à affaiblir l'arsenal pénal.

En premier lieu, je relève avec un peu d'ironie que ce sont les mêmes personnes, qui ont estimé cet après-midi que toute une série d'infractions devaient être durcies, qui estiment maintenant que, s'agissant d'infractions commises par négligence prévues dans la loi sur les armes, ce n'est pas si grave et qu'on peut envisager la peine la plus faible qui soit, à savoir l'amende. Comme si le fait d'importer des armes sans autorisation, fût-ce par négligence, n'était finalement pas si grave.

D'autre part, la différence de sanction entre l'infraction intentionnelle et l'infraction par négligence – à savoir trois ans de prison pour l'infraction intentionnelle et une amende pour l'infraction par négligence – est si importante actuellement qu'il convient ici de rapprocher quelque peu les peines, ce d'autant plus que ces infractions créent un danger collectif qui peut être important. La commission a préféré la minorité II (Bregy) à la minorité I (Geissbühler), par 17 voix contre 7, et la version du Conseil des Etats et à celle du Conseil fédéral, par 14 voix contre 10.

Enfin, la proposition de la minorité Nidegger, à l'article 90 de la loi fédérale sur la circulation routière, mérite une petite explication. La commission a désiré ne pas attendre à

propos du projet en consultation et a voulu permettre que le délit de chauffard puisse être aussi sanctionné par une peine pécuniaire et non pas uniquement par une peine de prison. En effet, la peine actuelle d'un an de prison paraît dans certains cas totalement disproportionnée. Mais la commission reconnaît aussi que le comportement délictuel du chauffard est grave, car il crée un danger collectif important. La modification de la commission est donc le résultat d'un consensus visant à supprimer cette peine minimale qui est décriée par tous. La commission désire toutefois continuer de réprimer plus durement les violations qualifiées de la loi. La proposition de la minorité Nidegger quant à elle vise à supprimer complètement ce délit, ce qui reviendrait à considérer qu'il n'y a plus d'infraction qualifiée de chauffard, mais uniquement des violations graves. Pour la majorité de la commission, cela reviendrait à commettre l'excès exactement inverse de celui qui a été commis lorsque la peine minimale de prison a été fixée à un an. Par 17 voix contre 7, la commission propose donc de mettre fin à cette peine minimale disproportionnée, mais sans supprimer l'infraction qualifiée.

Ziff. 1 Art. 263

Antrag der Minderheit I

(Geissbühler, Gafner, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Abs. 2

... so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu 15 Jahren.

Antrag der Minderheit II

(Geissbühler, Gafner, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Aufheben

Ch. 1 art. 263

Proposition de la minorité I

(Geissbühler, Gafner, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Al. 2

La peine sera une peine privative de liberté de 15 ans au plus si la peine ...

Proposition de la minorité II

(Geissbühler, Gafner, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Abroger

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23011)

Für den Antrag der Minderheit I ... 48 Stimmen

Dagegen ... 135 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23012)

Für den Antrag der Minderheit II ... 48 Stimmen

Dagegen ... 135 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 275bis; 275ter

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 275bis; 275ter

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23013)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 75 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 285

Antrag der Mehrheit

Ziff. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 2

2. Wird die Tat von einem zusammengerotteten Haufen begangen, so wird jeder, der an der Zusammenrottung teilnimmt, mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Der Teilnehmer, der Gewalt an Personen verübt, wird mit Freiheitsstrafe von drei Monaten bis zu drei Jahren bestraft.

Der Teilnehmer, der Gewalt an Sachen verübt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe nicht unter 90 Tagessätzen bestraft.

Antrag der Minderheit I

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Ziff. 1

1. Wer eine Behörde, ein Mitglied einer Behörde oder einen Beamten durch Gewalt an einer Handlung hindert, die innerhalb ihrer Amtsbefugnisse liegt, zu einer Amtshandlung nötigt oder während einer Amtshandlung tatsächlich angreift, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Wer ein Mitglied einer Behörde oder einen Beamten durch Drohung an einer Handlung hindert, die innerhalb ihrer Amtsbefugnisse liegt, oder zu einer Amtshandlung nötigt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft.

Als Beamte ...

Antrag der Minderheit II

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ziff. 1

1. Wer eine Behörde, ein Mitglied einer Behörde oder einen Beamten durch Gewalt oder Drohung an einer Handlung, die innerhalb ihrer Amtsbefugnisse liegt, hindert, zu einer Amtshandlung nötigt oder während einer Amtshandlung tatsächlich angreift, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft. In leichten Fällen kann auf Geldstrafe erkannt werden.

Als Beamte ...

Antrag der Minderheit I

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ziff. 2

2. Wird die Tat von einem zusammengerotteten Haufen begangen, so wird jeder, der an der Zusammenrottung teilnimmt, mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Der Teilnehmer, der Gewalt an Personen oder Sachen verübt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bestraft.

Antrag der Minderheit II

(Hurni, Arslan, Bellaïche, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funiciello, Marti Min Li, Walder)

Ziff. 2

Unverändert

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ziff. 3

3. Begeht der Täter innert fünf Jahren nach der rechtskräftigen Verurteilung erneut eine Tat nach Ziffer 1 oder 2, so ist die Strafe Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis zu drei Jahren.

Ch. 1 art. 285*Proposition de la majorité**Ch. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 2

2. Si l'infraction est commise par une foule ameutée, tous ceux qui prennent part à l'attroupement sont punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Ceux d'entre eux qui commettent des violences contre les personnes sont punis d'une peine privative de liberté de trois mois à trois ans.

Ceux d'entre eux qui commettent des violences contre les propriétés sont punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité I

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Ch. 1

1. Quiconque, en usant de violence, empêche une autorité, un membre d'une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte entrant dans ses fonctions, les constraint à faire un tel acte ou se livre à des voies de fait sur eux pendant qu'ils y procèdent, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus.

Quiconque, en usant de menace, empêche une autorité, un membre d'une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte entrant dans ses fonctions, les constraint à faire un tel acte ou se livre à des voies de fait sur eux pendant qu'ils y procèdent, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Les employés des entreprises ...

Proposition de la minorité II

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ch. 1

1. Quiconque, en usant de violence ou de menace, empêche une autorité, un membre d'une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte entrant dans ses fonctions, les constraint à faire un tel acte ou se livre à des voies de faire sur eux pendant qu'ils y procèdent, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus. Dans les cas de peu de gravité, une peine pécuniaire peut être prononcée.

Les employés des entreprises ...

Proposition de la minorité I

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ch. 2

2. Si l'infraction a été commise par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les personnes ou les propriétés seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus.

Proposition de la minorité II

(Hurni, Arslan, Bellaïche, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rieille, Flach, Funiciello, Marti Min Li, Walder)

Ch. 2

2. Si l'infraction est commise par une foule ameutée, tous ceux qui prennent part à l'attroupement sont punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Ceux d'entre eux qui commettent des violences contre les personnes ou les propriétés sont punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 30 jours-amende au moins.

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ch. 3

3. Si l'auteur commet à nouveau une infraction au sens du chiffre 1 ou 2 dans les cinq ans qui suivent le jugement passé en force, il est puni d'une peine privative de liberté de six mois à trois ans.

*Ziff. 1 – Ch. 1**Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/23014)

Für den Antrag der Minderheit I ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 52 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23015)

Für den Antrag der Mehrheit ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 80 Stimmen

(2 Enthaltungen)

*Ziff. 2 – Ch. 2**Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/23016)

Für den Antrag der Mehrheit ... 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 48 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23017)

Für den Antrag der Mehrheit ... 102 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 79 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Ziff. 3 – Ch. 3**Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/23018)

Für den Antrag der Minderheit ... 48 Stimmen

Dagegen ... 134 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ch. 1 Art. 296*Antrag der Mehrheit*

Aufheben

Antrag der Minderheit

(Lüscher, Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Markwalder, Schneeberger, Schwander, Steinemann)

Unverändert

Ch. 1 art. 297*Proposition de la majorité*

Abroger

Proposition de la minorité

(Lüscher, Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Markwalder, Schneeberger, Schwander, Steinemann)

Inchangé

Ziff. 1 Art. 302*Antrag der Mehrheit**Abs. 2*

Der Bundesrat ordnet die Verfolgung nur an, wenn in den Fällen des Artikels 297 ein Organ der zwischenstaatlichen Organisation um die Strafverfolgung ersucht. In Zeiten aktiven Dienstes kann er die Verfolgung auch ohne ein solches Ersuchen anordnen.

Abs. 3

In den Fällen des Artikels 297 tritt die Verjährung in zwei Jahren ein.

Antrag der Minderheit

(Lüscher, Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Markwalder, Schneeberger, Schwander, Steinemann)

Abs. 2, 3

Unverändert

Ch. 1 art. 302*Proposition de la majorité*

Al. 2

Le Conseil fédéral n'ordonne la poursuite que si la demande en est faite par un organe de l'institution interétatique dans les cas visés à l'article 297. En temps de service actif, il peut ordonner la poursuite même en l'absence d'une telle requête.

Al. 3

Dans les cas prévus à l'article 297, l'action pénale se prescrit par deux ans.

Proposition de la minorité

(Lüscher, Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Markwalder, Schneeberger, Schwander, Steinemann)

Al. 2, 3

Inchangé

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23019)

Für den Antrag der Minderheit ... 101 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 80 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 303*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ziff. 1

1. Wer einen Nichtschuldigen wider besseres Wissen bei der Behörde eines Verbrechens oder eines Vergehens beschuldigt, in der Absicht, eine Strafverfolgung gegen ihn herbeizuführen,

wer in anderer Weise arglistige Veranstaltungen trifft, in der Absicht, eine Strafverfolgung gegen einen Nichtschuldigen herbeizuführen,

wird mit Freiheitsstrafe bis zu zehn Jahren bestraft.

Ch. 1 art. 303*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ch. 1

1. Quiconque dénonce à l'autorité, comme auteur d'un crime ou d'un délit, une personne qu'il sait innocente, en vue de faire ouvrir contre elle une poursuite pénale, quiconque, de toute autre manière, ourdit des machinations astucieuses en vue de provoquer l'ouverture d'une poursuite pénale contre une personne qu'il sait innocente, est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 178 Ziffer 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23020)

Für den Antrag der Mehrheit ... 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 310 Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Reimann Lukas, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Schwander, Steinemann, Tuena)

2. ... Der Teilnehmer, der Gewalt an Personen oder Sachen verübt, wird mit Freiheitsstrafe von drei Monaten bis zu drei Jahren bestraft.

Ch. 1 art. 310 ch. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Reimann Lukas, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Schwander, Steinemann, Tuena)

2. ... Ceux d'entre eux qui commettent des violences contre les personnes ou les propriétés sont punis d'une peine privative de liberté de 90 jours à trois ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 177.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23021)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 48 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 178*Antrag der Mehrheit*

Ziff. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ziff. 1

1. Wer einen Nichtschuldigen wider besseres Wissen bei der Behörde eines Verbrechens oder eines Vergehens beschuldigt, in der Absicht, eine Strafverfolgung gegen ihn herbeizuführen,

wer in anderer Weise arglistige Veranstaltungen trifft, in der Absicht, eine Strafverfolgung gegen einen Nichtschuldigen herbeizuführen,

wird mit Freiheitsstrafe bis zu zehn Jahren bestraft.

Ch. 2 art. 178*Proposition de la majorité*

Ch. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Tuena, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann)

Ch. 1

1. Quiconque dénonce à l'autorité, comme auteur d'un crime ou d'un délit, une personne qu'il sait innocente, en vue de faire ouvrir contre elle une poursuite pénale, quiconque, de toute autre manière, ourdit des machinations astucieuses en vue de provoquer l'ouverture d'une poursuite pénale contre une personne qu'il sait innocente, est puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Tuena wurde bei Ziffer 1 Artikel 303 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 177 Ziff. 2*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Reimann Lukas, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Schwander, Steinemann, Tuena)

Ziff. 2

2. ... Der Teilnehmer, der Gewalt an Personen oder Sachen verübt, wird mit Freiheitsstrafe von 90 Tagen bis zu drei Jahren bestraft.

Ch. 2 art. 177 ch. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Reimann Lukas, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Schwander, Steinemann, Tuena)

Ch. 2

2. ... Ceux d'entre eux qui commettent des violences contre les personnes ou les propriétés sont punis d'une peine privative de liberté de 90 jours à trois ans.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Reimann Lukas wurde bei Ziffer 1 Artikel 310 Ziffer 2 abgestimmt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 3 Art. 115 Abs. 1***Antrag der Minderheit*

(Schwander, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe wird ...

Ch. 3 art. 115 al. 1*Proposition de la minorité*

(Schwander, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque: ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23022)

Für den Antrag der Minderheit ... 48 Stimmen

Dagegen ... 133 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 3 Art. 116*Antrag der Mehrheit***Abs. 2, 3**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schwander, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Abs. 1

Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe wird bestraft, wer ...

Abs. 3

Die Strafe ist Freiheitsstrafe bis zu 10 Jahren oder Geldstrafe und mit der Freiheitsstrafe ist eine Geldstrafe zu verbinden, wenn die Täterin oder der Täter ...

Ch. 3 art. 116*Proposition de la majorité***Al. 2, 3**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schwander, Gafner, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Steinemann, Tuena)

Al. 1

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque ...

Al. 3

La peine encourue est une peine privative de liberté de dix ans au plus ou une peine pécuniaire, et une peine pécuniaire

est également prononcée en cas de peine privative de liberté, si ...

Abs. 1 – Al. 1*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/23023)

Für den Antrag der Minderheit ... 47 Stimmen

Dagegen ... 133 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 18.043/23024)

Für den Antrag der Mehrheit ... 133 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 46 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 5 Art. 11*Antrag der Mehrheit***Abs. 1–3**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3bis

Die Verfolgungsverjährung tritt nicht mehr ein, wenn vor Ablauf der Verjährungsfrist ein erstinstanzliches Urteil ergangen ist.

Antrag der Minderheit

(Walder, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funiciello, Hurni, Marti Min Li)

Abs. 3bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 5 art. 11*Proposition de la majorité***Al. 1–3**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3bis

La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant l'échéance du délai de prescription.

Proposition de la minorité

(Walder, Arslan, Brélaz, Brenzikofler, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funiciello, Hurni, Marti Min Li)

Al. 3bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Walder wurde zurückgezogen.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 8 Art. 33 Abs. 2***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Geissbühler, Gafner, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Unverändert

Antrag der Minderheit II

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Handelt der Täter oder die Täterin fahrlässig, so ist die Strafe Geldstrafe. In leichten Fällen kann eine Busse ausgesprochen oder von einer Bestrafung abgesehen werden.

Ch. 8 art. 33 al. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Geissbühler, Gafner, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Inchangé

Proposition de la minorité II

(Bregy, Gafner, Geissbühler, Kamerzin, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une peine pécuniaire. Dans les cas de peu de gravité, le juge peut prononcer une amende ou exempter l'auteur de toute peine.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23026)

Für den Antrag der Minderheit II ... 165 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I ... 10 Stimmen
(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23029)

Für den Antrag der Mehrheit ... 96 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II ... 83 Stimmen
(3 Enthaltungen)

Ziff. 10a Art. 90**Antrag der Mehrheit****Abs. 3**

Mit Freiheitsstrafe bis zu vier Jahren oder Geldstrafe ...

Antrag der Minderheit

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Abs. 3, 4

Aufheben

Ch. 10a art. 90**Proposition de la majorité****Al. 3**

... d'une peine privative de liberté de quatre ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Proposition de la minorité

(Nidegger, Gafner, Geissbühler, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Al. 3, 4

Abroger

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/23030)

Für den Antrag der Mehrheit ... 133 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 47 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 18.043/23033)

Für Annahme des Entwurfes ... 134 Stimmen
Dagegen ... 48 Stimmen
(0 Enthaltungen)

2. Bundesgesetz über die Anpassung des Nebenstrafrechts an das geänderte Sanktionenrecht**2. Loi fédérale sur l'adaptation du droit pénal accessoire au droit des sanctions modifié****Detailberatung – Discussion par article****Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Ziff. 1; 2****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule; ch. I introduction; ch. 1; 2**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 2a**Antrag der Kommission****Titel**

Bundesgesetz vom 6. Oktober 1995 über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen

Abs. 1

Die Strafverfolgung für Widerhandlungen gegen einvernehmliche Regelungen und behördliche Anordnungen (Art. 54) verjährt nach sieben Jahren.

Abs. 2

Die Strafverfolgung für andere Widerhandlungen (Art. 55) verjährt nach vier Jahren.

Ch. 2a**Proposition de la commission****Titre**

Loi fédérale du 6. Oktober 1995 sur les cartels et autres restrictions à la concurrence

Al. 1

L'action pénale se prescrit par sept ans pour les violations d'accords amiables et de décisions administratives (art. 54).

Al. 2

Elle se prescrit par quatre ans pour les autres infractions (art. 55).

Angenommen – Adopté

Ziff. 3–5**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 3–5**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 6**Antrag der Kommission**

Streichen

Ch. 6**Proposition de la commission**

Biffer

Angenommen – Adopté

Ziff. 7–15**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 7–15**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 16**Antrag der Kommission**

Streichen

Ch. 16**Proposition de la commission**

Biffer

Angenommen – Adopté

Ziff. 17; Ziff. II**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 17; ch. II**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 18.043/23038)
Für Annahme des Entwurfs ... 133 Stimmen
Dagegen ... 48 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte
Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

Schluss der Sitzung um 19.30 Uhr
La séance est levée à 19 h 30